

correspondance de presse internationale

# inprecor

avril 2004 - n° 491

INPRECOR

Prix : 5,50 € / 8,00 CHF

## Espagne

Les deux jours qui ont ébranlé le royaume

## Italie

Nouveau virage de Rifondazione

## Grande-Bretagne

Les cheminots chamboulent la gauche

## Grèce

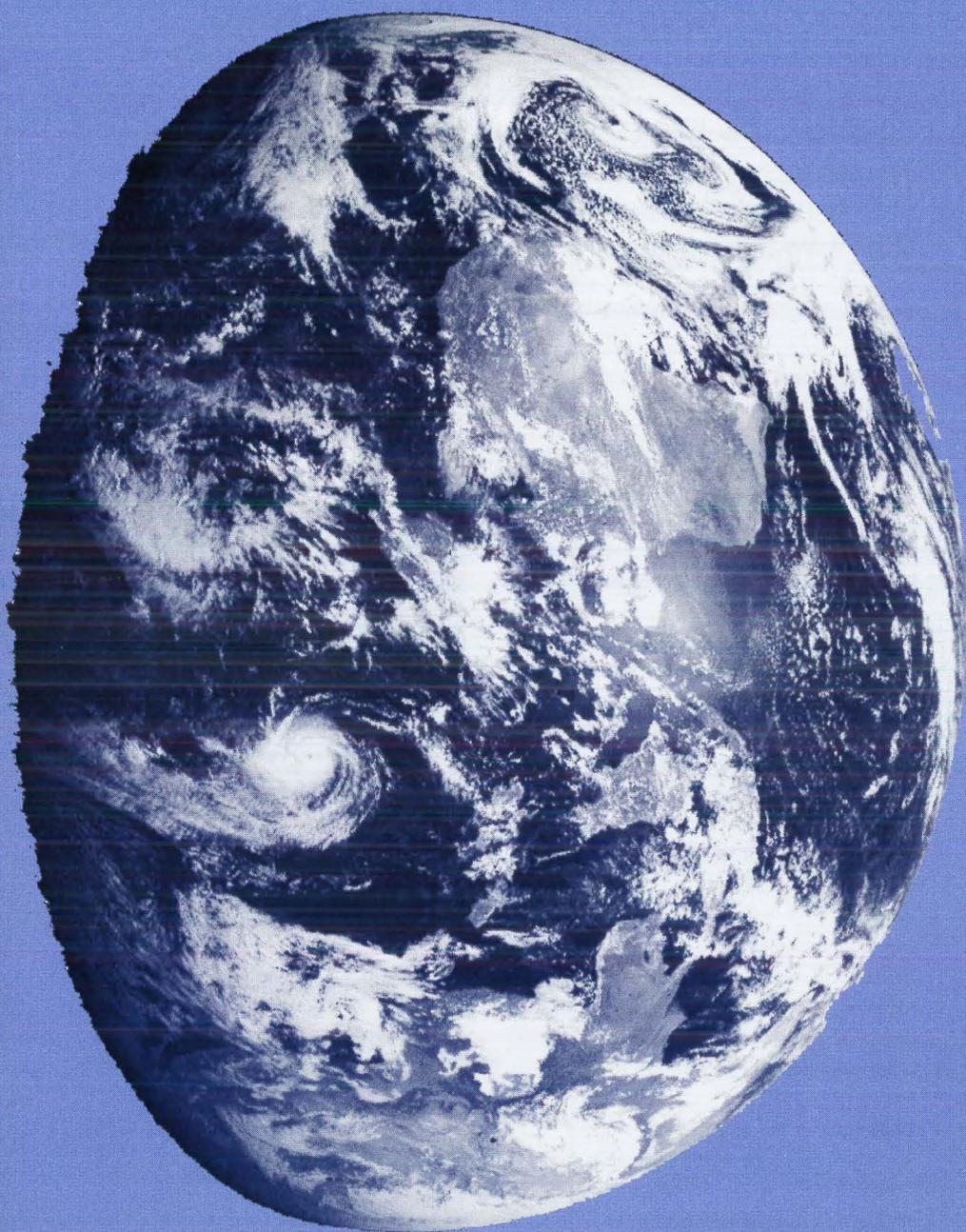
La recomposition de la gauche en débat

## Haïti

L'effondrement du régime Aristide

## IV<sup>e</sup> Internationale

Compte-rendu du plénum du Comité international



## DOSSIER ÉCOLOGIE

# Protocole de Kyoto : petit pas compromis, effets pervers garantis

## Espagne

Les deux jours qui ont ébranlé le royaume  
Début d'un nouveau cycle politique

Jan Malewski 3  
Jaime Pastor 5

## Italie

Nouveau virage du PRC  
Résolution du courant Bandiera Rossa (minoritaire au CPN du PRC)

Flavia D'Angeli 7  
Document 11

## Vietnam

Visite du général Nguyen Cao Ky

interview avec Tuan 15

## Haïti

L'effondrement du régime Aristide

Arthur Mahon 16

## Grèce-Débat

Face au retour de la droite  
Un pas décisif vers la recomposition de la gauche grecque

Andreas Sartzekis 19  
Georges Mitralias 21

## Grande-Bretagne

Les cheminots chamboulent la gauche

Alex Gordon 23

## DOSSIER ÉCOLOGIE - Climat

Protocole de Kyoto : petit pas compromis, effets pervers garantis  
Quand les arbres sèment la désolation  
Énergie douces, concurrence féroce

Daniel Tanuro 25  
D. T. 27  
D. T. 29

## Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

Réunion de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale  
Rapport sur la situation internationale  
Rapport sur le mouvement en Europe

P. D. 30  
François Ollivier 30  
François Vercammen 30

## Russie

Continuité poutine

David Seppo 36

## Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

**Rédaction et administration :**  
PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

Fax : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail :

[inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

**Imprimé** par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.

**Diffusé** dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

## inprecor a besoin de votre aide !

Selon les premières estimations, *Inprecor* a renoué en 2003 avec un déficit... que nous avons réussi à compenser par une aide exceptionnelle. Mais en 2004 nous ne pourrions espérer une telle aide !

Les coûts de fabrication et de diffusion augmentent sans cesse et, depuis 1993, nous n'avons pas augmenté le prix d'*Inprecor* (qui est déjà fort élevé... au point d'être un obstacle pour une partie de nos lecteurs). Si nous voulons éviter cet écueil, nous devons donc augmenter la diffusion d'*Inprecor*. Aussi nous comptons sur vous, lectrices et lecteurs : il nous faut absolument deux cent (200) abonnements de plus pour pouvoir passer l'année 2004. Alors, faites un effort, faites connaître *Inprecor* à vos amis, camarades et collègues de travail. Offrez des abonnements à l'essai (3 mois pour 12 € seulement !) et... continuez à arrondir vos chèques pour la souscription ! En mai 2004 *Inprecor* aura 30 ans ! Ce serait trop bête s'il devait s'arrêter à l'âge de la raison !

## Abonnement

(11 numéros)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique** 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)
- **Autres destinations** 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- **PLI fermé** 48 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** 20 EUR (6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Tél./Fax/E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à Inprecor-PECEI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

**Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).**

# Les deux jours qui ont ébranlé le royaume

Compilé par  
Jan Malewski\*

« Un jour, les facultés de sociologie étudieront la nuit du 13 mars 2004. Cette nuit, déjà baptisée "la nuit des messages courts", des centaines de personnes, sans une convocation qui les aurait unies, se sont retrouvées en protestant devant le siège du Parti populaire (PP). En ce moment s'est joué le destin des élections espagnoles. » (1)

Comment en est-on arrivé là ? A partir de quelles réflexions, discussions, réactions, près de deux millions de personnes, en majorité des jeunes, qui ne comptaient pas voter le dimanche 14 mars, ont-elles finalement décidé de le faire pour ne pas permettre aux dirigeants du Parti populaire de continuer à gouverner ? Cela d'autant plus que les sondages réalisés précédemment annonçaient unanimement une victoire électorale facile, pour la troisième fois, du Parti populaire.

Le phénomène est d'autant plus significatif que, la veille encore, le vendredi 12 mars, les manifestations orchestrées par José Maria Aznar avaient rassemblé près de onze millions de personnes dans toute l'Espagne, que l'immense appareil médiatique contrôlé par le gouvernement étouffait tout doute concernant les origines — prétendument basques — du massacre de la gare d'Atocha et qu'à Madrid les leaders de la gauche, José Luis Zapatero, du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et Gaspar Llamazares, de la Gauche unie (IU), défilaient en tête, encadrés par Aznar lui-même et son collègue italien Silvio Berlusconi, dans la position subalterne qui leur avait été assignée (2). Et que la journée du 13 mars fut déclarée « journée de réflexion », au cours de laquelle les électeurs étaient supposés demeurer chez eux devant les écrans de la télévision qui continuait à associer le massacre à la revendication nationale basque et à appeler, contre le terrorisme, à « défendre la Constitution » (3), celle-là même qui octroie aux nationalités de l'État espagnol une autonomie très contrôlée et qui fonde le royaume.

Pourtant, dans ces manifestations massives qui devaient souligner l'union nationale autour du Parti populaire, les premiers signes d'une sourde dissidence ont commencé à apparaître : des cris « Qui l'a fait ? », « Basta Ya ! », « Non à la guerre ! » et même « La guerre, c'est vous, les morts, c'est nous ! » ont surgi ici ou là, souvent repris aux alentours par des manifestants surpris de leur propre courage, comme s'ils sortaient de la torpeur d'un cauchemar. Un texte publié sur le site *Indymedia Madrid* annonçait dans la nuit du 12 au 13 mars : « L'esprit du 15 février [2003, date des manifestations mondiales contre la guerre de Bush, qui furent particulièrement massives en Espagne] n'a pas disparu. Beaucoup de gens refusent de séparer l'émotion de la réflexion. Une étincelle peut mettre le feu à la plaine. » (4)

## Initiatives éparpillées

A Barcelone, au cours de la soirée du 12 mars, une assemblée d'urgence des mouvements sociaux, réunie à l'*Espai Obert*, décidait de convoquer pour le lendemain une « *cassolada itinerant* » (concert de casseroles itinérant) dans les rues de la ville à partir de 19h, sous le mot d'ordre « *Les morts sont à nous, la guerre est à vous !* » et, à partir de 22h, des concerts de casseroles « *dans ta rue (partout)* » (5). A Barcelone ces manifestations bruyantes et spontanées sont déjà une tradition. Il semble que l'idée ait germé chez les militants d'Aturem la Guerra. L'appel était popularisé le lendemain sur les sites web et les radios locales progressistes. Lorsque les informations sur la manifestation de Madrid sont parvenues à Barcelone, la « *cassolada* » était déjà en cours.

Selon *www.Radiocable.com*, qui annonce avoir trouvé l'auteur du premier SMS (short message service ; maximum 160 caractères apparaissant sur l'écran du téléphone portable) convoquant la manifestation madrilène devant le siège du Parti populaire et qui l'a interviewé, dans la capitale du royaume la mobilisation du samedi 13 fut beaucoup plus spontanée : « A l'origine de ces événements il n'y avait ni le PSOE, ni IU,

ni la Plate-forme contre la guerre. Il n'y avait aucun syndicat ; ni même un journaliste des médias — comme l'a suggéré un périodique — mais un citoyen qui, à titre individuel, avait convoqué là un petit groupe d'amis et s'y était retrouvé rapidement avec 4 000 personnes exigeant la vérité du gouvernement. Le message, qui a provoqué cette concentration, a d'abord été diffusé par les téléphones mobiles et, finalement, a envahi les forums d'internet : "Aznar dans les roses ? Ils l'appellent journée de réflexion et Urdaci travaille ? Aujourd'hui 13M, à 18h. Siège PP, 13 Rue de Gènes. Sans partis. Silence pour la vérité. Fais passer ! ". Tout a surgi en réponse "à la dissimulation d'informations sur les attentats par le gouvernement" » (6).

L'auteur du premier SMS explique : « Je n'appellerais pas cela une manifestation, en réalité il y eu une concentration de gens et je n'avais pas d'idée sur ce qui allait se passer ni qu'il y en aurait autant. J'ai pensé juste le signaler à un groupe d'amis. Nous étions rue de Gènes, à 15 ou 20. Nous pensions aller ensuite au cinéma ou ailleurs. Mais nous

\* Jan Malewski, rédacteur de *Inprecor*, est membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

1. *www.kaosenlared.net. Entrevista con el autor del SMS que concentró a la gente frente a al sede del PP de Madrid* (radiocable.com).

2. Soulignons que les dirigeants de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC) ont refusé de jouer le rôle de figurants et que Fidel Castro fut le seul chef d'État qui a publiquement défié la version officielle : « *Le gouvernement des États-Unis connaît parfaitement l'origine de l'attentat ; et le gouvernement espagnol mieux que quiconque. Mais ils mentent au peuple. Malheureusement ce furent des extrémistes islamiques.* »

3. Contrôlée d'un main de fer par le directeur général Alfredo Urdaci, la télévision espagnole ne s'est pas limitée à ne présenter que la version gouvernementale dans les informations. Elle a également programmé à une heure de grande écoute un documentaire sur l'assassinat par l'ETA de Fernando Buesa, un dirigeant basque du PSOE.

4. Cité par Antonio Martins, O dia em que vencemos o terror, *http://www.portoalegre2003.org/*

5. *http://www.rebellion.org/spain/040313gen.htm*

6. Entrevista exclusiva con el autor de la iniciativa (Interview exclusive avec l'auteur de l'initiative). *www.Radiocable.com*

## Espagne

avons vu la foule se rassembler et nous étions hallucinés. Quand nous nous sommes approchés de la bouche du métro, nous avons vu que plein de gens en sortaient avec des pancartes "Non à la guerre !", "Paix !" (...) J'ai pensé : je me suis mis dans de beaux draps ! Mais ceux qui arrivaient savaient ce qu'ils faisaient — aucun incident, aucune provocation. Tous savaient pourquoi ils étaient là : pour la vérité » (7)

Si l'origine de la mobilisation madrilène semble avoir été un SMS individuel, selon les informations que nous avons pu recueillir très vite un des dirigeants de la Plate-forme des Artistes contre la guerre l'a relayé dans son réseau, par téléphone, e-mail, SMS etc. Cette Plate-forme avait déjà discuté la veille s'il fallait ou non rejoindre la manifestation officielle — ils ont finalement décidé d'y aller, mais avec un sentiment d'insatisfaction... Ils étaient prêts pour une initiative qui ne soit pas manipulée par Aznar. Dès que les radios et les télévisions étrangères ont commencé à diffuser l'information sur la manifestation madrilène, vers 19h30, les gens ont su ce qui se passait. A partir de ce moment les militants de la Plate-forme contre la guerre et du Forum social de Madrid ont commencé à structurer la manifestation.

Commentant l'interview diffusée par [www.radiocable.com](http://www.radiocable.com), un des manifestants madrilènes écrit : « Juste avant l'heure où les groupes d'amis organisent leur après-midi, le mobile sonne. Le message mentionné apparaît. En moins d'une heure le message est arrivé à Barcelone et un réseau informel a commencé à convoquer une mobilisation équivalente. Là, le téléphone fixe mobilise aussi les réseaux d'amis. Les forums, la messagerie instantanée, le bouche-à-oreille, les listes électroniques travaillent à plein rendement jusqu'à 18h. A cette heure-ci il y a déjà plus de deux cent personnes dans la rue de Gènes à Madrid. La presse électronique reprend le message. Le temps passe et le nombre de personnes augmente, mille, deux mille, trois mille... La radio s'en fait écho et on atteint cinq mille. A Barcelone cela donne un immense concert de casseroles. Le phé-

nomène saute de ville en ville : Bilbao, Gijon, Oviedo, Valence, Palma de Mallorca, Santiago de Compostela, Alicante, Grenade, Las Palmas, Séville, Saragosse, Burgos, Badajoz... L'establishment prend peur. Sa Majesté le Roi joint le candidat socialiste, Zapatero, afin qu'il appelle la radio SER et lance un message pour arrêter les manifestations. Ce dernier le fait. Mais comme il n'est pas le moteur de la mobilisation il lui est difficile de l'interrompre. Le candidat du PP, Mariano Rajoy, qui durant toute sa campagne a laissé à ses seconds le rôle le plus autoritaire, donne une conférence de presse au siège de son parti et réclame la répression des manifestants. Les médias le reprennent et il apparaît à la télévision. Ce qui devait être une combinaison subtile de la victimisation et de la fermeté se retourne contre lui : il apparaît crispé, violent, pathétique, à la recherche de meneurs inexistant... complètement hors du coup. "Ce type ne sait pas ce qu'est une chaîne de messages ni que dire d'une flash-mob", commente un des manifestants dans un bar proche de la zone des manifestations. A ce moment l'indignation se perçoit dans l'air. Une nouvelle chaîne de messages parcourt l'Espagne : contre le coup d'État du PP, avec de nouveaux points de rendez-vous. Depuis leur domicile ou avec des mobiles, ceux qui sont connectés au nouveau réseau informel naissant se chargent de contacter la presse, d'appeler les radios, de connecter des sites web d'information. L'information parallèle s'amplifie sans cesse. Le message fonctionne : l'Espagne perçoit qu'un type dont les réponses sont à ce point hors du temps ne peut diriger le gouvernement dans les temps nouveaux ouverts par l'horreur. Rajoy a perdu, tout seul, les élections. L'autoritarisme de guerre civile du PP, qui avait choisi comme stratégie d'associer le terrorisme à tous ceux qui ne partagent pas sa vision de l'identité nationale, a fini en transformant le dauphin d'Aznar en victime. »

### « Ils ne nous représentent pas ! »

En Espagne encore plus qu'ailleurs l'argument du terrorisme avait été utilisé abusivement pour justifier toute sorte de mesures limitant les libertés publiques. Les manifestants qui réclamaient des comptes au gouvernement pour la catastrophe du Prestige, puis ceux qui par millions se sont mobilisés contre la guerre de Bush s'étaient déjà vus accusés de « *batasunización* »... c'est-à-dire, pour Aznar et les siens, de « *suppôts du terrorisme* ». John Brown écrit à ce sujet : « *Malgré la propagande, une partie de la population qui s'est vue accuser de compli-*

citée avec le terrorisme pour le simple fait d'avoir protesté contre le gouvernement, a commencé à décoder le piège politique que constitue la "question basque". Elle a pu s'apercevoir que, si son opposition au pouvoir est criminalisée, peut-être ceux qui sont criminalisés par le pouvoir ne sont pas tous forcément les criminels qu'on prétend. Ceci explique d'ailleurs un des résultats les plus spectaculaires de ces élections : le passage de 1 à 8 députés du parti indépendantiste catalan ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya* — Gauche républicaine de Catalogne, membre de la coalition de gouvernement dans le gouvernement autonome) dont le président, M. Carod Rovira s'était entretenu avec la direction de l'ETA en vue d'obtenir une trêve indéfinie et la mise en place d'un processus de dialogue "à l'irlandaise". Les vases communicants que le gouvernement du PP a voulu établir entre le Pays Basque et l'Irak, se sont mis à fonctionner, mais dans le sens contraire de ce qu'il souhaitait. » (10).

La « nuit des SMS » — qui mirent dans les rues des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes contre les mensonges d'un gouvernement arrogant — a finalement conduit, par défaut, le PSOE au pouvoir. L'un des mots d'ordre les plus repris dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 mars (et déjà le 15 février 2003) était « *Qué no nos representan!* » (« *Ils ne nous représentent pas!* »). Ce slogan s'adressait bien sûr à Aznar. Mais aussi à Zapatero ou Llamazares, qui ont fait preuve au cours des journées ayant suivi l'attentat de Madrid d'une parfaite soumission au régime et à celui qui le dirigeait. Trois millions de voix supplémentaires se sont portées sur les listes du PSOE car c'était le seul moyen apparent d'empêcher la victoire du Parti populaire et de faire rapatrier les troupes espagnoles d'Irak — seule promesse que Zapatero ait osé formuler lorsque les sondages le donnaient perdant. Ces voix supplémentaires appartiennent « à la partie immergée de la majorité sociale de gauche qui ne votait plus depuis plus d'une décennie » (11), à ceux qui ne se font guère d'illusions sur le PSOE, un parti discrédité par la corruption et le terrorisme d'État. Un secteur de la population a ainsi bousculé l'échiquier politique sans pour autant se faire représenter. Il est pourtant déjà devenu un acteur politique nouveau. C'est le paradoxe de la situation espagnole après le 13 mars. Un sentiment de puissance a pénétré les réseaux du mouvement social. Mais une béance de représentation politique demeure. ■

7. *ibid.*

8. Commentaire de David de Ugarte, [www.kaosenlared.net](http://www.kaosenlared.net).

9. Ce néologisme évoque l'organisation indépendantiste basque Batasuna, interdite par le gouvernement Aznar parce qu'elle réclame l'autodétermination par des moyens légaux tout en refusant de condamner les attentats de l'ETA qu'elle considère comme une « conséquence » du conflit imposé par les autorités espagnoles.

10. John Brown, *Terrorisme et représentation (l'Espagne du 11 au 14 mars 2004)*, manuscrit communiqué par l'auteur.

11. *ibid.*

# Début d'un nouveau cycle politique

Par  
Jaime Pastor\*

Les journées entre le massacre souffert par le peuple madrilène le 11 mars et les élections législatives du 14 mars ont été particulièrement tendues et pleines d'émotion. Elle ont mis en évidence l'existence d'une citoyenneté critique et active, capable de résister à la propagande gouvernementale, à la désinformation et à la peur. Finalement, le malheur provoqué par l'attentat sanglant a été suivi par une défaite du Parti populaire (PP) reconnue à l'échelle internationale comme le triomphe du « *Non à la guerre !* », du refus des mensonges d'Aznar et de la volonté d'un changement politique qui s'était exprimée depuis plus d'un an au cours des nombreuses mobilisations. Mais la possibilité qu'un tel changement affecte la politique menée depuis au moins les quatre dernières années reste limitée par le fait que ce cycle nouveau va se dérouler sous l'hégémonie du PSOE, qui aspire à une politique « *centriste* » et avec une Gauche unie (IU) affaiblie aussi bien sur le terrain électoral que sur le terrain social. Dans ces conditions ouvrir la voie d'une autre politique et d'une autre gauche exigera encore beaucoup d'efforts.

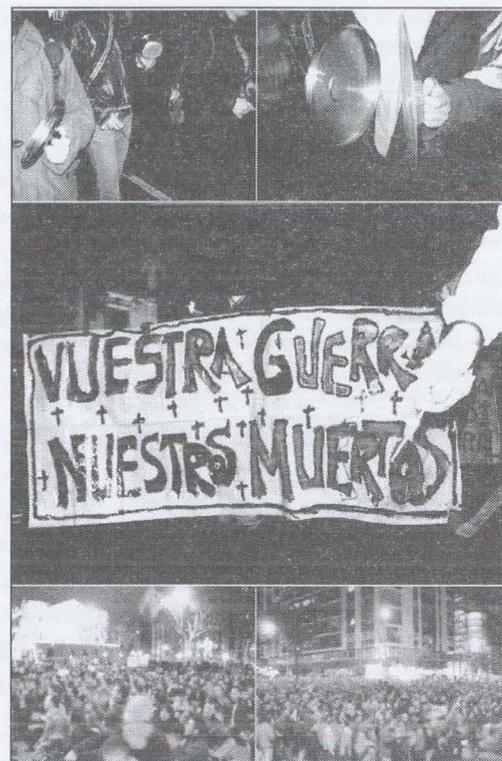
La commotion provoquée par l'assassinat de plus de deux cent personnes, en majorité des travailleurs et des jeunes, dont de nombreux immigrés « *sans papiers* », a créé une situation nouvelle : l'indignation et la solidarité face au massacre ont été accompagnées de doutes quant aux auteurs de cet attentat si terrible, doutes qui se sont développés devant les manipulations conscientes de l'information par le gouvernement qui voulait à tout prix attribuer la responsabilité du massacre à l'ETA car une telle hypothèse lui était la plus favorable du point de vue électoral.

Comme si la désinformation ne lui suffisait pas, Aznar n'a pas hésité à convoquer les citoyens à manifester « *en défense de la Constitution* » et « *pour la défaite du terrorisme* » en tentant ainsi de s'approprier la solidarité envers les victimes en fonction de

ses objectifs propres. Mais dans nombre de manifestations du vendredi 12 mars les cris « *Qui l'a fait ?* » et « *Non à la guerre !* » ont surgi, repris par de nombreux participants, cris qui se sont prolongés le samedi 13 mars — à la surprise des appareils partidaires y compris celui de la Gauche unie — par les manifestations auto-convoquées devant les locaux du PP qui gagnaient en force au fur et à mesure que se renforçait la conviction que l'attentat était bien l'œuvre d'Al Qaida et que le gouvernement Aznar mentait. Le cri « *Les morts sont à nous, les guerres sont à vous !* » a sans doute été celui qui a le mieux exprimé l'indignation populaire.

Ainsi « *l'antiterrorisme* » revendiqué par le PP a fini par se transformer en une arme contre ce parti, rappelant à tous le rejet massif de la guerre en Irak et les mensonges d'Aznar et de ses amis Bush et Blair à propos des armes de destruction massive. Le résultat en a été une augmentation sensible de la participation électorale, en particulier celle de la jeunesse, et la concentration des votes sur la liste du PSOE menée par José Luis Rodríguez Zapatero, qui avait annoncé qu'il ne formera un gouvernement qu'à la condition de dépasser en voix le PP.

La force politique la plus lésée par cette pression du « *vote utile* » aura été la Gauche unie (qui passe de 9 à 5 députés, dont 2 grâce à son allié catalan), déjà désavantagée par le système électoral qui fait que la troisième forces la plus votée (plus de 1,2



millions de voix) aura moins de députés que les forces catalanes de droite (Convergència i Unió) et de gauche (ERC, Esquerra Republicana Catalana, qui passe de 1 à 8 députés) et le Parti nationaliste basque (PNV).

La progression de l'ERC est sans doute très significative et semble exprimer plus un vote de solidarité en réaction aux tentatives de criminalisation du dialogue et du nationalisme catalan — le dirigeant de l'ERC avait entamé le dialogue avec l'ETA, ce qui lui a valu les foudres d'Aznar — qu'une adhésion positive à un projet politique qui reste encore indéfini. L'obtention d'un siège par la coalition Nafarroa Bai (2) en Navarre est également significative alors qu'au Pays Basque le score obtenu par Aralar-Zutik (3), même s'il ne lui permet pas d'avoir de député, devrait faire réfléchir Batasuna (qui avait appelé à un vote nul, ne pouvant présenter des candidats, avec un résultat inférieur à celui obtenu lors des municipales) sur son

\* Jaime Pastor, militant d'Espacio Alternativo (Espace alternatif au sein duquel militent des membres de la IVe Internationale) est membre de la Présidence fédérale de la Gauche unie (Izquierda unida, IU). Traduit de l'espagnol par J.M.

1. Comme la majorité des médias a dû le reconnaître, les manifestations de samedi 13 mars devant les locaux du PP dans de nombreuses villes ont été promues à partir d'initiatives de personnes liées à différents mouvements sociaux qui, dans leurs pages

web et à travers le courrier électronique et les téléphones mobiles, ont été diffusées de manière extraordinairement rapide, permettant de rassembler en quelques heures des milliers de personnes dans des villes comme Barcelone et Madrid. Les radios et les télévisions (à l'exception de celle contrôlée par le gouvernement) espagnoles et étrangères ont rendu compte de ces protestations et Rajoy, tête de liste du PP, a dû paraître à la TV de l'État pour exiger la dissolution des manifesta-

tions, chose qui n'a pas été finalement produite. De cette manière, comme le rapportent des journalistes, « *la rébellion démocratique contre le PP s'est fondée sur la téléphonie* », transformée en un moyen utile pour exprimer ce jour dans la rue ce que beaucoup de personnes sentaient depuis leur maison pendant la « *journée de réflexion* » : l'indignation devant l'utilisation partisane que faisait le PP du massacre du 11 mars.

## Espagne

propre avenir au cas où l'ETA ne déciderait pas à proclamer une trêve indéfinie dans l'ensemble de l'État espagnol.

Une nouvelle étape s'ouvre donc, dans laquelle le PSOE, seul vainqueur mais sans s'assurer la majorité absolue (s'il a 16 députés de plus que le PP, il lui en manque 12 pour l'obtenir), devra tenir compte de l'appui des autres forces parlementaires de gauche et nationalistes pour pouvoir poursuivre une politique nouvelle. Cela d'autant qu'il est évident que la majorité des citoyens qui a assuré sa victoire exige et continuera à exiger un changement radical de la politique conduite par le PP : la fin de l'autoritarisme et de la manipulation des médias publics ; la rupture rapide de l'alliance avec la stratégie de la « guerre globale et indéfinie » de Bush et le rapatriement immédiat des forces espagnoles qui occupent l'Irak ; la rupture avec l'offensive néolibérale contre les services publics et les droits sociaux fondamentaux ; l'engagement à reconnaître la réalité plurinationale de l'État espagnol et l'ouverture du dialogue conduisant au respect du droit d'autodétermination du Pays basque et de la Catalogne ; la défense, finalement, d'une conception socio-écologique et paritaire de la « sécurité » contre la vision liberticide et xénophobe qui prédomine non seulement dans l'État espagnol, mais aussi dans l'Union européenne et plus généralement dans « l'Occident ».

Nie le programme, ni la composition prévisible du nouveau gouvernement du PSOE, ni, avant tout, les pressions des « pouvoirs de fait » espagnols, européens et états-unien ne permettent de penser que Zapatero sera à la hauteur de ces exigences

ou qu'il réalisera finalement ses promesses comme celle qui apparaît aujourd'hui la plus sérieuse : le retrait des troupes espagnoles de l'Irak. Pour cela même il faudra poursuivre la mobilisation sociale et les efforts pour construire une « gauche de gauche ». Cette dernière tâche devra passer aussi bien par une réorientation et une autoréforme de la Gauche unie — ce qui est difficile mais non impossible — que, surtout, par l'entrée massive dans l'action politique, continue et organisée, de la nouvelle génération libre des poids du passé et disposée « d'avancer en demandant », en construisant des réponses ouvertes et toujours inachevées. Les dernières mobilisations sont là pour témoigner que le « capital social alternatif » permet d'avancer dans cette direction.

### La Gauche unie à la croisée des chemins

Il ne fait pas de doute que la pression du « vote utile » a pesé fortement sur le résultat obtenu par IU, renforcée par la tension des derniers jours et par la volonté de se défaire du PP de nombre d'électeurs qui n'avaient pas encore décidé de voter, ni en faveur de qui. De plus la concurrence dans certaines Communautés autonomes d'autres forces

de la gauche nationaliste a pu aussi peser, bien qu'il faut constater qu'Esquer Batua (4) a bien résisté et a été sur le point d'obtenir un siège. Mais nous sommes nombreux à penser que le type de discours développé par l'équipe dirigeante de la IU, avant et pendant la campagne, mais surtout au cours des derniers jours, n'a pas permis de résister à la tactique adoptée par le PSOE.

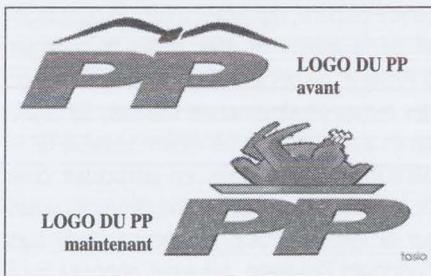
Comme nous le rappelons dans le document commun que nous avons présenté lors de la VII<sup>e</sup> Assemblée fédérale de la IU en décembre 2003 avec les autres secteurs de la liste critique (5), il y a longtemps que IU a privilégié sa volonté d'apparaître comme la force prête à gouverner avec le PSOE non seulement sur le terrain municipal ou dans les communautés autonomes mais à l'échelle étatique. Cette inclination croissante de la direction pour apparaître comme « une force de gouvernement fiable » devant un PSOE qui ne dissimulait pas sa modération politique, surtout dans les domaines de politique économique et fiscale, a eu des effets :

- sur les slogans adoptés, particulièrement creux et apolitiques (« Nous demandons la parole », par exemple, dans la pré-campagne) ;

- sur la présentation ambiguë des aspects importants de son programme, dont témoignait par exemple la timidité de la défense de la plurinationalité ;

- et surtout sur l'activité de la Gauche unie après le massacre du 11 mars. Non seulement Llamazares (6) n'a exprimé aucun doute face à la version gouvernementale attribuant la responsabilité de l'attentat à l'ETA. Non seulement il s'est précipitamment soumis à la sommation gouvernementale de manifester. Mais il a de plus affirmé son « appui total au gouvernement » et réclamé « l'unité des démocrates », y compris le lendemain lorsque l'hypothèse d'Al Qaida était déjà connue. Et de nombreux autres dirigeants de l'IU ont désapprouvé les protestations devant les locaux du PP, qu'ils considéraient comme une « provocation ».

Se terminait ainsi une campagne qui aurait pu permettre de s'adresser à d'importants secteurs qui ont participé aux mobilisations et qui cherchaient une alternative à la gauche du PSOE, mais qui n'ont pas pu se rendre compte si la Gauche unie s'engageait dans cette voie ou si, au contraire, elle se satisfaisait de constituer une force subalterne complémentaire du PSOE, comme l'a justement rappelé Manuel Monereo dans une article publié dans la revue *El viejo topo* (7). A notre avis, c'est l'aspiration à être une force complémentaire qui a prédominé au cours de la campagne, renforçant ainsi une image de subordination. cela pourrait expli-



2. Nafarroa Bai est une coalition électorale formée en Navarre par le Parti Nationaliste Basque (PNV), Eusko Alkartasuna (EA), Aralar (scission de Batasuna) et Batzarre (organisation promue par Zutik et secteurs indépendants de mouvements sociaux) : le sujet central de sa campagne a été la défense d'une nouvelle relation avec Euskadi qui permet d'avancer vers un certain type de convergence future dans un commun cadre de coexistence respectueux des différentes identités. Nafarroa Bai a obtenue 60 645 voix (18,04 %).

3. Aralar est une scission de Batasuna et Zutik est une formation issue de la fusion de deux anciennes organisations de la gauche radicale : EMK (maoïste) et LCR-LKI (organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale au Pays basque). Dans tout le Pays basque autonome Aralar-Zutik a

obtenu 38 319 voix (3,10 %), mais dans la Province de Guipuzcoa 6,02 %. Son espace électoral était en concurrence tant avec Ezker Batua (IU au Pays Basque) comme avec Eusko Alkartasuna (1 député élu en Guipuzcoa) et avec la campagne par le vote nul défendue par Batasuna.

4. Ezker Batua-IU a essayé de maintenir une autonomie au sein de l'IU et, très probablement, essayera de la renforcer dans la nouvelle étape ; ceci pourrait permettre un rapprochement avec Aralar et Zutik qui faciliterait le processus de reconstruction d'une gauche radicale basque libérée de la dépendance politique envers l'ETA.

5. « Por la refundación de una IU democrática, plural, federalista, anticapitalista y alternativa », reproduit par *Viento Sur*, n° 72, décembre 2003.

6. Gaspar Llamazares est Coordinateur général de la Gauche unie (IU). Il était tête de liste de l'IU lors des élections législatives du 14 mars 2004 au cours desquelles IU a obtenue 1 269 532 voix (4,96 %) et 5 députés.

7. Cf. Manuel Monereo, *IU entre la izquierda para la alternativa y la izquierda complementaria, El viejo topo*, février 2004. Monereo est membre de la Commission Permanente d'IU-Federal et aussi de la Direction Permanente du PCE. Lors de la dernière Assemblée Fédérale il a fait partie de la liste critique constituée par divers secteurs : *Corriente Convocatoria por Andalucía, Plataforma de Izquierdas et Espacio Alternativo* (cf. *Inprecor*, n° 489/490 de janvier-mars 2004).



Par  
Flavia D'Angeli\*

En juin 2003, immédiatement après l'annonce des résultats du référendum d'initiative populaire dont le Parti de refondation communiste (PRC, appelé aussi « *Rifondazione* ») avait été le principal promoteur (1), son secrétaire général, Fausto Bertinotti, a annoncé une véritable inversion de la ligne politique suivie jusque là. Les membres du Comité politique national du PRC ont eu la surprise de découvrir le tournant à la une des journaux peu avant la réunion de l'instance. Au centre de la nouvelle orientation proposée se trouvait le rapprochement avec les forces politiques du centre-gauche non seulement en vue d'un renforcement de l'opposition contre le gouvernement ultra-libéral de Berlusconi, mais avec l'objectif déclaré de parvenir à un accord programmatique en vue des élections de 2006 et l'affirmation de la disponibilité du PRC à participer, avec ses propres ministres, au gouvernement issu d'une éventuelle victoire du centre-gauche « *élargi* », qui serait dirigé par l'actuel Président de la Commission européenne, Romano Prodi.

La nature particulièrement réactionnaire et autoritaire du gouvernement Berlusconi rend évidemment nécessaire une offensive du PRC en direction des autres forces de l'opposition politique pour les amener à soutenir les multiples luttes sociales, les grèves sectorielles et le mécontentement diffus qui secoue le pays et qui exige déjà — sans attendre 2006 — le renversement de Berlusconi et l'arrêt de ses politiques de massacre social et de guerre aux côtés des États-Unis. La force et la radicalité des mouvements sociaux, et particulièrement du mouvement altermondialiste, rendait possible cette offensive sur le terrain social, en particulier après la grande bataille référendaire, qui, bien que défaite, avait mis dans les urnes plus de dix millions de « *oui* », en rassemblant et en unifiant les divers mouvements et les combats éparpillés et en provoquant une véritable crise du gouvernement. Mais, au contraire, le PRC a cru pouvoir

# Nouveau virage du PRC

investir cette force directement sur le terrain de la politique institutionnelle, s'en servir dans les négociations à huis clos avec les partis de l'Olivier (2) en offrant sur un plat d'argent sa disponibilité en vue de l'unité gouvernementale future et sans même formuler des exigences en ce qui concerne le contenu d'une véritable politique alternative.

## Positions inacceptables de l'Olivier

Aujourd'hui nous assistons ainsi à un véritable défilé de déclarations et de prises de position des forces de la gauche modérée et du centre catholique qui composent l'Olivier, évidemment très différentes des positions du PRC, sans que pour autant cette réalité n'ébranle la conviction de son groupe dirigeant quant à la crédibilité et la possibilité d'un gouvernement unitaire avec ces forces. Quelques exemples parlent d'eux-mêmes :

\* Flavia D'Angeli, militante du courant Bandiera Rossa (qui regroupe au sein du parti de la refondation communiste ceux qui s'identifient à la IV<sup>e</sup> Internationale) est membre de la Direction nationale du PRC. Traduit de l'italien par J.M.

1. Ce référendum visait à étendre la protection contre les licenciements abusifs aux travailleurs des petites entreprises (moins de 15 salariés). Un véritable front s'était constitué pour prôner la non-participation au vote afin d'empêcher que ne soit atteint le quorum de 50 %+1 votants : le patronat, la coalition gouvernementale et la très grande majorité du centre-gauche ainsi que deux centrales syndicales, l'UIL et la CISL... soit des forces qui correspondaient à 92 % des suffrages exprimés lors des précédentes élections législatives. Parmi les forces politiques, seuls le PRC et les Verts ont soutenu ce combat, parmi les forces syndicales ce fut le cas de la FIOM et de la CGIL, bien que cette dernière ne se soit pas engagée activement dans la campagne. Le référendum s'est soldé par un échec : seulement 25,7 % des inscrits ont participé au vote, même si parmi les votants 87,3 %, soit plus de 10,3 millions, se sont prononcés en faveur de l'extension de la protection contre les licenciements. Cf. *Inprecor* n° 484 d'août 2003.

2. L'Olivier est la coalition électorale du centre-gauche, autour des forces social-démocrates (Démocrates de gauche, DS, issu de la social-démocratisation de la majorité de l'ex-PCI) et démocrates chrétiens (Marguerite...).

quer, au moins partiellement, pourquoi une partie des électeurs potentiels aient préféré voter directement pour le PSOE et non pour une IU faiblement différenciée de ce parti.

A cela se sont ajoutés d'autres facteurs de caractère interne, secondaires mais non sans importance : le faible renouveau des candidatures, particulièrement en Andalousie (où l'échec a été remarquable, car IU a perdu les trois députés qui se représentaient) et surtout la lente transformation de IU en un parti dont la vie politique interne s'affaiblit sans cesse, subordonnée qu'elle est à la politique électorale et institutionnelle, et dont l'équipe dirigeante s'autonomise, prenant les décisions à de nombreuses occasions en dehors des instances, ce qui ne facilite pas la socialisation de l'activité politique, de la campagne et des affiliations.

Par conséquent une refondation de la Gauche unie devient urgente pour qu'elle devienne capable de jouer un rôle dans le nouveau cycle politique ; mettant au centre de son activité sa reconstruction en tant qu'organisation active et repolitisée au service de la mobilisation des citoyens et, en particulier, de la transformation du « *mouvement des mouvements* » en un sujet protagoniste de la pression pour un tournant à gauche à l'échelle espagnole, européenne et globale. Cette tâche passe par la recherche de la confluence et par le métissage effectif avec ces secteurs des gauches nationalistes, de la jeunesse et des mouvements sociaux qui sont convaincus que, comme nous le formulons dans le document déjà mentionné, « *sans un renforcement de la mobilisation sociale et d'une gauche alternative intransigeante dans la lutte contre le néolibéralisme et la guerre globale, nous courrons le risque que se répètent, cette fois ci comme une farce, les étapes des gouvernements du PSOE qui s'étaient achevées en facilitant le retour de la droite* ».

Sur cette voie le premier défi qui se présentera devant nous — outre celui de savoir affronter la nouvelle étape en évitant les écueils du suivisme et du sectarisme face au nouveau gouvernement — consistera à aborder les prochaines élections européennes sans dissimuler la vérité sur le contenu néolibéral et militariste du projet de Constitution européenne, en exprimant le rejet total de ce projet, dépassant ainsi les ambiguïtés manifestées ces derniers temps au sujet du type de la gauche que nous voulons construire non seulement dans l'État espagnol, mais aussi dans le cadre européen. ■

## Italie

● Au mois de décembre 2003 les travailleurs des transports urbains, qui n'ont pas eu d'augmentations salariales depuis deux ans et se sont vus refuser la signature d'un accord, ont mené une campagne de grèves extraordinaires, largement soutenue par les usagers, en dépit de la nouvelle réglementation antigrève totalement inacceptable. Francesco Rutelli, le dirigeant de Marguerite (un parti de l'Olivier), a joint sa voix à celles du gouvernement pour condamner « la grève sauvage » ;

● Le même Rutelli s'est déclaré prêt à discuter avec le gouvernement de la réforme des retraites que ce dernier venait juste de proposer dans la ligne de ce qu'ont subi les autres pays européens et qui a été condamné par toutes les confédérations syndicales (bien qu'avec des niveaux de critique divers) qui ont appelé à une nouvelle grève générale le 26 mars ;

● Les élus de Marguerite ont voté en faveur de la nouvelle loi sur les techniques de reproduction assistée qui constitue un chef-d'œuvre de moralisme patriarcal et antiscientifique et dont l'axe central est la reconnaissance de l'embryon en tant que « personne » et sujet juridique, ce qui constitue une base pour l'abolition du droit à l'avortement ;

● Finalement, ces derniers jours, alors que le mouvement mondial et italien prépare la manifestation contre la guerre du 20 mars, la Marguerite et les DS se sont abstenus lors du vote par le Parlement du renouvellement de la mission militaire italienne en Irak, affirmant leur disponibilité à maintenir les troupes d'occupation dans ce pays aux côtés des États-Unis pour peu que l'autorité de l'ONU y soit rétablie. Cette dernière prise de position a provoqué une rupture grave avec le mouvement pacifiste qui manifesterà à Rome le 20 mars porteur d'une plate-forme unitaire dont le premier point exige le retrait immédiat des troupes italiennes de l'Irak.

### Acquis...

Pour comprendre l'actuel débat au sein du PRC et le tournant politique que représente la proposition de Bertinotti et de la majorité du groupe dirigeant, il faut reprendre synthétiquement quelques éléments de l'histoire de ce parti.

3. Palmiro Togliatti (1893-1964), un des fondateurs du PCI, dont il prend la direction après l'arrestation d'Antonio Gramsci en 1926 et l'aligne sur Moscou. Ministre de juin 1945 à mai 1947. Il publiera les œuvres de Gramsci en en donnant une interprétation réformiste. Après le XXe Congrès du PCUS (1956) il auto-nomise le PCI vis-à-vis du Kremlin.

Né il y a onze ans, surtout en tant que parti de ceux qui au sein du Parti communiste italien (PCI) avaient refusé de suivre sa transformation en Parti démocrate de gauche (PDS), puis en Démocrates de gauche (DS), le PRC s'est engagé dans la difficile tentative d'une « sortie à gauche » de la crise du stalinisme. Le passage combiné de sa rupture avec le gouvernement Prodi en 1999 et de son investissement dans le mouvement altermondialiste a fait de lui un sujet politique original, ouvert aux mouvements. Au cours des dernières années Rifondazione a représenté un point de référence pour d'importants secteurs de travailleurs et de jeunes, tout en conservant dans quelques régions significatives la vieille implantation populaire du PCI. Pour toutes ces raisons il est apparu, à divers moments de son histoire, comme l'instrument d'une possible recombinaison d'un parti révolutionnaire pour le nouveau millénaire, rompant avec l'héritage stratégique réformiste du PCI et les legs de Togliatti (3), et entreprenant une conception et une pratique anticapitaliste cohérentes.

Le concept même (et le nom) de refondation communiste renvoyait à cette capacité — difficile car exigeant d'une bonne partie des forces militantes comme du groupe dirigeant la capacité de revoir de manière critique leur histoire — inscrite dans les tâches du parti pour toute une période. La tâche de refondation, que le groupe dirigeant du parti a présenté de manière répétée comme un objectif à atteindre, est restée cependant jusqu'à présent au stade de l'énoncé théorique, sans que le parti atteigne la capacité, ni même la volonté, de poursuivre réellement un processus organique de renouvellement stratégique, politique et organisationnel. Le PRC a ainsi toujours pratiqué l'équilibrisme entre la recherche du « nouveau », qui n'était pas clairement défini, et la persistance concrète de vieilles traditions bureaucratiques et réformistes. Dans tous les moments politiques cruciaux — particulièrement lorsque la question du gouvernement et des rapports avec les formations social-libérales était posée de manière aiguë — cela a provoqué d'importantes scissions du groupe dirigeant vers la droite tout en renforçant parmi ses militants et sympathisants, en particulier — mais pas uniquement — des générations jeunes, les espérances d'un saut qualitatif.

Le dernier congrès, au printemps 2002, a donné lieu à la tentative la plus sérieuse visant à redéfinir le profil politique et stratégique du PRC ainsi que son identité, de relancer le processus de refondation et de rupture avec le passé. Au centre de ce projet on pouvait observer les éléments suivants :

- la volonté de rompre tout lien avec le stalinisme et avec les sociétés qui l'ont matérialisé et même toute condescendance envers ces phénomènes ;
- le déplacement du centre de gravité du parti de la politique institutionnelle à la politique sociale (ce qui, de fait, mettait en cause les vieilles conceptions de Togliatti) ;
- la recherche d'une voie permettant, à travers les conflits, le mouvement, le développement de la démocratie d'en bas et participative, de définir un nouveau projet de rupture avec le capitalisme et de transition vers une société alternative : l'introduction des thèses adoptées proposait ainsi de remettre à l'ordre du jour la révolution ;
- le choix du mouvement de masse jusqu'au bout en tant que trait caractéristique et rénovateur du parti à l'opposé des vieilles conceptions du parti bureaucratique et manipulateur ;
- le choix de la différenciation et d'une rupture partielle avec les composantes traditionnellement les plus conservatrices du parti.

### ...et limites du PRC

L'impact de ces thèses du congrès s'est cependant heurté à certaines limites que l'évolution des événements et des dynamiques successives ont amplifié. En dernière analyse cela relevait des ambiguïtés non résolues d'une grande partie du groupe dirigeant lui-même, en premier lieu de la difficulté de rompre complètement et définitivement avec les conceptions réformistes. Il s'agissait en particulier :

- d'une rupture avec le stalinisme restée trop générale, avec une pointe de moralisme, ne déterminant pas la véritable nature du pouvoir bureaucratique, de son influence sur la stratégie des partis communistes occidentaux, ne permettant pas de comprendre et encore moins de valoriser les choix et le parcours des courants antistaliniens ;
- d'une analyse du capitalisme contemporain et d'une compréhension du rôle des États somme toute imprécise, sinon complètement erronée, qui a ainsi favorisé les embardées politiques successives lorsque la réalité crue des faits a mis en lumière des dynamiques socio-politiques fort différentes des interprétations proposées ;
- d'une rupture avec le togliattisme restée fumeuse, finalement non explicite et encore moins expliquée aux militants présents au congrès ;
- du caractère indéfini des aspects stratégiques de l'hypothèse de la centralité sociale dans la construction d'une alternative au capitalisme, c'est-à-dire de caractère indéterminé, de la stratégie de rupture révolu-



Samedi 20 mars 2004, près de deux millions de manifestants à Rome contre la guerre et l'occupation de l'Irak

tionnaire du système, de la construction d'un autre système de pouvoir et de l'auto-organisation des masses travailleuses ; cela autoriserait la réémergence de la combinaison mortelle du réformisme institutionnalisé et du gradualisme (ce qui est finalement arrivé) ;

● des traits spontanéistes et mouvementistes, masqués derrière le juste rejet du rôle manipulateur du parti au sein des mouvements, qui ont fortement pesé sur l'activité du PRC et n'ont pas permis de valoriser l'activité de ses militants dans la construction des mouvements ; cela a fourni finalement des arguments polémiques à la composante conservatrice du parti, désireuse de mettre en cause la tactique adoptée.

Mais malgré ces faiblesses le véritable changement d'orientation, qui depuis des mois caractérise l'initiative du PRC, ne pouvait qu'étonner et désorienter ses militants. Le tournant brusque, de grande portée politique et stratégique, décidé au sommet et imposé de manière déterminée par le groupe dirigeant central malgré la perplexité et l'hostilité initiale de secteurs significatifs du parti, représente de fait une rupture non seulement avec l'orientation du congrès mais même avec les fondements culturels et politiques construits au cours des quatre dernières années par le PRC. Il s'agit d'un retournement profond, d'une rupture avec la tradition radicale qui reporte le parti des années en arrière, le positionne dans la logique de l'alternance qui, s'il est poursuivi, conduira à une modification de sa nature elle-même.

Quelle que soit la conclusion des prochains événements électoraux — un accord gouvernemental entre le PRC et l'Olivier verra-t-il réellement jour ? Et, ce qui est plus important, une telle alliance réussira-t-elle à battre Berlusconi ? — le parti en payera lourdement le prix. Dans le premier cas, si la direction va jusqu'aux conséquences extrêmes de ses choix, la raison sociale du parti

sera dénaturée. Si, par contre, la dynamique de la lutte de classe ou quelque événement politique particulier s'interposent et empêchent sa réalisation, le parti en subira également les contrecoups. Le scénario d'un conflit interne aigu et d'une crise du parti commence ainsi à se dérouler.

### Difficultés objectives

Il est certes possible d'interpréter ce tournant comme le fruit de la difficulté rencontrée par le mouvement de masse de rendre sa lutte « efficace », d'arracher des victoires et de changer les rapports de force sociaux encore profondément défavorables. Le fruit également de la désillusion lorsqu'il s'est avéré que le développement du mouvement ne conduit pas de manière automatique au renforcement du parti lui-même, ne rendant pas ainsi plus facile la construction d'une nouvelle alternative, plus vaste que Rifondazione, qui, malgré son fort investissement dans le mouvement, n'est pas parvenue lors des dernières élections à accroître de manière significative son électorat. La « stagnation » électorale du printemps 2003, tout comme la défaite référendaire de juin de la même année, ont joué un rôle particulier. En proposant immédiatement l'alliance gouvernementale, Bertinotti a tenté de masquer les difficultés du parti en le remettant au centre de la scène et du débat politique. Sur le plan médiatique l'opération a réussi. Mais ce fut au prix de la désorientation et du malaise à l'intérieur du parti, ce qui a renforcé les tendances au repli identitaire fortement présentes dans l'organisation.

Des secteurs significatifs du parti — et pas seulement ceux le plus traditionnellement liés à l'histoire du PCI (qui, lors du dernier congrès, se sont opposés à la ligne innovatrice de la majorité à travers une série d'amendements aux thèses) — se sont retrouvés « naturellement » aux côtés de

Bertinotti, alors que d'autres secteurs, en particulier dans les directions intermédiaires les plus liées au mouvement de masse, sont très critiques, désorientés, poussés au désengagement ou à une activité limitée au terrain social. C'est au sein de l'organisation de la jeunesse, fortement engagée dans le mouvement, que la nouvelle ligne a produit le plus d'effets négatifs : une dynamique centrifuge et/ou le désenchantement.

Mais au-delà des causes objectives qui ont ouvert la voie à ce tournant, son explication doit être recherchée au niveau politique : face aux événements politiques majeurs le groupe dirigeant, à commencer par le secrétaire lui-même, reste prisonnier des conceptions réformistes, ce qui réapparaît à chaque fois que le problème du débouché politique est posé par la lutte de classes. Ces conceptions vont de pair avec les pratiques bureaucratiques d'un appareil qui, bien que de dimensions modestes, a mis à jour sa dynamique conservatrice modérée. L'alignement des cadres dirigeants du Comité politique national (CPN) a été impressionnant. Il exprime une conception conformiste et grégaire du parti. Le rôle joué à cette occasion par la vieille composante issue de la Démocratie prolétarienne (4), qui a tenté à travers ses quelques représentants de gérer jusqu'au bout cette ligne dans les secteurs les plus délicats et « résistants » du parti, a été particulièrement négatif.

### Notre orientation

Au cours de l'histoire du PRC, le courant politique qui fait référence à Bandiera Rossa s'est tout d'abord attaché à construire les conditions d'une insertion réelle de ses militantes et militants dans l'activité du parti, en visant à en stimuler l'initiative de classe et l'enracinement social. Rifondazione nous est apparue comme l'occasion unique et l'instrument par lequel pouvait passer la recomposition d'un nouveau sujet politique révolutionnaire, au travers d'un processus complexe qui mettrait obligatoirement à l'ordre du jour des heurts, des ruptures, des expériences, des ouvertures, des réalignements...

Nous n'avons pas envisagé une évolution linéaire vers une force anticapitaliste

4. Démocratie prolétarienne (Democrazia proletaria, DP) fut une organisation d'extrême gauche qui a rejoint le PRC lors de sa fondation. Les militants de la Ligue communiste révolutionnaire, section italienne de la IVE Internationale, après avoir agi en coalition avec DP durant plusieurs années, l'avaient intégrée tout en restant en tendance et en poursuivant la publication de leur mensuel Bandiera Rossa. Les deux groupes ont cependant rejoint simultanément le PRC, mais avec des conceptions différentes du parti à construire.

## Italie

accomplie, mais un processus contradictoire. Ainsi, durant toute une phase, nous avons tenté de construire une gauche large et plurielle au sein du parti, avec quelques succès à des moments donnés, mais sans que ces rassemblements parviennent à se consolider et à proposer une orientation stratégique homogène.

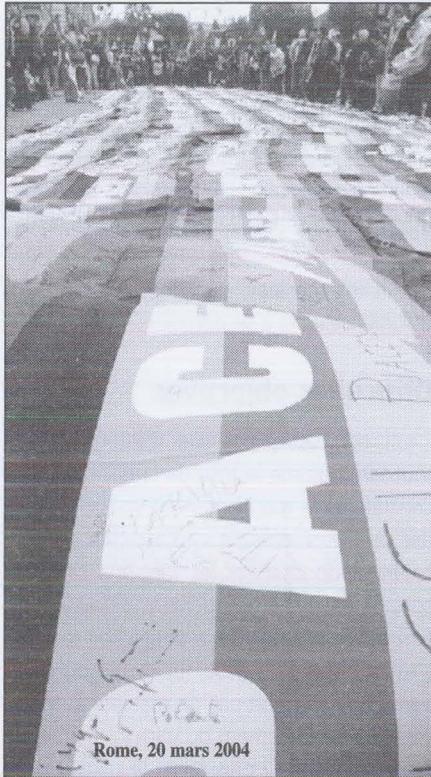
La scission des partisans de Cossutta en 1998 et le choix de rompre avec le gouvernement Prodi d'une part, et l'irruption sur la scène politique du mouvement altermondialiste d'autre part, ont déterminé une évolution à gauche du parti, qui a connu un nouvel accomplissement lors du dernier congrès. Pour cette raison nous avons dès le début décidé de soutenir le processus entamé en 1998 et nous avons pris en charge la ligne issue du congrès, pour la pousser en avant et pour chercher à dépasser ses aspects les plus indéfinis et incertains. Nous avons investi nos forces dans le groupe dirigeant, dans un rapport de travail avec les camarades de la majorité, conscients que c'était le scénario le plus favorable pour la construction d'un parti révolutionnaire, mais conscients également que l'avancée n'était nullement acquise et que des contradictions persistaient.

### Le mouvement social percuté

Le tournant de la ligne politique du PRC vers la modération intervient et agit directement sur le mouvement des mouvements, simplement parce que le parti s'est, dès l'origine, intégré au « peuple de Gênes ». Ce mouvement, confronté à ses propres difficultés de passage à une nouvelle étape de son histoire, voit ainsi ces difficultés accrues à cause du PRC. Il est indéniable, même si l'on ne peut pas parler d'une offensive, que le fort potentiel de résistance antilibérale est toujours présent. Au cours des derniers mois nous avons ainsi vu le développement du combat contre les scories nucléaires, partiellement victorieux ; celui d'innombrables grèves dans les transports ; la reprise des mobilisations syndicales sur les retraites et contre leur financiarisation ; la résistance de la FIOM (Fédération unitaire de la métallurgie). Des luttes partielles et des résistances existent dans d'autres secteurs, dont le mouvement des rondes pour la démocratie et la liberté d'information. Ajoutons une nouvelle et diffuse sensibilité pacifiste dont témoigne la récente marche Pérouse-Assise ainsi que les innombrables initiatives de solidarité internationale. En somme, les conditions objectives — la dureté des politiques libérales, le caractère insupportable des sacrifices imposés, l'impatience antiberlusconienne, la

guerre — maintiennent intactes les conditions qui ont permis que la période 2000-2002 connaisse l'explosion de la saison des mouvements.

Il s'agit cependant de luttes et de mouvements qui ne parviennent pas à emporter des victoires, à obtenir les résultats qu'ils escomptent, et qui ont encore un fort retard sur le plan de l'auto-organisation sociale et de la représentation démocratique directe. A cause des caractéristiques propres du mou-



vement italien — les journées de Gênes (2001) « ont rempli » un vide de l'opposition politique et de ce fait, depuis lors, le mouvement italien a une dimension plus « politique » que « sociale » — la tentation d'interpréter l'opposition au gouvernement Berlusconi surtout en termes politiques est très forte. Le tournant du PRC a ainsi rencontré un certain consentement dans les groupes dirigeants des associations et des mouvements qui ont été à l'origine des forums sociaux italiens — depuis les ARCI jusqu'à Lilliput et même dans une partie de la FIOM — et encore plus au sein de la plus grande confédération syndicale italienne, la CGIL. Par contre une forte opposition est venue des rangs des secteurs plus radicaux, tels les syndicats COBAS ou le mouvement social des Disobbedienti. Mais ce consentement de certains cadres du mouvement social a donné l'illusion que la proposition d'une alliance politique avec le centre-gauche, dans une perspective gouvernementale, serait une orientation permettant aux mouvements de dépasser leur difficulté à obtenir

des résultats tangibles. Mais loin d'accroître l'efficacité des mouvements — qui dépend en premier lieu de leur capacité à déterminer leurs objectifs de manière autonome, de se doter de structures indépendantes et d'organismes de lutte — cela conduit au contraire à subir la dynamique politique et à disperser les énergies.

### Où va le PRC ?

Le tournant du PRC va de pair avec la volonté de la direction de construire avec les principaux partis communistes européens un « Parti de la gauche européenne ». Ce projet se donne pour but avoué d'accélérer la difficile construction d'un sujet politique alternatif à l'échelle continentale. Mais il le fait de manière improvisée et avec des aspirations avant tout électoralistes, en remettant en même temps en cause le fastueux travail visant à construire des relations avec la gauche anticapitaliste, fondé sur des rapports établis avec la LCR de France, et en reproduisant l'alliance classique, issue de la tradition du « Kominform », entre les partis communistes traditionnels. Mais surtout il s'agit là d'une alliance de partis disposés à passer des accords gouvernementaux avec la gauche libérale. Le manifeste fondateur de ce « Parti de la gauche européenne » ne dit ainsi mot du projet de la Constitution européenne, accepte la possibilité d'une armée européenne et présente un profil modéré sur la question du Pacte de stabilité...

La phase que nous vivons au sein du PRC est donc largement inédite et pleine d'inconnus. Notre courant politique s'est loyalement engagé dans la construction de ce parti, sans pour autant disperser son patrimoine historique-politique, conscient que l'agglomération des histoires et des expériences différentes nécessitera une clarification plus approfondie.

Malheureusement les faits donnent raison à cette conviction. Nous sommes aujourd'hui contraints à nous différencier de la majorité du parti et de nous atteler à l'élaboration d'une orientation clairement alternative, fondée sur les meilleurs acquis du parti au cours des années passés à partir de l'intervention au sein du mouvement. Ce ne sera pas facile : la dynamique de la lutte de classe en Italie et le poids de l'opposition face à un des gouvernements de droite les plus odieux en Europe rendent cette orientation — celle du front unique contre les droites et de la détermination à construire une gauche anticapitaliste cohérente — particulièrement difficile. Mais c'est l'unique voie qui mérite qu'on l'emprunte. ■

# La phase politique et le parti européen

## Résolution du courant *Bandiera Rossa* (minoritaire au Comité politique national du Parti de refondation communiste)

Un fil tient ensemble les divers aspects du débat de notre parti. Il s'agit de plans divers, qui, apparemment, se déplacent sur des cours parallèles mais qui représentent, pris un à un ou en bloc, un constant glissement par rapport aux décisions du dernier congrès. Le parti est actuellement plongé dans la confusion, dans un malaise et doit faire face à des difficultés en ce qui concerne sa capacité d'initiative militante. La discussion sur le parti européen n'est qu'un aspect de cette situation et elle serait peu compréhensible sans une réflexion plus générale. Pour ces raisons, nous proposons à la discussion et au vote, un document général, analysant la situation actuelle et proposant des choix qui en découlent.

### La guerre permanente

La situation politique continue à être marquée par l'offensive de l'administration des États-Unis et par la logique de la guerre permanente et préventive. Malgré l'échec de la guerre contre l'Irak — si Saddam a été destitué, le peuple irakien se trouve dans une situation pire qu'avant et doit, en outre, faire face au phénomène terroriste — l'administration Bush continue à utiliser sa supériorité militaire et technologique pour dominer la planète, employant, après les armes, sa force économique comme le démontre la dévaluation compétitive du dollar. La politique guerrière marque donc une phase de forte instabilité et d'incertitude, même sur le plan démocratique, au niveau mondial. L'action du terrorisme international, qui dans sa détermination autonome poursuit l'objectif d'un nouvel "ordre" interne au monde arabe, non seulement ne constitue pas une riposte acceptable, mais de plus ne fait que renforcer les projets de domination impérialiste du gouvernement des États-Unis.

C'est dans cette dynamique que l'Union européenne tente de s'insérer avec la tentative de se risquer sur ce même terrain : Le projet d'une Constitution européenne néolibérale, pour le moment en échec mais qui n'a pas pour autant été abandonné, va en ce sens ; mais c'est surtout le sens du projet de directoire proposé par la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne (qui tente d'impliquer aussi l'Italie). C'est un projet d'Europe-puissance, non seulement sur le plan économique mais également sur le plan militaire, essentiel pour défier les États-Unis. Cette dynamique est

contradictoire, elle est fondée sur une concurrence évidente entre les deux principaux blocs impérialistes (voir l'affrontement commercial et les droits imposés aux exportations états-unienues) mais aussi sur des tentatives de construire une entente politique, économique et militaire (voir l'intervention conjointe franco-américaine en Haïti).

Dans ce cadre l'offensive contre les travailleurs et travailleuses à l'échelle internationale se poursuit. En Europe, c'est particulièrement visible dans les politiques imposées par le Pacte de stabilité : mise en cause des systèmes des retraites, flexibilité au travail, réductions de salaires. La dénonciation des entraves au Pacte de stabilité ne constitue pas une inversion de tendance des politiques néolibérales, mais seulement une tentative de la part des classes dominantes de se munir du plus grand nombre de ressources publiques pour affronter la crise économique.

### L'attaque du gouvernement Berlusconi

Ce processus est particulièrement évident en Italie où l'on observe une agressivité croissante du gouvernement, en particulier sur le plan social. L'adoption définitive de la loi n° 30 (1), la réforme des retraites proposée, le projet fédéraliste, l'augmentation de la répression interne constituent des pans d'un projet néoconservateur qui recherche le soutien des secteurs de la bourgeoisie et qui, en même temps, tente de resserrer les rangs d'une majo-

rité parlementaire en crise, incohérente et manquant de légitimité politique et sociale. Le gouvernement vit une contradiction qui est la conséquence de ses propres politiques sociales : en frappant de larges secteurs populaires, elles mettent à mal également un secteur de l'électorat de centre-droite. L'objectif de souder le néolibéralisme et le populisme est loin d'être réalisé et, surtout, le mariage entre le néolibéralisme et le consensus électoral reste un mirage (non seulement pour les forces conservatrices mais également pour la gauche modérée, comme le démontrent les défaites de Schröder). Dans cette crise, Berlusconi cherche, sur le plan électoral, à renforcer sa position personnelle et son leadership, sans pour autant perdre de vue le maintien de bons rapports avec les principaux secteurs de la bourgeoisie italienne, coincée entre la récession européenne, la force excessive de l'euro et la recherche désespérée de résultats concrets. Le soutien à Luca di Montezemolo à la tête de Confindustria (2) représente cette tentative.

### La preuve du centre-gauche

L'élément paradoxal est que les forces modérées de l'Olivier poursuivent le même objectif. La naissance des listes unitaires s'inscrit dans ce cadre. Ce qui devrait constituer un important élément nouveau, la Convention de la liste unitaire, représente un facteur orienté non vers la constitution d'une nouvelle force réformatrice, mais vers la constitution d'un sujet social-libéral voulant servir de solution de

\* Nous reproduisons ici le document présenté au vote par Gigi Malabarba, Flavia D'Angeli, Franco Turigliatto, Salvatore Cannavò, Lidia Cirillo, Barbara Ferusso, Elena Majorana, Livio Maitan, Nando Simeone lors de la session du Comité politique national (CPN) du Parti de la refondation communiste (PRC, appelé aussi *Rifondazione*), qui s'est tenue à Rome les 6-7 mars 2004. Les 9 membres du CPN signataires de ce document, militants du courant *Bandiera Rossa*, faisaient partie de la majorité lors du dernier congrès du PRC en 2002 (sur ce congrès on se reportera au dossier paru dans *Inprecor* n° 470/471 de mai-juin

2002). Le CPN a adopté par 67 voix la résolution présentée par la majorité qui approuve l'adhésion du PRC au Parti de la gauche européenne (PGE), dont le congrès de fondation se tiendra à Rome les 8-9 mai prochain. 53 voix se sont prononcées contre ce projet. Mais il s'agit d'une opposition divisée entre quatre autres résolutions : celle critiquant le projet du PGE car il n'intègre pas les PC les plus conservateurs (le KKE grec, le PC portugais et les PC d'Europe de l'Est) et demandant le renvoi du congrès de fondation du PGE après les élections européennes (30 voix), deux autres considérant que le projet du PGE témoigne de la soumission au réfor-

misme (12 voix) et lui reprochant d'abandonner « le programme de classe » (4 voix), et enfin le document que nous reproduisons ici (7 voix en l'absence de deux signataires). Le CPN a élu une délégation de 12 membres — 6 femmes et 6 hommes — pour représenter le PRC au congrès constitutif du PGE, dont Flavia D'Angeli et Gigi Malabarba. Traduit d'italien par Maria Gatti.

1. La loi n° 30 (legge 30) est une loi de flexibilisation du travail imposée par Berlusconi.
2. Confindustria est l'association patronale italienne.

rechange à la bourgeoisie italienne une fois assuré l'échec du gouvernement Berlusconi. Le manifeste européen de Prodi, le seul horizon programmatique de la nouvelle liste unitaire, les propositions « de réforme » des retraites, l'attitude lors de l'affaire Parmalat (3) et la volonté de parapher une entente avec le centre-droite sur la loi sur l'investissement en sont des preuves sans équivoque. La logique de l'alternance demeure la logique dominante du cadre politique, avec des effets probable sur l'abstentionnisme et sur la désaffection du vote et de la politique. Cela réside dans l'attraction fondamentale que le cadre politique de centre-droite et centre-gauche exerce sur les secteurs forts du patronat et de la bourgeoisie italienne, qui, avec un sens aigu de leurs intérêts de classe, recourent aux deux regroupements. L'appui « bipartisan » à la candidature à la présidence de Confindustria en est une preuve évidente.

Par ailleurs, les déclarations des dirigeants des Démocrates de gauche (DS) et de Marguerite ne laissent pas place au doute.

Le refus du vote sur la mission militaire italienne en Irak, cache en réalité le soutien de l'Olivier à la présence italienne en Irak. Et la référence à l'ONU ne suffit pas à masquer l'aspiration à devenir un interlocuteur fiable des États-Unis. Le soutien apporté à l'opération militaire en Afghanistan, première application de la doctrine de la guerre infinie, confirme cette option. La décision dans ce contexte de participer à la manifestation du 20 mars n'atténue pas la gravité du choix. Elle l'aggrave par un témoignage de cynisme politique qui contraste avec la nécessité de refonder les formes de la politique. Une attitude « responsable » le groupe dirigeant de l'Olivier la manifeste dans son attitude envers l'Union européenne. En approuvant la Convention, donc le projet constitutionnel de la Convention de Giscard d'Estaing (et de Fini et Amato), l'Olivier a démontré la substance de sa politique en soutenant activement et avec conviction une culture « européiste » qui, au mépris de la démocratie, formelle et substantielle, tenté de transformer le Vieux continent en un réceptacle néolibéral gouverné par les règles du marché. Et que dire de l'attitude de Romano Prodi, qui dirige la Commission européenne, en défendant le pacte de Stabilité et la rigueur financière avec véhémence. Ce pacte de stabi-

lité étrangle depuis des années non seulement les politiques nationales mais la possibilité pour les organismes locaux de mener à bien des réformes modestes en faveur des citoyens.

## L'unité nécessaire

Les exemples pourraient se poursuivre — de l'appui de Marguerite à la loi sur les techniques de reproduction médicalement assistée (4) aux accusations de « grève sauvage » contre les travailleurs des transports urbains — mais c'est assez pour nous faire comprendre la nécessité de revoir les orientations adoptées lors du dernier Comité politique national. Aujourd'hui les bases pour un accord programmatique de gouvernement avec le centre-gauche n'existent pas. Dans une perspective d'unité contre les droites, il est possible de construire un accord électoral pour battre Berlusconi, mais sans que cela implique une responsabilité gouvernementale. La perspective même de l'unité électorale pour chasser Berlusconi ne peut avoir aucune efficacité si on ne réalise pas d'abord l'unité dont nous avons vraiment besoin, dans les luttes en cours, autour d'une plate-forme commune fondée sur les revendications générales du vaste mouvement qui lutte, de manière encore éparpillée, contre les politiques néolibérales de Berlusconi, souvent soutenues par l'Union européenne. Voilà où réside le problème principal, et c'est ici qu'on peut saisir les limites et les contradictions des forces qui, sur le papier, devraient et pourraient constituer les alliés solides d'une éventuelle gauche alternative. Nous pensons en premier lieu à la CGIL, qui du point de vue de l'unification des luttes, fait peu ou rien quand elle ne travaille pas carrément pour saper leur pouvoir ou pour les freiner, comme dans le cas des transports urbains, en fonction d'une reprise de la concertation et du rapport privilégié avec la CISL ou l'UIL (5). Les signaux d'une relance de la concertation sont assez forts : depuis les contenus d'une série de passages unitaires des trois organisations syndicales jusqu'aux illusions créées autour de l'élection d'un nouveau président de la Confindustria. Une nouvelle phase de collaboration par la concertation se ferait à un niveau encore plus bas que celle des années 1990, car la Confindustria considère comme acquises et

consolidées les mesures anti-ouvrières du gouvernement, et comme intouchable la répartition actuelle du revenu national et dont les organisations syndicales affaiblies n'ont pas la capacité d'en imposer à froid la renégociation.

C'est pourquoi il est si important aujourd'hui que le parti soutienne pleinement le projet de la FIOM (6) de rompre avec cette politique pour construire une nouvelle phase de conflit et de protagonisme de la classe ouvrière, un projet qui ait une signification très politique, non seulement syndicale.

Il est également important de maintenir un soutien actif aux initiatives du syndicalisme de base et à ses tentatives de résister à la concertation comme protagoniste dans des expériences importantes de lutte de classe.

## Une nouvelle phase du mouvement

Par ailleurs, dans le sens indiqué par les mobilisations de masse des derniers mois, le travail du « mouvement des mouvements », qui est trop replié sur lui-même, devrait être relancé. Le mouvement vit une impasse de formes de représentation et de coordination, une difficulté à fixer des objectifs communs et des terrains de croissance. À côté de cette impasse, toutefois, on constate une montée globale des conflits sociaux : la lutte des transports, celle de l'école, le sommet des métallurgistes, la lutte contre la précarité des chercheurs universitaires, celle du secteur de santé, les luttes environnementales de Scanzano et Civitavecchia (7), la mobilisation extraordinaire de Terni en défense de la sidérurgie, et d'autres luttes souvent fragmentées. Le conflit n'a plus connu de grandes journées de mobilisation, mais il a commencé à s'enraciner sur de nombreux lieux de travail, avec une plus grande capacité d'articulation et d'approfondissement de la lutte. Désormais la lutte de classe concrète fait apparaître la nécessité d'une plate-forme unificatrice autour de certains points centraux : la lutte contre la précarité à partir du boycott de la loi 30, le salaire (y compris le salaire social), la défense et la relance de l'État social, l'abolition des Centres permanents de détention (8) et les droits de citoyenneté pour les migrants, la relégitimation de l'intervention publique et la défense des biens

3. Parmalat est une entreprise multinationale de produits laitiers dont la faillite a provoqué une crise politique en Italie, révélant une comptabilité truquée et des rapports qualifiés de « maffieux » entretenus avec les banques italiennes. La Banque centrale d'Italie a été mise en cause pour n'avoir pas joué son rôle de surveillance des opérations bancaires. L'affaire a également mis en lumière les liens de l'Olivier — et particulièrement du secteur de Romano Prodi — avec les grandes banques du nord de l'Italie.

4. La nouvelle loi, restrictive, sur les techniques de reproduction médicalement assistée a été votée sous

la pression de la hiérarchie catholique. Elle pourrait ouvrir la voie légale à la remise en cause du droit à l'avortement, car elle considère que l'embryon est un « sujet » juridique. Les élus de Marguerite — une des composantes de l'Olivier — ont voté en faveur de cette loi.

5. Il s'agit des trois confédérations syndicales italiennes traditionnelles. En 1995, la Confédération générale italienne du travail (CGIL) annonçait 5,25 millions de membres, la Confédération italienne des syndicats de travailleurs (CISL) — 3,75 millions et l'Union italienne du travail (UIL) — 1,73 million.

6. La FIOM (Fédération des employés et ouvriers métallurgistes) est la fédération syndicale unitaire de la métallurgie.

7. A Scanzano c'est toute la population qui s'est mobilisée contre l'installation d'un site de stockage des déchets nucléaires ; à Civitavecchia toute la population locale s'est mobilisée contre l'installation d'une centrale électrique au charbon.

8. Les Centres permanents de détention (CPT) ont été mis en place dans le cadre de l'offensive contre les immigrés et les demandeurs d'asile. Ils permettent à la police d'y parquer les étrangers en situation irrégulière, sans jugement, en attendant leur expulsion.

communs, la démocratie des et dans les mouvements, à partir de la représentativité des travailleurs et travailleuses. C'est en déterminant des plates-formes communes aux différentes luttes, par un projet centré sur la reconstitution des liens et la recomposition du nouveau et de l'ancien mouvement ouvrier, qu'il est possible de passer aujourd'hui à une nouvelle phase. Une phase qui valorisera l'unité d'action concrète privilégiant la « *continuité du mouvement* » sur la « *continuité des groupes* ». L'occasion du Premier mai à Milan va en ce sens et doit donc engager fortement notre parti.

Par ailleurs, il faut mettre en avant non seulement la nécessité d'une grève générale pour bloquer la nouvelle contre-réforme du système des retraites, mais une rencontre nationale en bonne et due forme des délégués de l'ensemble du monde du travail pour définir des contenus communs de lutte syndicale et revendicative.

Dans l'immédiat, il y a la date du 20 mars et la mobilisation contre la guerre. Il n'y a pas de doute que l'instance pacifiste continue à animer la plus grande partie du mouvement italien, même dans ses composantes plus modérées. En ce sens il faut noter positivement la capacité de travailler unitairement à la réalisation de la manifestation du 20 mars, où nous sommes fortement engagés. Mais le problème reste de ne pas épuiser le mouvement pacifiste dans une dimension de témoignage, par une manifestation annuelle, qui tend à préserver sa fonction d'opinion publique globale mais non sa capacité effective d'agir politiquement. Il s'agit, en d'autres termes, de travailler pour que la dimension éthique nécessaire — que le débat sur la non-violence tend à codifier, en le cristallisant — devienne également une proposition politique. Cela passe par l'articulation du mouvement dans des campagnes thématiques et continues autour de certains points clés — les dépenses militaires, les bases militaires italiennes et étrangères, le processus de construction de l'armée européenne — en tant que lieux d'intervention pour un mouvement qui doit trouver les formes et les instruments pour demeurer présent après le 20 mars.

## La lecture du XX<sup>e</sup> siècle

Dans ce projet, le mouvement n'a point besoin d'un débat sur la non-violence, quelle que soit la valeur culturelle et politique de celui-ci. Ce n'est pas l'urgence première d'un mouvement qui a fait de ses formes pacifiques de lutte un trait distinct et naturel de sa propre existence.

Il est vrai par contre, que la discussion sur la non-violence contient l'hypothèse d'une redéfinition de l'identité de parti, d'une rupture avec les échecs et les erreurs du XX<sup>e</sup> siècle, fondée sur une relecture du siècle et de l'histoire communiste qui ne correspond pas à l'histoire concrète de la lutte des classes et qui n'est pas très utile pour tirer un réel bilan cri-

tique des expériences du passé.

Le point d'attaque choisi de la relecture du XX<sup>e</sup> siècle est le nœud de la guerre et à travers elle la question de la violence. On nous dit qu'une certaine propension, ou concession, à la violence, a traversé le mouvement communiste au point d'altérer ses aspirations d'origine et de déformer sa signification. Cette critique ne se borne pas aux horreurs et aux atrocités commises par le stalinisme, mais va au-delà, en recherchant et en trouvant des erreurs et horreurs commises dès sa « *jeunesse* », une série de péchés originels, qui déplacent la critique du stalinisme vers une critique plus générale de l'attitude violente du mouvement ouvrier contenue dans ladite « *prise du Palais d'Hiver* ». Ainsi, sans jamais se donner la peine de vérifier cette image caricaturale, on en vient à mettre en accusation la Révolution d'Octobre, qui n'est pas un « *santon* » identitaire, mais un tournant décisif de la pensée et de la pratique du marxisme révolutionnaire dont on met en relief le caractère prétendument violent, en laissant en marge sa signification historique de libération et de l'activité autonome des masses. Au centre de ce processus il y avait, en effet, un des plus grands événements historiques, la capacité des masses à s'organiser de manière démocratique à travers les soviets, à travers les conseils d'usine, à pratiquer un niveau de démocratie que même la plus démocratique parmi les républiques n'a jamais su produire. À tous les moments les plus hauts des mouvements de masse du XX<sup>e</sup> siècle, ces formes d'auto-organisation ont réapparu sous des formes diverses, contre les efforts de tous les appareils d'origine social-démocrate et stalinienne pour les détruire ou les vider de leur substance en les réduisant à des logiques réformistes.

Il faut approfondir la critique du stalinisme et d'une grande partie de l'histoire communiste (il serait plus correct de dire : celle des formations modelées par le stalinisme) marquée en réalité par une double involution sur la question de la stratégie et du pouvoir : soit social-démocrate, qui renonce à la construction d'un processus révolutionnaire, soit autoritaire dans un sens vertical et putschiste. Il s'agit de conceptions profondément antithétiques à une stratégie révolutionnaire et démocratique de l'auto-organisation des masses.

L'aspect paradoxal c'est qu'en fondant les raisons de l'involution stalinienne sur un présumé péché originel du communisme, la prise du pouvoir comme un acte violent, on minimise la portée du stalinisme lui-même, en le réduisant à une variante, certes horrible, mais en définitive secondaire d'un problème beaucoup plus grand situé en amont. Outre Staline, on rejette Lénine, et avec lui, nous imaginons, Trotski et Rosa Luxemburg, en écrasant une histoire tourmentée et vitale sur une image posthume qui ne lui rend pas justice. Et à la fin c'est Staline et sa contre-révolution sociale qui en sortent relativisés.

Cette discussion contient certainement la

possibilité, encore totalement inexprimée, d'une sortie progressiste et de gauche des erreurs du XX<sup>e</sup> siècle. De ce point de vue, il peut être utile de s'interroger sur la question épineuse et jamais résolue, du pouvoir. Mais le fait de réduire la question du pouvoir aux erreurs et horreurs originelles conduit à banaliser un aspect important de l'action politique, celui de pouvoir décider et de pouvoir changer le monde. Ce qui a toujours été la prérogative des classes dominantes est mis en question avec violence lorsqu'il s'agit des classes opprimées. Nous pouvons discuter sérieusement, et ce serait utile, si l'organisation du pouvoir, produit de la Révolution d'Octobre, était celle qui fut la mieux adaptée à cette phase. Mais pouvons-nous soutenir que lorsqu'une révolution de masse brise l'ordre existant elle ne doit pas se doter d'un système de règles, d'institutions, de démocratie participative dirions-nous aujourd'hui, pour être à même de peser sur la réalité, défendre sa révolution, changer l'état de choses présentes ?

## Le nœud irrésolu : la démocratie

En réalité, cette discussion ne tient pas compte des effets d'une attitude idéaliste qui situe les erreurs non pas dans les déterminations historiques concrètes des processus mais dans des catégories abstraites. L'élément clé pour proposer une discussion cohérente et profitable sur la question du pouvoir et d'une sortie « *à gauche* » des erreurs du XX<sup>e</sup> siècle tourne autour de la question irrésolue de la démocratie. La révolution présuppose la participation et la démocratie dans toutes les phases de son évolution. S'il y a un élément d'actualité constant dans les événements tourmentés de ce siècle, dans ses erreurs et horreurs, il a trait au déficit d'une démocratie réelle et substantielle. C'est l'absence d'une réelle démocratie socialiste, fondée sur une véritable « *auto-émancipation des travailleurs* » sous la terrible pression de la guerre civile et de l'isolement de cette expérience, outre les erreurs commises dans ce contexte, qui a miné de l'intérieur le processus révolutionnaire ouvert avec la Révolution d'octobre ; c'est le manque d'une démocratie des et dans les mouvements, sous des formes qui garantissent l'auto-organisation et l'autonomie, qui ont empêché, lors de différentes phases historiques du XX<sup>e</sup> siècle, que les mouvements emportent sur le champ les conditions de contre-pouvoir et qui ont permis leur récupération et la mainmise des appareils social-démocrate et stalinien ; c'est l'absence d'une démocratie effective du et dans le parti, qui a bloqué le débat libre entre les options diverses — toujours trop dramatisées et résolues par des scissions, des affrontements idéologiques et des rancœurs — et c'est l'absence d'une participation effective aux choix et à leurs applications, qui a permis la croissance du culte de la direction et des appareils bureaucratiques. Le nœud de la révolution, qui reste

## Italie

central pour notre identité, doit aujourd'hui être lié à celui de la participation et de la démocratie : c'est l'enseignement le plus précieux qui nous vient du mouvement altermondialiste quand il revendique la démocratie participative pour un autre monde possible.

### La politique européenne

La discussion sur le XX<sup>e</sup> siècle et sur les erreurs du mouvement communiste doit avoir une conséquence naturelle dans les choix concrets et actuels. Si nous voulons vraiment critiquer les pratiques bureaucratiques et verticales du mouvement ouvrier, nous ne pouvons pas accepter qu'un choix important, comme la constitution d'un nouveau parti européen, soit pris dans le huis clos des secrétariats et des rapports diplomatiques du parti. Il s'agirait d'un exercice impropre du pouvoir.

Aujourd'hui nous sommes à la veille de l'échéance importante des élections européennes : un rendez-vous central pour la vie du parti autour duquel il est utile que nous présentions les choix que nous faisons. Toute hypothèse organisationnelle doit être fondée sur un projet à long terme et une orientation politique claire et partagée. Justement à partir de l'Europe et de la place qu'elle occupe dans les principaux choix politiques actuels.

L'existence d'un vaste mouvement, social, politique, syndical et citoyen, qui, à partir du Forum européen de Florence, en passant par celui de Paris, se mobilise et se bat au nom d'une autre Europe, constitue une occasion précieuse pour avancer un projet alternatif pour une autre Europe.

Une Europe, avant tout, qui aurait comme repère le refus de la guerre comme instrument de résolution des différends internationaux et qui, en conséquence, commencerait à se « désarmer », en réduisant les dépenses militaires, en fermant les bases militaires, en commençant par les bases états-uniennes, mais surtout en s'opposant fermement à tout projet d'une armée européenne.

À partir du refus de la guerre, l'Europe doit rejeter l'idée de se construire sur la base de l'exclusion ethnique ou de genre. Dans notre Europe, personne ne devrait se sentir étranger et la citoyenneté devrait être universelle. Les mobilisations des migrants, qui commencent à se coordonner à l'échelle continentale depuis le Forum social de Paris, doivent être soutenues et unifiées aux autres luttes.

Ainsi le terrain social peut devenir le véritable terrain de mobilisation et d'unité qui, au nom d'une autre Europe, identifie des objectifs partiels et communs et en mesure de renforcer les luttes elles-mêmes. Il n'y aura pas d'autre Europe si nous ne parvenons pas à réaliser une grève européenne en défense du bien-être, des droits sociaux minima, des garanties syndicales, etc. Il n'y aura pas d'autre Europe si auparavant, les mouvements n'ont pas expérimenté des relations stables, des réseaux et coordinations effectives, des luttes en commun en valo-

risant le meilleur de l'expérience des Forums sociaux européens. En ce sens la conception de la démocratie elle-même peut et doit être enrichie. La Constitution européenne n'est pas une question qui puisse être déléguée aux gouvernements ou aux institutions comme la Convention. C'est une question générale devant établir les bases pour une nouvelle démocratie substantielle qui profite de l'expérience des mouvements, valorise la méthode participative, identifie de nouvelles structures participatives, non pas abstraites mais en fonction des contenus sociaux et politiques d'une autre Europe.

Pour ces raisons, il faut rejeter le projet de Convention. Une politique d'amendements n'est pas possible. Plusieurs forces, non seulement les sociaux-démocrates et les verts ont déjà choisi de la soutenir, mais aussi des organisations syndicales et associations qui défendent la nécessité de ce texte en raison de l'absence de toute référence constitutionnelle. Contre la Constitution des multinationales et de la mondialisation capitaliste, il faut au contraire construire une vaste mobilisation sociale, de masse, et créer ainsi les conditions pour une autre Europe, pour une autre Constitution, des peuples, sociale, démocratique et pacifique.

### Le parti européen

Notre congrès s'est posé un objectif ambitieux mais nécessaire : construire un nouveau sujet politique, en mesure d'unir les forces de la gauche alternative et contestataire sur les points communs de la lutte contre la mondialisation et la guerre. Cette construction d'un sujet politique européen doit aller en syntonie avec la croissance du mouvement altermondialiste, pacifiste, écologique, des travailleurs, des précaires, des jeunes des femmes et des intellectuels à l'échelle continentale.

Les événements à la suite du congrès ont confirmé la nécessité d'une nouvelle force politique, non pas imposée par en haut, ou seulement figurative sur le plan institutionnel, mais à l'issue d'un processus réel, qui se constitue dans le vif des luttes sociales décidées collectivement sur le plan supranational. Une organisation qui se formera par des rapprochements successifs, mais qui aurait tout de suite un agenda de travail crédible. Un sujet pluriel, ouvert, formé par divers secteurs du mouvement ouvrier et de la gauche de classe, qui saurait agir, discuter, construire un programme à la hauteur du défi capitaliste. Non pas un rabibochage plus ou moins diplomatique, mais un sujet en mesure de réaliser la « refondation » à l'échelle continentale et donc équipé pour combattre de manière plus efficace les forces de droite et d'ouvrir une bataille pour l'hégémonie face aux partis sociaux-démocrates, une véritable alternative à ceux-ci et à leurs gouvernements.

Des mouvements et des forces présentes au Forum social européen, pour arriver ensuite

aux luttes sociales, aux luttes ouvrières et à celles des jeunes précaires qui se manifestent dans les différents pays, émerge l'exigence d'une organisation anticapitaliste européenne capable de représenter les diverses identités et subjectivités : un sujet anticapitaliste de travailleuses et de travailleurs et de la jeunesse, qui soit aussi féministe, écologiste, internationaliste.

Tout en étant présent au sein du GUE, le groupe parlementaire européen constitué essentiellement des partis de « *tradition communiste* », au cours des dernières années notre parti s'est engagé sérieusement dans les travaux de la gauche anticapitaliste européenne qui a réalisé tous les six mois, à l'occasion des sommets de l'UE, un travail d'approfondissement politique, de convergence patiente entre les différentes forces qui la composent, de participation au nouveau mouvement depuis son départ. La convergence avec ces forces, avec leur orientation politique et idéologique doit être renforcée et se développer en lien avec nos orientations de congrès soulignant la nouvelle centralité de la construction du conflit social, des mouvements, de la démocratie d'en bas et participative, à la recherche d'un nouveau projet révolutionnaire de rupture avec le capitalisme et de transition vers une société alternative, tant il est vrai que le rapport introductif du congrès proposait de remettre la révolution à l'ordre de jour.

L'hypothèse de la construction d'un parti européen était intégrée au sein de ce choix radical, dont découle un jugement politique sur les différents courants de la gauche en Europe, en relation non seulement avec les positions politiques programmatiques mais aussi avec les choix politiques concrets. Il impliquait une appréciation non seulement des courants sociaux-démocrates mais aussi des partis de ladite « *tradition communiste* ». Le choix du congrès poussait ainsi à renforcer les relations avec les courants anticapitalistes au détriment des relations marquées par la continuité d'un passé à réévaluer ou par des orientations comptables ou « *gouvernementalistes* » de type social-démocrate.

*Rifondazione* avait justement assumé le rôle de charnière entre les différentes forces en cultivant des rapports pluriels, en valorisant en termes de propositions et d'influence sa propre expérience et la crédibilité qu'elle a conquise.

Aujourd'hui *Rifondazione* doit faire un choix politique clair :

- elle peut mettre à disposition son rôle et sa politique à l'échelle européenne, sa présence dans le mouvement pour réaliser la construction de la gauche anticapitaliste, en allant en ce sens de manière cohérente avec son congrès, sans fermer la porte à qui que ce soit, en maintenant une pluralité de rapports et en favorisant le renouvellement et la radicalisation de l'ensemble de la gauche non social-démocrate,
- ou elle peut construire un parti européen,

avec un centre de gravité bien plus à droite, avec des contenus génériques et vagues, comme ceux qui se sont exprimés dans le texte signé par les 11 partis, où il n'y a pas de refus explicite de la Constitution européenne, ce qui n'est pas un hasard, mais où on trouve une référence ambiguë à l'armée européenne et une référence générique au mouvement des mouvements.

Ainsi, elle peut constituer un axe avec des forces politiques modérées, dont plusieurs partagent la responsabilité des politiques néolibérales avec les forces social-démocrates au pouvoir, ou travailler de manière conséquente à une hypothèse plus cohérente avec la gauche alternative.

Qu'un tel choix ait pu être fait, en premier lieu, par un cercle restreints du parti — sans une participation adéquate des organismes dirigeants et de l'ensemble du parti, sans une réflexion approfondie des implications que les deux options peuvent avoir sur l'avenir de notre parti en Italie, mais aussi et surtout sur la configuration possible d'une gauche alternatives, en mesure de répondre aux défis du processus capitaliste d'unification européenne — nous paraît une grave erreur du secrétariat que ce Comité politique national doit commencer à

dépasser.

Que de plus un tel choix ait pu être fait sans même ressentir le besoin d'inviter des forces qui constituent la Conférence de la gauche anticapitaliste, en les mettant devant un fait accompli, ce n'est pas, à notre avis, la meilleure façon de procéder.

### Un processus constituant

Pour ces raisons, *Rifondazione* décide de rouvrir en d'autres termes le processus de constitution d'un parti européen, par la promotion d'un processus constituant en bonne et due forme qui implique l'ensemble des sujets intéressés. Le point de départ ne peut être que le jugement sur les dynamiques et sur les projets de l'unification capitaliste, l'évaluation de la signification de la Convention européenne, la valorisation des différentes formes de résistance et de lutte qui surgissent, la pleine participation au mouvement contre la mondialisation capitaliste, un travail pour construire les réseaux, les liens, les plates-formes de lutte contre les politiques du capital et des gouvernements qui en sont l'expression.

Tout cela signifie un jugement sévère sur les politiques de la social-démocratie, partie

prenante des choix des classes dominantes européennes et en conséquence, la construction d'une alternative aux forces social-démocrates : ces forces ne doivent pas être exclues des convergences et des initiatives communes et unitaires lorsque celles-ci seront possibles et utiles au développement des mouvements ; mais c'est l'orientation politique générale, les pratiques politiques, l'insertion sociale qui nous distinguent stratégiquement de ces forces. Une force d'alternative, indispensable aujourd'hui pour construire une perspective pour les travailleuses et les travailleurs européens, sera ou bien anticapitaliste de manière cohérente et donc alternative à la social-démocratie, ou bien ne verra pas le jour.

C'est sur la base d'un tel processus de discussion, en tenant compte des finalités et des preuves à mettre en œuvre, que nous devons reprendre les contacts, retisser des liens, ouvrir à nouveau les discussions, avec toutes les forces politiques qui sont disposées à les entreprendre aujourd'hui. Au terme d'un tel processus, nous pourrions voir qui est vraiment intéressé et disponible à s'engager pleinement dans la construction d'un projet européen anticapitaliste, solidaire, démocratique et social. ■

## Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

### Vietnam

#### Visite du général Nguyen Cao Ky

*Inprecor* s'est à nouveau entretenu (1) avec Tuan, Vietnamien de nationalité française, ayant l'occasion d'aller régulièrement au Vietnam et aux États-Unis.

*\* Tu te rends régulièrement dans les deux pays. Leurs relations se sont nettement améliorées depuis la levée de l'embargo économique américain en 1994, la reconnaissance du pays en 1995 et la ratification du traité commercial en 2001. L'adhésion à l'OMC n'a pas encore eu lieu mais qu'y a-t-il de neuf dans leurs relations actuelles ?*

**Tuan** : Il y a eu un évènement dont on a beaucoup parlé dans les deux pays. C'est le voyage du général Nguyen Cao Ky en janvier de cette année.

*\* Peux-tu nous rappeler de qui il s'agit ?*

**Tuan** : Ky est un officier de l'aviation qui a été dans le gouvernement sud-vietnamien pendant la guerre. Il a été premier ministre et vice-maréchal de l'air de 1965 à 1967, gouvernant donc le Vietnam sous tutelle américaine, puis est passé vice-président en 1967 lorsque Nguyen Van Thieu a été élu président.

Il a donc été à un poste dirigeant pendant de longues années. Il n'a pas fait d'école d'officier, est assez peu instruit mais soigne beaucoup son apparence extérieure. Il plaisait beaucoup aux Américains et on dit qu'il est à l'origine de l'emploi de pilotes vietnamiens pour bombarder le Nord-Vietnam à partir de 1965 (il aurait embrassé la première bombe...).

*\* Pourquoi donc et comment a-t-il fait pour être admis cette année au Vietnam ?*

**Tuan** : Pourquoi a-t-il voulu faire un saut dans ce pays qu'il avait fui en 1975 est une question à laquelle il est difficile de répondre. Il a tenté de le faire, après son retour aux États-Unis, en répondant à une interview par la BBC qu'il avait maintenant 73 ans, que la guerre était finie et qu'il fallait faire comprendre à la jeune génération la nécessité de tourner la page. Pour lui le Vietnam n'avait été qu'un pion entre les géants de la guerre froide URSS-Chine et États-Unis. Il considère que c'est l'Histoire qui jugera et qu'en attendant il faut appeler tous les Vietnamiens à se réconcilier et notamment les anciens combattants.

Quant à la façon dont il s'y est pris pour pouvoir revenir, elle est aussi un peu floue. Il a fait sa demande fin 2001 et a fini par obtenir son visa pour le Têt 2004, grâce, semble-t-il, à une parente plus ou moins liée avec l'ancien premier ministre de la RDV (de 1991 à 1997) Vo Van Kiet. Il s'y est rendu le 14 janvier pour une dizaine de jours et a pu retrouver sa famille et ses amis.

*\* Vient alors aussitôt une question complémentaire : pourquoi les autorités de Hanoi ont-elles fini par lui octroyer le visa ?*

**Tuan** : Depuis 2 ans l'appel à la réconciliation nationale a été repris au Vietnam. Pas pour des raisons morales mais pour pouvoir bénéficier de l'apport technique et financier de l'émigration. Il faut quand même savoir qu'il y a près de 2 millions de Vietnamiens aux États-Unis (et près de 400 000 en France). Il y en a 80 millions au Vietnam dont la moitié n'a pas connu la guerre, ils n'ont donc aucun ressentiment contre les Américains et même tentent de les singer dans de

nombreux domaines. Lorsque le président Clinton s'est rendu au Vietnam pendant trois journées de 1999 il a été très applaudi par la jeunesse. À l'étranger la jeune génération n'a pas connu la guerre et n'a pas les ressentiments de ses parents vis-à-vis du régime communiste. Or elle représente un fructueux capital de matière grise et de dollars si le commerce prend de l'extension avec les Vietnamiens de Californie. Des deux côtés on prône maintenant la réconciliation nationale.

*\* La communauté vietnamienne aux États-Unis doit quand même être partagée ?*

**Tuan** : Bien évidemment elle est plus que partagée : elle est déchirée. Il suffit de voir avec quelle haine s'expriment la majorité de la vingtaine de journaux vietnamiens publiés aux États-Unis. Ky s'est fait prendre à partie, on l'insulte, on le traite de tous les noms mais pas dans la jeune génération, celle sur laquelle table Hanoi. Ky a été le premier à faire la demande et à être autorisé à rétablir le contact, il y en aura certainement d'autres. On cite un général qui aurait des idées identiques à celles de Ky et qui ne peut pas le sentir. Mais il ne semble pas avoir encore eu de contacts avec la RDV. Il y a certainement de nombreux émigrés qui songent à rentrer mais qui restent encore prudents à cause de la communauté moins jeune demeurée viscéralement anticommuniste. L'avenir nous dira s'il faut attendre sa disparition pour que la page soit vraiment tournée...

Propos recueillis par Jean-Michel Krivine

1. Cf. *Inprecor* n° 480/481 de mars-avril 2003, "La guerre chimique a déjà eu lieu".

# L'effondrement du régime Aristide

Par  
Arthur Mahon\*

Plus de deux mille billets de cent dollars, rendus illisibles par la moisissure ! Les partisans d'Aristide qui ont pris part au pillage de sa résidence ont eu la surprise de trouver cette somme dans un coffre-fort caché dans un souterrain secret. Ils ont alors compris que pour leur cher président, 200 000 dollars cela représente bien peu de choses. Pour comprendre la situation actuelle, il faut faire comme ces partisans d'Aristide : ne pas s'en tenir aux premières impressions, et creuser un peu dans les souterrains de la politique haïtienne !

Pour beaucoup de gens bien intentionnés, le scénario du départ d'Aristide est simple. Il aurait été victime d'un coup d'État qui se serait déroulé en trois phases :

- ❶ la bourgeoisie haïtienne déstabilise le gouvernement d'Aristide « *démocratiquement élu* » parce que, en dépit de ses faiblesses, il mettait en place des réformes ;
- ❷ des anciens militaires liés à la CIA prennent le contrôle d'une partie d'Haïti dans un bain de sang ;
- ❸ un commando de l'armée américaine vient kidnapper Aristide et le force à signer une lettre de démission. Aristide serait en quelque sorte un nouvel Allende. Sauf qu'Allende ne stockait pas des piles de dollars chez lui !

## Contrevérités

La thèse que nous venons de présenter, qui est en gros celle de la propagande aristidienne, repose sur plusieurs contrevérités. Ainsi, Aristide n'a pas fait la moindre réforme progressiste durant son second mandat et il n'y a pas eu de conflit Aristide/bourgeoisie pour une raison très simple : Aristide est lui-même l'un des plus grands bourgeois d'Haïti. On a assisté à la convergence de quatre processus : un conflit à l'intérieur des classes dominantes, une mobilisation de

grande ampleur des intellectuels et d'une importante fraction des classes dominées contre un pouvoir réactionnaire et despotique, le retournement contre Aristide de bandes armées qu'il avait utilisées auparavant, l'intervention d'anciens militaires dans des conditions qui restent encore peu claires. La meilleure preuve que l'on n'a pas assisté à un simple « *coup d'État* » est que, malgré les crimes passés de certains d'entre eux, les quelques dizaines ou centaines d'hommes armés qui se sont emparés du Nord d'Haïti ont été accueillis en libérateurs par une grande partie de la population. En certains endroits, elle s'est même attaquée aux commissariats et aux symboles du pouvoir avant leur arrivée. Comme l'a écrit un commentateur, même Belzébuth accompagné d'une horde de dragons aurait été accueilli en héros.

Le rôle joué dans par les États-Unis dans cette crise complexe est loin d'être aussi simple qu'on le dit généralement. Déjà sous Clinton, Aristide n'était pas l'ami des républicains. Cependant, il présentait l'avantage d'assurer le calme social, d'appliquer les réformes néolibérales demandées et revenait à son compte la propagande états-unienne. Rares sont les chefs d'État qui, comme lui, se sont félicités du « *succès* » du Sommet sur le développement durable de Johannesburg ! Tout en exerçant des pressions économiques et politiques sur Aristide, Washington l'aura finalement soutenu jusqu'à la veille de son départ comme la corde soutient un pendu. Bush a par contre évidemment refusé de lui envoyer les militaires qu'il réclamait pour protéger son régime. Il fallut que les « *chimères* » d'Aristide commencent à mettre Port-au-Prince à feu et à sang et à racketter des citoyens nord-américains pour que Colin Powell lâche Aristide à la suite de Dominique de Villepin. En procédant ainsi depuis quatre ans, les États-Unis ont laissé une expérience née à gauche aller au bout de sa dégénérescence et se discréditer elle-même.

La thèse de « *l'enlèvement moderne* » d'Aristide, qui ne serait pas absurde a priori, est peu crédible même si elle a un grand

écho. Aristide lui-même n'a pas soufflé mot d'un quelconque enlèvement lorsqu'il prit la parole à la radio à son arrivée en Centrafrique. Et jusqu'à présent, il n'a pas réussi à formuler un récit cohérent. Les dirigeants de son parti n'ont pas repris sa thèse à leur compte, et sa lettre de « *démission* » a été lue sans sourciller par son premier ministre et homme de confiance, Yvon Neptune.

## Le système Aristide

Les élections parlementaires et locales de mai 2000 ont donné lieu à une fraude assez incroyable : le but n'était pas de gagner les élections mais de remporter tous les postes. Les observateurs internationaux n'ont pas vu grand chose, car l'essentiel de la fraude a eu lieu après le vote. Bourrage des urnes, modifications des procès-verbaux, intimidation des protestataires, tout fut bon pour obtenir le résultat escompté. Les militants de Lavalas (organisation des partisans d'Aristide) avaient reçu des armes en grand nombre pour l'occasion. Et lorsqu'ils n'étaient pas assez nombreux, la police fut mise à contribution. Le président du Conseil électoral provisoire refusa de signer le procès-verbal et jugea plus prudent de s'exiler lorsqu'Aristide lui dit au téléphone que « *c'était une question de vie et de mort* ». L'Organisation des États américains (OEA) resta néanmoins sourde aux plaintes émises par l'opposition et se concentra sur un problème secondaire concernant quelques sénateurs. Il en résulta une longue crise politique. L'OEA multiplia les missions pour essayer d'aboutir à une négociation entre le pouvoir et l'opposition. Mais elle faisait surtout des reproches à l'opposition, accusée de se monter trop intransigeante. L'incendie de ses locaux en décembre 2001 encouragea cette dernière dans l'idée que de nouvelles élections seraient impossibles tant que des bandes armées à la solde du pouvoir pourraient agir librement.

« *Jésus, Toussaint-Louverture, Aristide : le credo du peuple haïtien* », lisait-on encore récemment sur des banderoles accrochées

\* Arthur Mahon, membre de la rédaction de la revue *Volcans*, est militant de longue date de la solidarité avec l'opposition haïtienne.

au-dessus des rues de Port-au-Prince. Aristide a mis en place au fil des années un système qui inexorablement empruntait de plus en plus de traits au duvaliérisme : élections truquées, corruption généralisée, vassalisation de la Justice et de la force officielle de répression (l'armée dans le cas de Duvalier, la police pour ce qui est d'Aristide), impunité généralisée, mise en place de bandes parallèles armées, répression de la presse, lutte contre les syndicats et les autres mouvements organisés, attaques contre l'autonomie de l'Université, lutte contre les secteurs récalcitrants de la bourgeoisie, idéologie basée sur une prétendue défense de la « race noire », manipulation du vaudou, double langage vis-à-vis de l'impérialisme, culte de la personnalité. François Duvalier se présentait en « leader du tiers-monde » persécuté par les États-Unis. Les dirigeants qui, tels Hugo Chavez, prennent bien imprudemment sa défense risquent de le consacrer dans ce rôle. On ne peut cependant placer un trait d'égalité entre Aristide et Duvalier. Au contraire de François Duvalier (qui menaçait cependant les États-Unis de se tourner vers Moscou), Aristide a rétabli les relations diplomatiques avec Cuba en 1996, et reste, semble-t-il, un admirateur de Che Guevara et de Fidel Castro.

De Fidel Castro, Aristide aura peut-être retenu la notion de parti unique, de coup tordu contre les opposants et de dialogue direct avec les masses. Par contre, l'ancien prêtre a abandonné tout projet de réforme sociale en retrouvant son fauteuil présidentiel en février 2001. Même le semblant de réforme agraire que son prédécesseur, René Préval, avait quelque peu entrepris, a été jeté aux orties. L'organisation paysanne KOZEPEP mise en place avec l'aide de René Préval, et qui avait pourtant joué un rôle important dans la fraude électorale de l'année 2000, a dû fermer boutique en raison des pressions qu'elle subissait. Son dirigeant Charles Suffrard s'est exilé aux États-Unis. Systématiquement, le ministère des Affaires sociales a pris partie contre les ouvriers et en faveur des patrons. Lorsque, près du Cap Haïtien, des syndicalistes liés au mouvement Batay Ouvriye ont été tués lors d'un mouvement social, le pouvoir s'est retourné contre les victimes. Plusieurs d'entre eux, dont certains étaient blessés, ont été conduits, sans être soignés, en hélicoptère à Port-au-Prince. Ils ne sont sortis de prison qu'au bout de plusieurs mois, après une campagne de solidarité.

En avril 2002, à l'issue de négociations, le parlement a voté une loi doublant presque le salaire minimum, qui n'avait pas bougé depuis des années et était devenu totale-

ment obsolète. Il s'est surtout agi d'une action de propagande et d'un moyen de faire pression sur les entrepreneurs qui commençaient à s'agiter. Au même moment, le premier ministre leur reprochait d'avoir la peau claire et de ne pas être de vrais Haïtiens. Après le passage de la loi, les travailleurs de l'État n'ont pas été augmentés pour autant... lorsqu'ils étaient payés. Et surtout, les chefs d'entreprise n'ont, comme à l'habitude, été l'objet d'aucun contrôle. C'est d'ailleurs une syndicaliste qui a appris au ministre des Affaires sociales que la loi avait été votée !

### Priorité au business

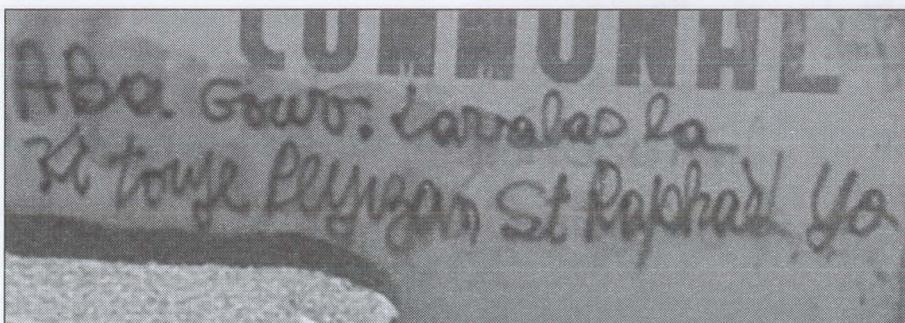
Sous la férule de Jean-Bertrand Aristide, on a assisté à un remodelage du capital haïtien, tout comme cela s'était passé sous les Duvalier. Contrairement à ce que dit la légende, des secteurs importants de la bourgeoisie haïtienne sont liés à lui. C'est le cas du groupe Mews, ami de tous les régimes qui se sont succédés depuis des décennies. C'est le cas du groupe bancaire Unibank, créé il y a dix ans, et qui serait aujourd'hui la première banque haïtienne. Des entreprises ont été conduites à la faillite et rachetées par des hommes de paille au bénéfice d'Aristide. Des hommes d'affaire ont été rackettés. Certains ont été enlevés. Un entrepreneur étranger a affirmé que lors d'une entrevue avec Aristide, ce dernier lui a demandé une commission de 20 %. Cependant, à en croire les révélations faites par d'anciens policiers, l'essentiel de la fortune d'Aristide pourrait avoir une autre origine : le trafic de cocaïne. Il a ainsi été révélé que, de plus en plus, les chefs départementaux de la police étaient choisis en fonction de leurs capacités à gérer le trafic de cocaïne. Jean Baudoin

raisons qu'il serait fort intéressant de connaître. Lors de son procès tenu en Floride au mois de février, il a affirmé qu'Aristide contrôlait 85 % du trafic de cocaïne transitant par Haïti. Lui-même lui aurait versé des dizaines de millions de dollars de commission. Un entrepreneur haïtien, Olivier Nadal, homme fort peu recommandable par ailleurs, affirme que le groupe Unibank était utilisé par Aristide pour le blanchiment d'argent. Au mois de février, les deux principaux responsables de ce groupe ont été reçus par certains des premiers ministres de la Caraïbe qui plaident en faveur d'Aristide.

Alors qu'il était président de la République, Aristide est allé jusqu'à appeler à voter pour un candidat démocrate dans des élections locales américaines. Depuis son exil à Washington (1992-1994), il est en effet très lié au parti démocrate. Et pas seulement pour des raisons idéologiques ! Sous Aristide, Haïti, « le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental », comme on aime le dire en Amérique, était le quatrième sur la liste des États dépensant le plus d'argent pour ses actions de lobbying aux États-Unis. En contrepartie, Taiwan a arrosé largement l'administration Lavalas. Et, déjà en 1991, Aristide profita d'un temps de parole à l'assemblée générale des Nations unies pour proposer que Taiwan retrouve son siège à l'ONU. Une déclaration incongrue en cette occasion, qui passa inaperçue du fait qu'il fut renversé par un coup d'État militaire quelques jours plus tard.

### Mobilisations importantes

Le 5 décembre 2003, des partisans armés du président, les « chimères », ont pris d'assaut, avec l'appui de la police, la Faculté des Sciences humaines. Ils ont atta-



Kétant était, semble-t-il, l'homme clé de ce trafic en Haïti. Il a été lié à trois cartels colombiens à la fois, et la DEA (service anti-drogue des États-Unis) affirmait vouloir l'arrêter depuis les années 1980. Il aurait été, pendant un moment, un proche d'Aristide. Ce dernier l'a finalement livré à la justice nord-américaine l'année dernière, pour des

qué sauvagement les universitaires présents, qui se préparaient à manifester. Le recteur de l'Université d'État, qui essayait de négocier, a eu les jambes brisées à coups de barre de fer. Même sous François Duvalier on n'avait pas assisté à de tels actes dans une université. Pour le milieu éducatif et les intellectuels, c'en était trop. Le mouvement étu-

diant et lycéen allait alors fournir aux manifestations de l'opposition la force et la détermination qui leur manquaient et entraîner dans son sillage de larges couches de la société. Sans que l'on puisse parler d'un véritable raz-de-marée, on a assisté à Port-au-Prince à plusieurs manifestations de très grande ampleur. La plupart ont été l'objet d'agressions violentes de la part de commandos, qui allèrent jusqu'à tirer sur la foule depuis des camionnettes. Des manifestations se sont déroulées dans de très petites villes, qui n'avaient connu aucune mobilisation depuis un siècle.

La Plate-forme démocratique de l'opposition, regroupant des partis politiques et des associations, était hétérogène et marquée par une grande confusion. Elle ne s'est jamais fait le porte-parole de la moindre revendication sociale. La place occupée par certains industriels intelligents, qui avaient pris la tête d'un regroupement de la « société civile », a permis au pouvoir de présenter le mouvement comme l'expression de la haine des exploités contre le peuple.

Sans l'existence des mobilisations antidictatoriales et d'un profond mécontentement à travers le pays, on n'aurait pas assisté à un basculement de la situation, marqué notamment pas la désertion des policiers. La prise du commissariat de la ville des Gonaïves par d'anciens mercenaires du président, puis l'entrée en scène de quelques dizaines d'ex-militaires et d'anciens putschistes venus de Saint-Domingue seraient sans doute restés de l'ordre de l'anecdote. C'est la profondeur du mouvement anti-

Aristide qui explique aussi que l'opposition ait eu la force de résister aux formidables pressions exercées par les États-Unis, la France et le Canada. A quelques jours du départ d'Aristide, ces États la menaçaient encore des pires malheurs si elle n'acceptait pas une cohabitation suicidaire avec le tyran.

Quelques heures après la démission d'Aristide, le Conseil de sécurité de l'ONU vota une résolution autorisant le déploiement d'une force internationale en Haïti. Cette décision a été prise à la demande du seul Alexandre Boniface, le juge qui avait pris la place d'Aristide au palais national. Cependant Washington et Paris, réconciliés pour l'occasion, ne peuvent pas, pour le moment du moins, agir totalement à leur guise. C'est ainsi que dans le comité tripartite (opposition, Lavalas, « communauté internationale ») mis en place après le départ d'Aristide, la plate-forme de l'opposition s'est fait représenter non par un quelconque « fantoche », mais par Paul Denis, une figure historique de la gauche haïtienne. Cependant, le fait qu'un ancien général, même qualifié de « démocrate », ait été nommé ministre de l'Intérieur et ait failli être choisi comme premier ministre en dit long sur la confusion qui traverse aujourd'hui la plupart des partis politiques opposés à Aristide.

## Mouvement social contre l'armée

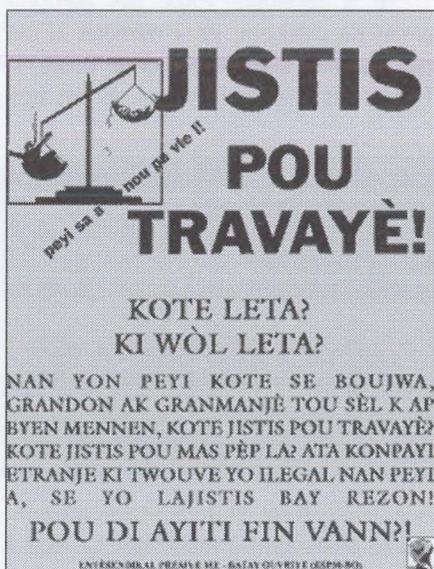
On a assisté ces dernières années à une certaine remobilisation du mouvement social. Les organisations féministes réunies dans la Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes (CONAP) ont joué un rôle de pointe dans la dénonciation des violences du régime Aristide, qu'elles ont déclaré « hors-la-loi ». Il y a quatre ans, malgré les agressions des « chimères », elles furent les premières à manifester pour demander justice après l'assassinat, souvent attribué à Aristide lui-même, du journaliste Jean Dominique. Dans le département du Sud-Est, un long travail de préparation a débouché à l'automne dernier sur le premier congrès de la Coordination régionale des organisations du Sud-Est. Elle fédère des associations d'origines très diverses, notamment sur le plan politique, mais elle a néanmoins adopté au consensus une résolution anti gouvernementale. Le processus de contestation du régime Lavalas s'est accom-



pagné d'un début de réflexion sur le bilan de 200 ans d'indépendance et la nécessité de rompre radicalement avec les voies empruntées depuis le départ de Duvalier. La préparation de la 3<sup>e</sup> Assemblée des peuples de la Caraïbe, qui s'est tenue l'été dernier en Haïti, a ouvert des pistes de réflexion intéressantes. Le Collectif « Solidarité, identité et liberté » a proposé que l'année 2004 soit une année de refondation d'un projet national. Au mois de février, trente-cinq organisations du mouvement

social se sont rassemblées dans un « regroupement démocratique et populaire » : organisations féministes, groupes paysans, associations altermondialistes y côtoient des réseaux de militants politiques, des radios communautaires et des équipes intervenant en milieu ouvrier. Dans une déclaration écrite à la mi-mars, trois de ces associations font remarquer que « les forces américaines sont intervenues en Haïti pour détourner et confisquer la victoire du peuple haïtien contre la dictature d'Aristide ».

Un autre acteur n'a pas fini de faire parler de lui. Il s'agit des anciens militaires ayant rejoint les insurgés des Gonaïves et ayant conquis facilement le Nord d'Haïti en compagnie d'anciens paramilitaires. Beaucoup a été dit à leur sujet, et notamment à propos de Guy Philippe, leur chef militaire, grand admirateur de Montesquieu et de Pinochet, qui se verrait bien à la tête de l'armée. Cependant, bien des zones d'ombre subsistent, y compris sur leurs effectifs réels. Il est probable que les services de renseignement nord-américains connaissent pour le moins leurs intentions et qu'ils ont bénéficié de complicité à l'intérieur de l'armée dominicaine. L'un d'eux a déclaré qu'ils ont reçu des financements de la part d'entrepreneurs haïtiens. Il est possible qu'ils aient agi en simples mercenaires de la CIA. Il se peut aussi que l'affaire soit plus complexe, et qu'ils aient leur propre projet, axé sur le contrôle du trafic de la cocaïne. En décembre 2000, c'est l'ambassade nord-américaine qui avait dénoncé un complot de Guy Philippe, ce qui l'avait obligé à quitter Haïti. Quoi qu'il en soit, et même s'ils font profil bas depuis qu'un général américain a haussé le ton, la possible jonction des hommes de Guy Philippe avec une série d'anciens haut gradés évadés de prison le 29 février peut représenter une grave menace pour l'avenir. Et une carte que Washington pourrait être tenté de jouer. ■



« Justice pour les travailleurs ! Où est l'Etat ? Quel rôle joue l'Etat ? Dans un pays où il n'y a que les grands propriétaires fonciers et les grands fonctionnaires à pouvoir vivre, où est la justice des travailleurs ? Où est la justice des masses populaires ? Même les compagnies étrangères illégalement installées dans le pays, la justice leur donne raison ! Est-il possible qu'Haïti soit définitivement vendu ? » Affiche de Batay Ouvriye

# Face au retour de la droite

Par  
Andreas Sartzekis\*

Les résultats des élections législatives du 7 mars sont sans appel : sauf en Achaïe (Patras), dans la périphérie d'Athènes et en Crète (55 % à Hiraklion), le PASOK (Parti Socialiste) subit une nette défaite : il passe de 44 % des voix en 2000 à 40,5 % et perd au profit de la Nouvelle Démocratie (ND, droite) la majorité relative dans la plupart des régions. Le recul est plus sensible dans les centres urbains que dans les campagnes, où il perd environ 1,5 %. Dans les villes, il perd environ 4,8 % sur la région d'Athènes, 3 % sur celle du Pirée, 4,8 % sur Thessalonique.

La ND a creusé l'écart, avec environ 45,4 % des voix et 165 sièges (42,7 % en 2000), mais on est loin du raz de marée à droite que voient certains. En outre, le score non négligeable de l'extrême-droite (2,2 % pour le ramassis de fascistes et de nostalgiques dénommé LAOS) reste suffisamment bas pour prouver que la ND a continué à attirer toute une partie de la droite extrême, des royalistes aux fondamentalistes orthodoxes symbolisés par la figure de Papathemelis, dirigeant nationaliste du PASOK passé à la ND à la veille des élections. La coexistence dans la ND de tels secteurs avec les ultra-libéraux a permis une nette victoire électorale, mais cela risque de poser des problèmes dans la gestion quotidienne, et on le voit déjà avec le dosage du nouveau gouvernement.

## Raisons d'une défaite

Le constat est général : les huit années du gouvernement Simitis ont changé le visage de la Grèce. Il faut le souligner : la modernisation des transports en commun, le développement des structures routières, la construction de nouveaux bâtiments hospitaliers et scolaires, la mise sur pieds de services destinés à orienter les citoyens face à ce qui reste encore une jungle administrative, tout cela explique la relative résistance du PASOK. Mais cette modernisation, accomplie dans le cadre d'une économie soumise de plus en plus à la loi libérale, a eu un coût très dur pour la population : chômage (autour de 10 %), augmentation des prix (certains produits courants sont aussi chers ou plus chers que dans les autres pays européens, pour des salaires bien moindres). La pauvreté s'est

répandue, comme le montre le nombre de SDF

dans les rues d'Athènes : on estime à 23 % le taux des habitants ayant atteint ou proches du seuil de pauvreté. Les Jeux Olympiques (qui se préparent pour cet été 2004 à Athènes), qui se sont traduits par une politique de grands travaux, mais aussi par des dépenses qui seront le double ou le triple du budget initial, vont renforcer la paupérisation, sur fond de racisme en grave progression. C'est cette situation sociale, bien plus que la colère contre la bureaucratie PASOK, qui explique la défaite : depuis plus d'un an, les sondages indiquaient une différence de 7 à 8 % en faveur de la ND, et c'est depuis l'automne, avec l'annonce de mesures préélectorales, notamment en faveur des paysans, que l'écart s'est quelque peu réduit.

Mais un autre facteur explique les proportions de la défaite : avec Kostas Simitis, la dimension populiste du PASOK d'Andreas Papandreou a été remplacée par un discours et un projet technocratiques conformes à ceux de la social-démocratie européenne. L'image gouvernementale du PASOK est donc à peu près la même que celle de la droite, et cela s'est retrouvé dans les programmes électoraux du PASOK et de la ND. Mais un pas supplémentaire a été franchi début 2004 avec l'opération du ministre des Affaires étrangères, Georges Papandreou — fils d'Andreas — devenant le candidat officiel du PASOK. Beaucoup ont vu là un geste désespéré du PASOK pour renverser la vapeur et s'accrocher aux privilèges du pouvoir. De fait, l'opération a connu un certain succès, l'écart se réduisant à 2 % à deux semaines des élections, et on a vu Papandreou multiplier les promesses (transports gratuits pour les chômeurs !). Mais la vraie raison semble plus profonde : le projet semble plutôt avoir été de réduire l'écart au maximum, et de s'appuyer sur cette relative victoire pour réorganiser le PASOK pour en faire un parti attrape-tout avec une direction encore plus autonome envers sa base : le PASOK deviendrait le pôle d'un « *Regroupement Démocrate* » auquel participeraient des alliés de droite (2 dirigeants de la droite ultra-libérale) et des ralliés de gauche (Maria Damanaki, ex-dirigeante du Synaspismos). Le tout a été mis en scène de manière spectaculaire : l'élection à la présidence du PASOK s'est faite par un référendum ouvert aux sympathisants, auquel ont pris part... un million d'électeurs, mais... non



démocratique, puisque seul Georges Papandreou était candidat !

En fait, cette évolution du PASOK vers un parti dit « à l'américaine » et cette ouverture à des dirigeants de droite a provoqué un malaise dans sa base : cela était visible dans le rassemblement athénien du 5 mars, où les banalités du discours de Papandreou étaient poliment applaudies, mais sans l'enthousiasme militant évoqué par de nombreux médias. On peut estimer que la désaffection d'une partie de son électorat est aussi liée à ce projet de neutralisation du « *PASOK historique* ». Aussi, l'écart final le soir du 7 mars, qui constitue un relatif échec pour Papandreou, va rendre plus difficile ce projet et va être facteur de tensions et peut-être de crises au sein du parti, surtout si les luttes sociales se développent.

Cependant, tout cela aurait pu laisser espérer un large transfert de voix à gauche du PASOK, vers les réformistes de gauche, voire vers les listes radicales. Or, au niveau national, c'est la droite qui en a profité. Cela ne peut être expliqué seulement par le soutien intégral du patronat grec pour la ND. Plus décisif mais aussi plus grave après 20 ans de gouvernement de PASOK (1981-89, puis 1993-2004) : la quasi totale incapacité d'offrir des réponses crédibles à gauche du PASOK.

## A gauche du PASOK

La gauche grecque (réformiste et révolutionnaire) est depuis longtemps marquée par un sectarisme inconcevable en ce début de millénaire, et ce sectarisme explique en grande partie l'incapacité de gagner, en plus de 20 ans, les travailleurs influencés par le PASOK. Pire : la vision dominante est que PASOK et

\* Andreas Sartzekis est membre de l'Organisation des communistes internationalistes de Grèce (OKDE-Spartakos, section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale). L'article que nous publions ici a été collectivement discuté au sein de l'OKDE.

*Inprecor* a présenté à plusieurs reprises le débat sur la recomposition de la gauche au sein de l'OKDE (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale) ainsi qu'avec d'autres camarades de la gauche révolutionnaire grecque. Pour le suivre on se reportera notamment à *Inprecor* n° 459/460 de juin-juillet 2001, n° 463/464 d'octobre-novembre 2001 et n° 489/490 de janvier-mars 2004.

droite, c'est la même chose, et que la société grecque est (profondément) à droite ! Pour corriger une telle vision effrayante, puisque ce seraient alors pas loin de 9 électeurs sur 10 qui voteraient à droite, rien de plus confortable que de se renfermer dans son petit monde : encore une fois, à écouter les déclarations des uns ou des autres, le fait marquant de ces élections, ce serait la progression de 0,4 % du KKE (PC grec) ou les 0,15 % obtenus par le KKE-ML au lieu de 0,11 % en 2000, ou encore la stagnation à 3 % du Synaspismos.

Or, les résultats montrent clairement trois choses :

❶ Sur la période de 1981 à 2004, la résistance du PASOK qui, sauf en 1990 (38,6 %), a toujours obtenu plus de 40 % des voix. Quand on ajoute la majorité préservée de son courant syndical, qui a amené le secrétaire de la GSEE (Confédération des Travailleurs de Grèce) à diriger au printemps 2001 la grande mobilisation pour les retraites contre le gouvernement de son parti, quand on observe que les jeunes (18-35 ans) viennent de voter en majorité pour le PASOK, il est clair que ce parti garde malgré tout la confiance de la majorité des travailleurs.

❷ Il est donc indispensable de le souligner : c'est la gauche qui, toutes tendances confondues, reste majoritaire en Grèce, avec près de 52 % des voix ! Et le PASOK n'a qu'à s'en prendre qu'à lui-même s'il a offert une large victoire en sièges à la droite : son refus de la proportionnelle se retourne contre lui, mais cela ne doit pas empêcher de garder en mémoire que près d'un électeur sur trois de la ND déclare avoir voté non pour ses idées mais pour punir le PASOK. Cependant la popularisation du fait que la droite est minoritaire sera une dure bataille politique !

❸ Il faut être clair : avec toutes les nuances que cela demande ensuite, le constat d'ensemble est celui d'un échec à gauche du PASOK, et cet échec est celui de nombreuses années d'inca-

pacité à construire la moindre idée d'alternative. Passage en revue : le KKE, malgré une bonne campagne (perçue comme de classe), n'obtient que 5,9 %, (5,6 en 1996, 5,5 % en 2000), avec un progrès significatif dans les banlieues ouvrières. Ce parti, même s'il s'est remis de la scission à gauche du début des années 90, reste perçu comme fidèle à son passé stalinien, sectaire (il propose l'union à gauche du PASOK... sans le Synaspismos et DIKKI, qui a obtenu 1,8 %), et aux accents et pratiques fort nationalistes (la seule alliance



Cortège de l'OKDE Spartakos, le 20 mars 2004

qu'il pratique c'est avec des individus nationalistes, comme la députée L. Kaneli à Athènes !). L'extrême gauche présentait au moins 5 listes : elle obtient environ 0,5 % des voix (entre 35 000 et 40 000 voix) et chacun semble plus ou moins content (1). Le risque est donc grand que chacun continue comme avant, montant ses différents « fronts » au lieu de travailler dans l'unité. Un enjeu politique sera donc d'ouvrir les yeux de ces militants actifs dans les luttes pour qu'ils rompent avec un sectarisme sans perspective.

## Le Synaspismos

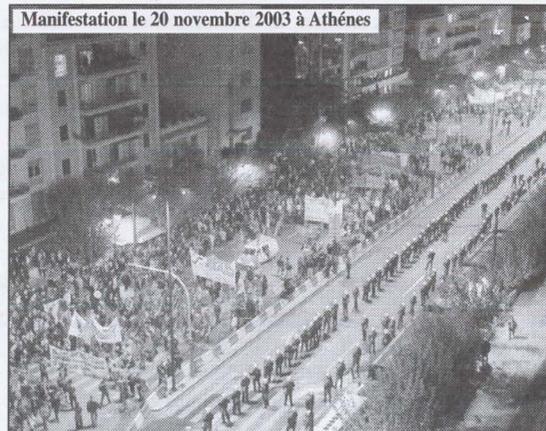
Reste à considérer le cas du Synaspismos (« coalition ») ou plutôt des Synaspismos, puisque ce parti a réussi à tirer dans son sillage une partie de la gauche radicale. Au départ, le Synaspismos de 1989, unissait la gauche stalinienne et rénovatrice contre le PASOK et obtenait 13 % des voix (2). Après 1990 (10,2 %), c'est la rupture entre le KKE et la gauche rénovatrice, héritière de l'eurocommunisme des années 1970. Après avoir obtenu 2,9 % en 1993 puis 5,1 % en 1996, il passe à 3,2 % en 2000 et 3,26 % aujourd'hui. La double évolution (3) a donc débouché sur la formation d'un regroupement électoral, avec comme objectif proclamé d'ouvrir des perspectives à gauche. Il va de soi que ce processus, s'il a été illico méprisé par les groupes sectaires, a intéressé OKDE-Spartakos, section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale : même si nous sommes loin de partager la vision acritique sur l'évolution à gauche du Synaspismos de notre ami

et camarade Georges Mitralias (4), la possibilité d'un regroupement électoral, même avec une force réformatrice comme le demeure le Synaspismos, pourrait être un moment important d'avancée pour la gauche radicale. Cela dépend des conditions : or, ce qui est apparu et a été confirmé par la suite, c'est que son poids ne permettrait pas de modifier ni la logique de l'appareil dont l'enjeu était la survie parlementaire ni la perception traditionnelle du Synaspismos.

De fait et de jure, l'appareil du Synaspismos a gardé dès le départ le contrôle sur son apparition politique. Cela a commencé avec la dénomination du regroupement : la Coalition de Gauche et de Progrès est devenue Coalition de la Gauche Radicale, c'est-à-dire que pour tout le monde elle est restée le Synaspismos, même si le sigle pour les initiés devenait SYRIZA. En outre, l'apparition médiatique est demeurée centrée sur le dirigeant réformatrice Nikos Konstantopoulos, et il était impossible pour les travailleurs et les jeunes de savoir que la liste comportait des forces radicales. De telles conditions

ont d'ailleurs amené le KOE, un des deux groupes révolutionnaires, à quitter le regroupement, tout en lui apportant un soutien critique, et le militant de tous les combats, Manolis Glezos, s'il reste convaincu que la démarche est juste, critique les attitudes d'hégémonie de certains ! Mais le plus grave est le discours dominant du regroupement : alors qu'on attendait un appel à se mobiliser sur des revendications anticapitalistes, la tonalité antilibérale est restée très floue avec l'accent mis sur la condamnation du « bipartisme » et de la « gouvernabilité ».

Le résultat de tout cela c'est non pas les 5 % minimum qui auraient pu être attendus, mais une lutte pour atteindre le seuil des 3 % de la survie électoral du groupe parlementaire, et la soirée électorale s'est réduite à attendre l'annonce finale des 3,26 % ! Ce résultat appelle plusieurs observations : il semble que la moitié des 240 000 électeurs (plus 21 000 par rapport à 2000) soient nouveaux (l'ancienne moitié ayant voté à droite ou pour le PASOK),



Manifestation le 20 novembre 2003 à Athènes

1. Cf. l'article de Panagiotis Sifogiorgakis dans *Inprecor* n° 489/490 de janvier-mars 2004, pp. 57-58.  
 2. Cet acte de fondation de Synaspismos a été un gouvernement avec la droite pour chasser le PASOK du pouvoir ! Ceci pèse encore, d'autant plus qu'après son éclatement, aucune de ses deux ailes n'a encore tiré de bilan sérieux !  
 3. Cf. P. Sifogiorgakis, op. cit.  
 4. Cf. l'article de Georges Mitralias dans *Inprecor* n° 489/490 de janvier-mars 2004, pp. 51-52.  
 5. Des trois conditions organisationnelles de l'accord électoral, c'est la seule qui n'a pas été remplie, les deux autres étant que la liste garde le mot « Synaspismos » et qu'elle soit dirigée par le président du Synaspismos !  
 6. Cf. G. Mitralias, op. cit.  
 7. Notons que depuis que cet article a été écrit le comité central de Synaspismos des 27-28 mars 2004, a pris la décision de confier la tête de liste commune lors des prochaines élections européennes à Yannis Banias, dirigeant de l'AKOA, qui a raté de peu le siège de député national le 7 mars. Ainsi Synaspismos montre sa volonté de respecter l'accord qui a conduit à la formation de la Coalition de la gauche radicale... (ndlr.)

venus du PASOK, de la gauche radicale, et même anarchistes ! Si tel est le cas, c'est un point positif, même si les rassemblements électoraux ne semblent pas avoir attiré les foules (à Athènes, il était du même ordre qu'en 2000). Par contre, la géographie des votes montre de préoccupantes limites : les plus forts progrès (entre 0,50 % et 1,30 %) se font dans Athènes (6,3 %, gain de 0,5 %, régions d'étudiants et tertiaire), en Phocide et en Messénie, régions de droite ; mais SYRIZA perd des voix dans la large banlieue ouvrière du Pirée, qui reste la concentration ouvrière de la Grèce (4 %, perte de 0,5 %). En outre, malgré le système de vote préférentiel, aucun des 6 élus choisis par les électeurs de SYRIZA n'appartient au courant radical (5). Ainsi, « six ans d'un travail assidu de préparation pas à pas » (6) pour en arriver à semble un gros gâchis : cela aurait peut-être valu la peine de jeter plutôt ses forces dans la bataille préalable pour un regroupement des révolutionnaires, qui aurait pu ensuite discuter d'une alliance avec le Synaspismos pour former un bloc de gauche radicale. A son échelle, OKDE est allée en ce sens, et dans le cas grec, c'est vrai que c'est moins facile que des discussions de sommet avec le Synaspismos ! (7)

## Des échéances de lutte

Le bilan avec les forces de SYRIZA est d'autant plus nécessaire que c'est avec elles que nous travaillons au sein du Forum Social Grec (FSG) et qu'il est important de relancer une structure qui a été malheureusement mise en sommeil dans une période où elle aurait pu jouer un rôle d'interpellation, ce qui aurait d'ailleurs permis de l'élargir. Il est donc hors de question d'accepter que les élections passées, chacun retourne à sa petite cuisine !

De dures batailles s'annoncent, contre les privatisations, contre les multiples cadeaux aux patrons (allègement de charges), pour la sécurité sociale et les retraites, sans oublier le contexte des Jeux Olympiques (accidents du travail, renforcement policier). Il s'agit donc de distinguer les différents niveaux, et c'est l'objet des discussions post-électorales.

En gros, les batailles en perspective passent par l'unité d'action de la gauche (en prenant en compte les militants du PASOK) et des syndicats (avec peut-être une bataille pour la préservation de l'unité syndicale, face au risque de scission voulue par le KKE dans GSEE).

Si le FSG doit servir de pôle de propositions d'action unitaire, il ne saurait être instrumentalisé ni remplacer le développement du débat amorcé sur la formation d'une gauche anticapitaliste, débat qui n'avancera que s'il inclut désormais le plus grand nombre de forces révolutionnaires, avec des perspectives de programme d'action. Les élections européennes pourraient être l'occasion de préparer, enfin, un pôle radical, à la lumière de l'expérience des législatives. ■

Athènes, le 14 mars 2004

# La Coalition de la Gauche Radicale

## Un pas décisif vers la recomposition de la gauche grecque

Par  
Georges Mitralias\*

**B**ien que fléchissant un peu, le pourcentage des voix obtenu par les deux partis néolibéraux grecs (le PASOK social-libéral et la Nouvelle Démocratie de droite) a été de nouveau exaspérant : 85 % ! Ce n'est donc pas un hasard si la question dominante au sein de la gauche reste toujours la même : comment débloquer cette situation qui perdure ?

Pour le PC grec (KKE) la solution est simple et se résume à son propre renforcement combiné à l'écrasement et à la disparition de ses concurrents à gauche. Pour une partie des organisations d'extrême gauche, la solution passe par la construction d'une force révolutionnaire en totale opposition aux partis réformistes. Enfin, pour Synaspismos et ses alliés d'extrême gauche la réponse réside dans une approche à la fois unitaire, mouvementiste et dynamique qui combine l'unité d'action contre les politiques néolibérales avec l'approfondissement du dialogue politique en vue de la recomposition radicale de la gauche.

Sur la base de ces orientations des uns et des autres, leurs résultats électoraux sont

très éloquents. Le PC peut se targuer de sa progression de 0,4 %, mais force est de constater qu'il devra attendre encore longtemps avant de pouvoir s'imposer comme l'unique alternative à gauche, d'autant plus qu'il vient d'échouer dans sa tentative (avouée) de faire disparaître Synaspismos du paysage politique grec. D'autre part, les groupes d'extrême gauche qui optent pour la construction prioritaire du « parti révolutionnaire », tout en se présentant séparément aux élections, obtiennent des résultats qui — manifestement — ne confirment pas leurs choix tactiques (de 0,11 % à 0,15 % avec un total d'environ 0,5 % pour toute cette nébuleuse sectaire).

Le résultat de la Coalition de la Gauche Radicale (1) qui a regroupé Synaspismos, DEA, KEDA, AKOA, La liste des Citoyens Actifs et des indépendants et qui a été soutenue par KOE, le Réseau et d'autres, peut être lue de différentes manières. Selon la première lecture (statique et superficielle), il serait presque équivalent à celui obtenu par le seul Synaspismos aux élections précédentes, ce qui aboutirait à la conclusion qu'il y a eu... beaucoup de bruit pour rien. La seconde lecture (dynamique et fondée sur les faits), conduit à une toute autre conclusion.

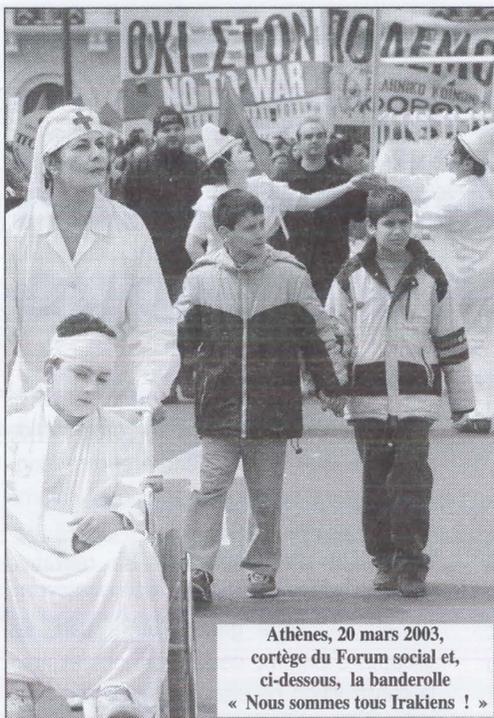
\* Georges Mitralias, journaliste, correspondant de longue date d'*Inprecor* en Grèce, est militant de DEA et membre de la coordination du Forum social grec.

*Inprecor* a présenté à plusieurs reprises le débat sur la recomposition de la gauche au sein de l'OKDE (section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale) ainsi qu'avec d'autres camarades de la gauche révolutionnaire grecque. Pour le suivre on se reportera notamment à *Inprecor* n° 459/460 de juin-juillet 2001, n° 463/464 d'octobre-novembre 2001 et n° 489/490 de janvier-mars 2004.

1. Les composantes de la Coalition de la gauche radicale sont les suivantes : Synaspismos (Coalition de

la gauche et du progrès, issu du regroupement de diverses scissions du PC grec), le DEA (Gauche internationaliste ouvrière, une organisation marxiste-révolutionnaire formée en 2001 à l'initiative des militants issus du SEK, la section grecque de la Tendence socialiste internationale, dont le SWP britannique constitue la principale organisation), l'AKOA (Gauche renouveau communiste et écologique, issue du PC de l'Intérieur, une rupture au sein du PC grec après l'invasion de la Tchécoslovaquie par le pacte de Varsovie en août 1968), le KEDA (Mouvement pour l'unité d'action de la gauche, formé par des dirigeants syndicaux exclus ou démissionnaires du KKE, le PC grec) et le Mouvement des Citoyens actifs

(fondé en 2002 par le dirigeant de la résistance grecque, Yanis Glezos). Le KOE (Organisation communiste de Grèce, d'origine maoïste, liée au Courant classiste combatif d'Argentine), qui avait signé la Déclaration de l'Initiative pour le regroupement de la gauche (reproduite dans *Inprecor* n° 489/490 de janvier-mars 2004), avait finalement pris la décision de ne pas rejoindre la liste commune pour les élections législatives du 7 mars, tout en appelant à voter en sa faveur. Le Réseau pour la défense des droits sociaux et politiques (Diktyo) est un mouvement social autonome jouissant d'un grand prestige, il a apporté son soutien à la Coalition de la gauche radicale.



D'abord, étant donné que, selon tous les sondages, seulement entre 60 % et 50 % des électeurs précédents de Synaspismos ont revoté pour ce parti et ses alliés en 2004, il est clair que toute comparaison de ces deux résultats est arbitraire et ne correspond pas à la réalité. En effet, le fait que la « Coalition de la Gauche Radicale » ait dépassé légèrement le score de Synaspismos d'il y a quatre ans (3,27 % contre 3,20 %)

2. L'intention — attribuée à tort à l'extrême gauche alliée de Synaspismos — de vouloir créer avec ce parti réformiste « la gauche anticapitaliste grecque » ne peut prêter qu'à rire et ne correspond à aucune réalité. Ceci dit, il faut beaucoup d'aveuglement sectaire ou d'ignorance des réalités pour affirmer que Synaspismos est « très réformiste » quand on tient compte des faits suivants : Synaspismos s'est prononcé contre l'alliance avec la social-démocratie libérale et c'est pourquoi il est, à notre connaissance, le seul parti réformiste européen qui a choisi de faire le contraire : se présenter aux élections allié à des organisations de la gauche radicale. De plus, Synaspismos est aussi, avec le PRC d'Italie, le seul parti réformiste européen qui a participé activement à toutes les étapes de la construction du mouvement des mouvements, depuis les Marches Européennes jusqu'aux FSE de Florence et de Paris en passant par Porto Alegre, Prague, Gênes, Nice, etc. Enfin, Synaspismos s'est prononcé contre le traité constitutionnel européen. Sans vouloir l'idéaliser, mais aussi sans risque de nous tromper, nous persistons à croire que l'extrême gauche de plusieurs pays européens serait bien contente d'avoir un parti réformiste comme Synaspismos pour interlocuteur chez elle... En tout cas, se réfugier dans la passivité fataliste et se priver d'avance de toute possibilité d'intervenir activement dans l'évolution d'une formation comme Synaspismos ne nous semble pas l'attitude la plus indiquée pour des militants qui se battent pour l'émancipation du genre humain.

bien qu'elle ait gardé seulement un sur deux de ses électeurs précédents, montre clairement qu'on assiste à un changement profond de la composition de son électorat, qui ressemble à une véritable rupture avec le passé.

L'explication est facile et provoque déjà maint commentaires dans la grande presse du pays. La fuite de l'électorat droitier du parti qui fut accélérée par les démissions en cascade de ses dirigeants tentés par l'alliance avec la social-démocratie, a été contrebalancée par l'arrivée de nouveaux électeurs qui sont qualitativement différents. Évidemment, il s'agit ici d'un événement presque fondateur car il est riche d'enseignements et pourvu d'une réelle dynamique à ne pas sous-estimer.

Le premier enseignement est que l'alliance de Synaspismos avec des organisations d'extrême gauche a été suffisamment crédible pour pouvoir inspirer des dizaines de milliers de militants et d'électeurs de gauche qui rejettent toute collaboration avec la social-démocratie néolibérale. Il ne s'agit pas seulement d'une déduction logique mais aussi de faits concrets car ponctués par des prises de position publiques en faveur de la « Coalition » par des groupes, des réseaux et des inorganisés qui, bien que se caractérisant par une méfiance quasi viscérale envers les partis politiques ou une aversion pour les « élections-piège-à-cons », ont choisi cette fois de voter pour cette alliance inédite ou mieux, pour la soutenir activement !

Le deuxième enseignement tient à la dynamique de ce profond changement de « clientèle » électorale. Il est évident que, même si certains des dirigeants de cette alliance (du Synaspismos ou de l'extrême gauche) étaient tentés par l'éventualité d'un retour en arrière sectaire, ils ne le peuvent plus car ils sont devenus otages d'une dynamique qui non seulement a été payante mais qui se matérialise dans la volonté de 250 000 électeurs et militants de gauche d'imposer l'unité et la radicalité et d'aller de l'avant. C'est ainsi qu'on peut expliquer le pourquoi de la nouvelle perspective qui « imperceptiblement » a fait surface au lendemain des élections et qui provoque déjà après débats et positionnements tant au sein qu'à la périphérie de la Coalition de la Gauche Radicale : l'urgence de l'approfondissement programmatique et organisationnel pouvant aller jusqu'à la fondation d'un parti

politique radicalement nouveau !

Cette exigence ne correspond pas seulement à une dynamique interne de la « Coalition » mais aussi aux besoins de la conjoncture politique grecque ouverte après les élections. En deux mots, étant donné que la cuisante défaite électorale combinée au brusque virage de sa nouvelle direction vers un parti interclassiste aux forts relents néolibéraux purs et durs, provoquent déjà une grogne des secteurs de gauche de la base du PASOK, il n'échappe à personne que seule la présence d'une force radicale, démocratique et pluraliste à sa gauche peut transformer cette grogne en une véritable révolte de masse qui permettra de débloquer la situation et sortir la gauche grecque de sa marginalité actuelle.

Cependant, pour en arriver là, il faudrait que les alliés de Synaspismos pèsent de tout leur poids sur la marche des événements, ce qui veut dire qu'ils se coalisent — tout de suite — dans un courant anticapitaliste se battant pour l'ouverture vers d'autres sujets que pour la radicalisation de la Coalition. Évidemment, ce « courant anticapitaliste » ne pourra pas être conçu en opposition à Synaspismos. Le fait que ce parti réformiste très atypique se soit épuré de la grande majorité de ses cadres et dirigeants droitiers et surtout, le fait qu'on rencontre en son sein des militants et des dirigeants de plus en plus radicalisés, rend obligatoire pour le « courant anticapitaliste » de regrouper aussi ces camarades-là (2).

En somme, pour la première fois depuis fort longtemps, une partie non négligeable de la gauche grecque peut se doter de moyens afin de contribuer de manière décisive à la fondation d'une gauche radicale, démocratique, féministe, écologique et internationaliste capable de briser les sectarismes, d'imposer l'unité d'action, de bouleverser les données et d'influer sur les rapports de force globaux. L'enjeu est de taille et les difficultés ne vont pas manquer. Mais, en dernière analyse, ça vaut la peine de s'y investir avec conviction et enthousiasme...



# Les cheminots chamboulent la gauche

Par  
Alex Gordon\*

Par une décision qui, pour une fois, mérite le qualificatif d'« historique », le 6 février, la Conférence extraordinaire du Syndicat national des cheminots (*Rail, Maritime & Transport*, RMT), réunie à Glasgow, a confirmé par un vote de 42 pour et 8 contre, la décision prise lors de l'Assemblée générale annuelle de 2003 de pouvoir soutenir différents partis politiques et non plus le seul *Labour Party* (Parti Travailleiste).

Cette décision qui peut sembler anodine, confirmée par l'instance suprême du syndicat, a rapidement eu des conséquences considérables. La direction du syndicat avait déjà décidé d'autoriser cinq sections écossaises du RMT à s'affilier au *Scottish Socialist Party* (1). Cette confirmation par la Conférence ouvre la porte à l'affiliation au SSP d'autres sections écossaises (deux demandes sont actuellement en attente d'approbation), et de façon plus significative, du Conseil régional écossais du syndicat. Avant même que toutes les conséquences de cette décision ne soient entièrement assimilées, le SSP a confirmé que le permanent écossais du syndicat RMT aurait le droit de siéger à la direction du parti.

L'épanouissement des relations entre le RMT et le SSP, qui inclut un travail en commun sur une proposition de loi visant à autoriser le Parlement et le gouvernement d'Écosse à exercer un contrôle direct sur les chemins de fer écossais privatisés — premier pas vers une renationalisation totale — a conduit à une crise concomitante dans la relation centenaire entre le RMT et le *Labour Party*.

Le *Labour Party* avait menacé d'exclure le RMT dès le lendemain du jour où la décision serait prise d'autoriser l'affiliation au SSP. En fait, le service de presse du *Labour Party* a confirmé l'exclusion le soir même. Comme l'a fait remarquer ironiquement un délégué du RMT : « C'est typique ! Jusqu'au bout ils ne respectent même pas leur propre parole ».

Le député Ian McCartney, Président non-élu du *Labour Party*, a expliqué que Bob Crow, le Secrétaire général du RMT, avait « placé le RMT en-dehors de la maison en plein froid » afin d'avoir « le privilège de s'asseoir à la même table qu'un groupuscule trotskyste ».

Alors que les apparatchiks du *Labour* vont inévitablement chercher à expliquer que le syndicat s'est coupé du reste du mouvement ouvrier, il est loin d'être évident que ce soit le cas.

Bien que la décision du Comité exécutif national (NEC) du *Labour Party* d'exclure le RMT ait été prise avec l'aval des délégués de tous les syndicats représentés, à l'exception de Mick Cash du RMT — pour l'instant, le *Communication Workers' Union* CWU (2), dont le représentant était absent, est le seul syndicat à avoir condamné l'exclusion — les représentants syndicaux à la tête du *Labour Party* sont traditionnellement réputés pour leur infidélité envers leurs adhérents et même envers les positions officielles de leurs syndicats respectifs. Habitué à voter en faveur de la direction contre « la gauche », ils ont récemment omis de voter les résolutions s'opposant à la guerre en Irak ou à la chasse aux sorcières contre George Galloway (3), et même à deux occasions n'ont pas soutenu la résolution

\* Alex Gordon, conducteur de train, est secrétaire de la région du Pays de Galles du Sud et de l'Ouest de l'Angleterre du syndicat RMT (*Rail, Maritime & Transport*, qui compte 65 000 adhérents à l'échelle nationale) et un de ses porte-parole nationaux. Il est engagé dans la préparation du Forum social européen (FSE) de Londres qui doit se tenir à l'automne 2004. Une première version de cet article a été publiée dans la revue mensuelle britannique *Red Pepper* (Poivre rouge) de mars 2004. Le titre, les intertitres et les notes sont de la rédaction d'*Inprecor*.

1. Le Parti socialiste écossais (SSP) est un nouveau parti politique de la

gauche anticapitaliste. Il compte actuellement environ 3 000 membres (il y a 5 millions d'habitants en Écosse). Lors des élections au Parlement écossais, le SSP a obtenu 9 % des voix et six députés. Sur la formation du SSP cf. *Inprecor* n° 447 de mai 2000, n° 480/481 de mars-avril 2003 et n° 482 de mai-juin 2003.

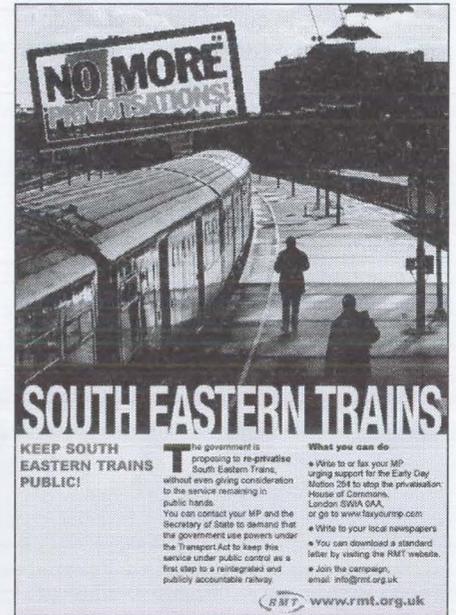
2. Le CWU est le syndicat de la Poste et des télécommunications. Il compte 275 000 membres.

3. George Galloway, député travailliste, a été expulsé du Parti travailliste en automne 2003 pour avoir appelé les soldats britanniques à refuser d'obéir aux ordres de leurs supérieurs en Irak. Il est un des fon-

dateurs de la Coalition unitaire RESPECT (cf. *Inprecor* n° 489/490 de janvier-mars 2004).

4. UNISON est le plus grand syndicat national britannique avec 1,2 million d'adhérents. Il organise les employés des services publics.

5. Les « *Foundation hospitals* », approuvés de justesse par le Parlement britannique en février 2004, sont des hôpitaux publics gérés par un Conseil d'administration indépendant du Ministère de la Santé et bénéficiant d'un certain degré d'autonomie financière. Les syndicats et la gauche radicale considèrent qu'il s'agit d'un pas vers la privatisation du service public de la santé.



Affiche de la campagne RMT contre le projet du gouvernement Blair visant la privatisation du réseau ferré du Sud-Est

d'UNISON (4) critiquant les « *foundation hospitals* » (5) et le rôle croissant des intérêts privés dans le secteur de la santé. Personne n'espère la solidarité de la part d'un tel organisme. Un débat animé avait traversé certains syndicats dans le passé pour savoir si les représentants au sein du NEC sont mandatés ou non comme c'est de facto le cas car ils sont hors du contrôle des syndicalistes. Il faut souligner de plus, qu'il s'agit là du rapport particulier entre les membres du NEC et leurs syndicats, qu'on ne peut généraliser à l'ensemble des représentants syndicaux délégués dans les autres instances.

## Renouveau politique des syndicats

L'exclusion du RMT a entraîné une vague d'intérêt et de solidarité de la part de militants syndicaux de base en Grande-Bretagne

## Grande-Bretagne

et à l'étranger, ce qui est encore plus significatif. La section d'Edinburgh du CWU (poste et télécommunications) a décidé de s'affilier au SSP (Parti socialiste écossais) bien que le chèque ne sera encaissé qu'à l'issue d'un débat — qui s'annonce fort animé — lors de la Conférence nationale du syndicat entre le Secrétaire général, Billy Hayes, principal représentant de la ligne « *Reclaim the Party* » (6), et les membres écossais présents comme « *dévoys* ». Le syndicat des

Le FBU en lutte pour les salaires, contre le gouvernement Blair



pompier FBU (7), débatta de ses rapports avec la *New Labour* (8) lors de sa conférence de mai prochain, dans le sillage de la façon scandaleuse dont ses membres ont été traités par le gouvernement. Malgré le rejet pour des raisons « *techniques* » de 12 des 16 résolutions soumises, les régions d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Berkshire (9) du FBU appellent à une désaffiliation du *Labour Party*, tandis qu'une résolution du Kent (10) appelle à la « *démocratisation* » du budget destiné au soutien des partis politiques (position similaire à celle du RMT).

Gilchrist, le dirigeant du FBU soulignera certainement que cela entraînera l'exclusion du syndicat du *Labour*, comme pour le RMT, concentrant le débat sur désaffiliation ou pas. Si tel était le cas, cela amputerait la discussion de la majeure partie d'un débat sur les relations entre les syndicats et les partis politiques, dont l'expérience du RMT a fait ressortir la complexité et la richesse (11).

Dans un discours plein de brio lors de la Conférence de la gauche syndicale, organisée par pure coïncidence par la *Socialist Alliance* (12) le lendemain de la Conférence de Glasgow du RMT, Bob Crow a saisi le taureau par les cornes. Balayant du revers de la main l'inquiétude condescendante de Ian McCartney (président du *Labour*), qui prétendait que les adhérents du RMT étaient trompés par « *Bob Crow et le groupe qui contrôle le syndicat* » il a rétorqué : « *le groupe qui contrôle le syndicat, c'est la Conférence nationale* ». Selon lui, les questions posées aux syndicalistes en 1899 étaient les mêmes que celles qui sont posées aujourd'hui : faut-il rester dans le Parti Libéral et mener une lutte interne, ou au contraire le quitter et contri-

buer à la mise sur pied d'une force politique représentant véritablement la classe ouvrière ? (13) Soulignant le fait que le RMT ne s'est pas désaffilié mais a été exclu du *Labour Party*, sans même avoir eu le droit d'y défendre son point de vue — même le Dr Shipman a pu se faire défendre (14), a-t-il remarqué — Bob a déclaré : « *Aujourd'hui, j'éprouve ce que les 6 de Birmingham (15) ont dû ressentir lorsqu'ils venaient de ressortir de prison. Aujourd'hui, je me sens libre* ».

Il a également souligné que le syndicat continuerait à travailler étroitement avec le

groupe de députés travaillistes qui comprend John McDonnell, Alan Simpson et Jeremy Corbyn, qui avaient aidé à constituer la représentation du RMT au Parlement. De façon plus significative, il a souligné que, suite à l'exclusion, une forme nouvelle et différente de relations entre le RMT et les *partis politiques s'était instituée* : « *Hier, je l'ai dit à Tommy Sheridan du SSP, et aujourd'hui je le dis à Ian McCartney du Labour : aucun politicien ne déterminera l'orientation politique de mon syndicat* ».

Nous vivons un épisode historique de l'histoire du mouvement ouvrier. Comme dit le proverbe anglais « *The tail will no longer wag the dog* » [Littéralement : « *La queue ne secouera plus le chien* »]. Autrement dit, les syndicats, qui ont été à l'origine du Parti travailliste, sont bien décidés à jouer pleinement le rôle politique qui leur revient, et ne plus être à la traîne du parti.

Avec leurs 7 millions de membres, les syndicats ont un rôle décisif à jouer dans la politique de ce pays, et cela non pour servir d'armée de figurants appelée tous les 5 ans à venir soutenir Blair et sa politique néolibérale. La norme devrait être que les syndicats décident démocratiquement de la manière dont ils répartissent leur budget de soutien aux partis politiques, et progressivement c'est cela qui se met en place. Le Syndicat national des journalistes (NUJ) et le Syndicat des services publics et du commerce (PCS) sont en ce moment en train de mettre en place des « *fonds d'action politique* ». Et il est inconcevable que l'un ou l'autre s'affilie au *Labour Party*. De la même façon, le RMT et d'autres syndicats sont en train de débattre de la question de la « *démocratisation* » des subventions syndicales aux partis, et c'est donc une nouvelle tradition politique qui est en train de se mettre en place au sein du mouvement ouvrier.

Paul Mackney, le Secrétaire général de NATFHE (Syndicat des professeurs de l'enseignement supérieur), y a fait allusion de façon tout à fait intéressante lorsqu'il est intervenu après Bob Crow lors de la Conférence. Il a dit que trois positions étaient en présence en ce qui concerne le financement des partis par les syndicats :

- ceux qui veulent restaurer l'influence des syndicats à l'intérieur du *Labour Party* ;
- ceux qui veulent construire un nouveau parti socialiste ;
- ceux qui veulent mettre en place un nouveau type de relations avec les nouveaux mouvements sociaux.

Être syndicaliste aujourd'hui, c'est décidément vivre un moment particulièrement intéressant.

6. Une partie de la gauche travailliste, dont des syndicalistes, espère toujours reprendre le contrôle du Parti travailliste des mains des partisans de la direction blairiste actuelle.

7. La *Fire Brigades Union* (FBU) organise les pompiers. La grève menée par la FBU à l'automne 2003 a constitué un affrontement central avec le gouvernement de Tony Blair.

8. *New Labour* : nom attribué au *Labour Party* depuis sa prise en main par Tony Blair en 1994.

9. Le Berkshire est une région à l'Ouest de Londres.

10. Le Kent est une région située au Sud-est de l'Angleterre.

11. L'exécutif de la FBU a finale-

ment voté en faveur d'un projet de résolution visant à démocratiser le fonds politique du syndicat, c'est-à-dire à permettre aux organisations membres de choisir quelle campagne elles veulent soutenir. Cette résolution est soumise à la conférence annuelle de la FBU qui aura lieu en mai prochain. Il s'agissait d'éviter ainsi un débat sur la désaffiliation du *Labour Party*.

12. L'Alliance socialiste (*Socialist Alliance*) regroupe la majorité des organisations de l'extrême gauche anglaise. Elle fait partie de la Coalition unitaire RESPECT fondée en janvier 2004 (cf. *Inprecor* n° 489/490 de janvier-mars 2004).

13. C'est ce processus qui a donné naissance en 1900 au *Labour*

*Representation Committee* (comité pour la représentation ouvrière) et en 1906 au Parti travailliste (*Labour Party*), qui en 1922 est devenu le principal parti de l'opposition.

14. Référence à un médecin tristement célèbre, le Dr Harold Shipman, récemment reconnu coupable du meurtre de plus de 150 de ses patients après un long procès à sensation, et condamné à la prison à perpétuité.

15. Les Six de Birmingham sont ces six Irlandais qui ont passé une vingtaine d'années en prison suite à un attentat de l'IRA dans un pub de Birmingham en 1974, avant d'être innocentés et libérés.

# Protocole de Kyoto : petit pas compromis, effets pervers garantis

Par  
Daniel Tanuro\*

Canicules, sécheresses et inondations font monter les inquiétudes face aux changements climatiques dus à l'accumulation de gaz à effet de serre. Les gouvernements se veulent rassurants : que le Protocole de Kyoto soit ratifié ou pas, les mesures adéquates continueront d'être prises, de sorte que le problème pourra être tenu sous contrôle. La réalité est, hélas ! beaucoup plus inquiétante.

Même George W. Bush n'ose plus le contester : « *La température à la surface de la terre augmente. Les concentrations de gaz à effet de serre, spécialement le CO<sub>2</sub>, ont augmenté substantiellement depuis la révolution industrielle. Et cette augmentation est due en large mesure à l'activité humaine* » (1). Depuis deux siècles, en effet, le déboisement, l'industrie et les transports accumulent dans l'atmosphère des gaz qui laissent passer la lumière du soleil vers la terre mais ne laissent pas passer les rayons infrarouges de la terre vers l'espace (2). Résultat : comme dans une serre, l'atmosphère se réchauffe. La température moyenne a gagné 0,6°C au XX<sup>e</sup> siècle — un accroissement sans précédent depuis près de 10 000 ans — entraînant une hausse du niveau des océans de 10 à 25 cm. Le processus s'accélère : si rien ne change, le Groupe Intergouvernemental des Experts du Changement Climatique (GIEC) pronostique un réchauffement compris entre 1,4 et 5,8°C d'ici 2100, provoquant une montée des eaux de 9 à 88 cm (3). Le réchauffement d'origine anthropique a bel et bien commencé, et il est irréversible. Non seulement l'atmosphère se réchauffe, mais aussi les gigantesques masses d'eau océaniques : l'inertie de celles-ci étant considérable, le processus fera sentir ses effets pendant un millénaire au moins.

Les conséquences sociales, économiques et environnementales sont incalculables. Les détailler n'est pas le but de cet article. Rappelons toutefois ces fortes paroles de M. John Houghton, ancien chef executive du



Meteorological Office britannique et co-président du Groupe de travail « *évaluation scientifique* » du GIEC : « *Le réchauffement global est aujourd'hui une arme de destruction massive. Il tue plus de gens que le terrorisme, mais Blair et Bush ne font rien* » (4). L'humanité doit — elle ne peut rien faire d'autre — tenter de favoriser la stabilisation à un nouveau point d'équilibre. C'est dans ce contexte que le Protocole de Kyoto — conclu en 1997 dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques — scellait la résolution des pays développés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % en moyenne au cours de la période 2008-2012, l'année 1990 servant en général de référence. L'Union Européenne s'engageait sur l'objectif de 8 % (5).

Six ans après sa négociation au Japon, et en dépit de sa signature par 119 pays, le

Protocole a du plomb dans l'aile. Pour être appliqué, il doit être ratifié par 55 États totalisant plus de 55 % des émissions. Or, le premier producteur mondial de gaz à effet de serre s'est retiré en 2001 : les États-Unis refusent de signer un accord qui n'impose pas d'efforts aux grands pays en développement, tels la Chine et l'Inde. Pas question, non plus, pour Washington, d'imposer un timing et des réductions d'émissions affaiblissant la compétitivité d'un secteur énergétique très polluant, largement bâti sur le pétrole et le charbon (6). Dans ce contexte, la ratification par Moscou devenait indispensable (7). Mais Vladimir Poutine utilise cette situation pour faire monter les enchères face à l'Europe et au Japon, partisans d'un accord... Andrei Illarionov, principal conseiller économique du Président, déclarait récemment que le Protocole « *va à l'encontre des intérêts nationaux de la*

\*Daniel Tanuro, environnementaliste, est le correspondant écologique du journal du Parti ouvrier socialiste (POS/SAP, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale) *La Gauche*.

1. Les concentrations de CO<sub>2</sub>, de CH<sub>4</sub> (méthane) et de N<sub>2</sub>O (oxyde nitreux), trois des principaux gaz à effet de serre, ont augmenté respectivement de 30 %, 145 % et 15 % par rapport à 1750.

3. Le GIEC a été mis sur pied en 1988 par le Programme des Nations

Unies pour l'Environnement et l'Organisation Météorologique Mondiale. Ses analyses scientifiques font autorité. Voir l'historique par Nicolas Chevassus-au-Louis, *La Recherche* n° 370, décembre 2003.

4. *The Guardian*, 28 juillet 2003. Le parallèle avec le terrorisme a été repris par David King, conseiller scientifique de Tony Blair.

5. Les pays « *en développement* » n'ont pas d'objectif dans le cadre de la première période d'engagement 2008-2012.

6. Environ 50 % des centrales électriques états-uniennes sont alimentées au charbon, et les quatre cinquièmes de la capacité de génération de courant dont le pays aura besoin en 2010 était déjà installés en 2000.

7. Les États-Unis et la Russie occupent la première et la quatrième place respectivement au palmarès des pays émetteurs de gaz à effet de serre. Les États-Unis, avec 5 % de la population mondiale, accaparent 25 % des ressources énergétiques du globe.

Russie » (8). Dans cette partie de bras-de-fer, le point clé est le prix de la tonne de carbone. En fonction de celui-ci, en effet, les gains que la Russie et l'Ukraine pourraient réaliser en vendant leurs crédits d'émission variaient entre 20 et 170 milliards de dollars en cinq ans. Or le prix serait plus élevé si les États-Unis signaient l'accord, car c'est pour eux que la mise en conformité avec Kyoto est la plus douloureuse (9).

Quoiqu'un abandon pur et simple ne soit pas exclu, il est probable que Kyoto survive à cette partie de poker... Mais ce sera un Kyoto encore amoindri, car le Protocole est miné de l'intérieur par des forces qui utilisent les réticences russes et le refus américain comme prétextes pour en réduire les exigences, voire dissimuler leur incapacité à les satisfaire (10).

Que serait l'avenir sans le Protocole ? Certains experts se veulent rassurants : « Le traité a déjà changé le monde de façon modeste mais significative et difficilement réversible », rapporte le *New York Times*. « D'Europe au Japon en passant par les États-Unis, la seule perspective du traité a résulté en législations ainsi qu'en nouvelles politiques des gouvernements et de l'industrie pour réduire les émissions. » (11) Est-ce à dire que le pli serait pris, que la lutte contre le réchauffement climatique serait, enfin, bien lancée ? Cet optimisme n'est pas de mise. Pour quatre raisons.

### Retour sur les limites d'un Protocole menacé

Premièrement, quoique d'inspiration très néolibérale, Kyoto a l'avantage de poser une double contrainte : des objectifs de réduction chiffrés, et des échéances rapprochées. Or, ces aspects sont dans le collimateur de certains lobbies industriels et de leurs relais politiques : « Si le réchauffement global devait devenir un problème, ce dont je doute (sic), il ne serait pas résolu en nous rendant plus pauvres par le biais d'un rationnement énergétique », déclare par exemple

Myron Ebell, spécialiste climatique auprès du *Competitive Enterprise Institute*. « Il serait résolu en construisant une souplesse et une capacité dans la société ainsi qu'à travers une innovation et une transformation technologiques à long terme ». Ancien secrétaire d'État adjoint et spécialiste de Kyoto au sein de l'administration Clinton, David B. Sandalow renchérit : « La mesure du succès n'est pas que le premier traité sorti de la boîte passe le cap. La mesure est que ceci mette le monde sur la voie pour solutionner un problème à long terme. D'autres régimes multilatéraux confrontés à d'énormes problèmes complexes, comme l'Organisation Mondiale du Commerce, ont pris 45 à 50 ans pour être installés » (12).

Deuxièmement, que le Protocole soit amendé ou abandonné, ce qui précède fait craindre des mesures bien inférieures aux objectifs de départ. Or, ceux-ci étaient déjà totalement insuffisants. Selon le GIEC, ce n'est pas de 5,2 % mais de... 60 % que les émissions doivent baisser, d'ici 2050, si on veut que le réchauffement moyen n'excède pas 2°C par rapport à l'époque pré-industrielle. Quant aux échéances, s'il est vrai que le changement climatique est un processus à très long terme, il n'en découle pas que l'humanité pourrait patienter 50 ans, en fonction de la capacité de l'industrie à s'adapter sans diminuer ses profits. Au contraire : plus les mesures tarderont et seront limitées, plus le retour à un point d'équilibre sera long, plus ce point d'équilibre sera élevé et plus les conséquences seront sérieuses (13). Le climat constitue ce que les mathématiciens appellent un « système chaotique complexe » : par le truchement de nombreuses interrelations et rétroactions, des changements limités peuvent lui faire franchir des seuils qualitatifs entraînant des bouleversements rapides (14).

Les projections en matière de température de l'air et de niveau des eaux donnent une indication de l'urgence. Le GIEC, on l'a dit, estime que le mercure pourrait grimper

de 1,4 à 5,8°C d'ici 2100. De part et d'autre de ces moyennes planétaires, il y a — par définition — des extrêmes. Au-dessus du Groenland, par exemple, le réchauffement vaut une à trois fois la moyenne mondiale. Même en prenant la prévision basse des experts, il est donc possible que cette région gagne 2 à 3°C en cinquante à quatre-vingts ans. Or, cette élévation de température pourrait suffire à faire fondre en quelques siècles toute la calotte glaciaire groenlandaise, ce qui entraînerait une hausse de 6 mètres du niveau des mers (15).

Troisièmement les États-Unis, on l'a vu, veulent que les grands pays en développement portent une partie du fardeau climatique. Or, cette exigence sera dure à avaler, tant elle paraît injuste aux pays du Sud. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : « Pour stabiliser les gaz à effet de serre à un niveau double de celui de la révolution industrielle, les émissions globales devraient être réduites d'une tonne de carbone par personne et par an aujourd'hui à une moyenne de 0,4 tonne », rappelle Larry Lohman. « Les États-Unis émettent treize fois cette quantité par personne, soit 5,2 tonnes, et le Japon et l'Union Européenne cinq à douze fois. (...). Plus de 50 pays du Sud, dont l'Inde, par contre, émettent moins que la moitié du niveau maximum, soit 0,2 tonne par personne » (16). On peut certes estimer que tous les pays doivent adopter une attitude responsable par rapport au climat. Mais c'est au monde développé qu'il incombe d'ouvrir la voie, unilatéralement, tandis qu'une aide technologique massive doit être apportée aux pays du Sud. L'exigence américaine revient à dire que les nations dominées doivent payer pour les changements climatiques dont leurs populations sont les premières victimes... alors que ces changements ont été causés avant tout par deux cents ans de développement capitaliste au Nord, au prix du pillage et du non-développement du reste de la planète.

Quatrièmement, le petit pas de Kyoto

8. *The New York Times*, 3 décembre 2003.

9. Pour que le coût de la mise en conformité avec Kyoto ne dépasse pas 100\$/ménage/an, les États-Unis devraient recourir pour 75 % à des mesures externes telles que l'achat de droits ou les CDM (Clean Development Mechanism ou Mécanisme de développement propre — les Hexagonaux, qui défendent leur « exception culturelle », emploient le sigle MDP, évidemment). David Victor, *The collapse of the Kyoto protocol and the struggle to slow global warming*, Princeton University

Press, 2001

10. Y compris au sein de l'UE : les politiques mises en place par les États membres amèneraient l'Europe à réduire ses émissions de 0,5 % en 2010 par rapport à 1990. En intégrant les mesures planifiées (mais non encore d'application), la réduction serait au maximum de 7,2 % et plus probablement de 5,1 % (EEA, « Greenhouse gas emission trends and projections in Europe 2003 ». *Environment Issue Report* 36).

11. *The New York Times*, 4 décembre 2003.

12. Idem.

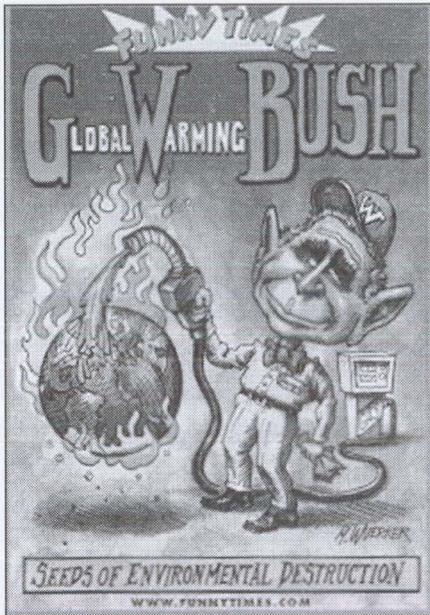
13. GIEC, troisième rapport d'évaluation, rapport du groupe de travail I sur les éléments scientifiques, résumé technique.

14. Le Sahara est sans doute le résultat du franchissement d'un seuil de ce genre. On sait aujourd'hui que sa formation il y a 5000 ans s'est achevée en quelques siècles à peine.

15. Même sans fonte massive le niveau des océans monte, par dilatation des masses d'eau. Selon le 3<sup>e</sup> rapport d'évaluation du GIEC, plusieurs dizaines de millions de personnes devront déménager d'ici 2100. Pour une montée de 1m, près de 25 % de la population du Vietnam serait

évacuée. La fonte des glaces arctiques a commencé. Celle des glaces antarctiques ne semble pas significative : heureusement, car la disparition de la calotte du pôle Sud ferait monter les eaux de 63 mètres environ !

16. Larry Lohman, « Democracy or Carbocracy ? Intellectual corruption and the future of the climate debate ». *Corner House Briefing* n° 24, <http://www.thecornerhouse.org.uk/24carboc.html>



implique des effets pervers, souvent méconnus. Ceux-ci relèvent de deux types de problématique : le tour de passe-passe des « puits de carbone », d'une part, et la logique marchande des « mécanismes flexibles » (« mécaflex »), d'autre part. Or, que la politique climatique se fasse avec ou sans le Protocole, il est probable que ces dispositifs joueront un rôle accru comme alternatives au « rationnement énergétique » qui « nous rendrait plus pauvres » (pour reprendre les expressions démagogiques de M. Ebell). Au-delà de la technicité où elles sont enfermées, ces questions méritent donc un large débat public.

### Le tour de passe-passe des « puits de carbone »

Responsable N°1 de l'augmentation de l'effet de serre, le gaz carbonique joue un rôle majeur dans le cycle du carbone. Schématiquement :

- ① le CO<sub>2</sub> est absorbé par les plantes vertes qui, grâce à la chlorophylle et à la lumière du soleil, le transforment en cellulose ;
- ② cette transformation (photosynthèse) est à la base de la chaîne du vivant ;
- ③ le bouclage du cycle s'opère via la respiration et la décomposition des organismes morts, qui libèrent le carbone contenu dans la matière organique (sous forme de CO<sub>2</sub> ou de méthane).

Or, il y a gaz carbonique et gaz carbonique. Schématiquement, brûler du bois libère du CO<sub>2</sub> qui aurait été libéré de toute manière à la mort de l'arbre (ou lors de la mise en décharge des produits de transformation du bois). La quantité de carbone en circulation dans la biosphère n'augmente pas. Par contre, brûler du mazout, du charbon ou du gaz naturel libère du carbone que

la nature a emprisonné dans les profondeurs de l'écorce terrestre (c'est pourquoi on parle de combustibles « fossiles »). De nouvelles quantités de carbone entrent alors dans le cycle. Comme les plantes (et les sols, et les océans) ne peuvent pas l'absorber complètement, une partie de ce carbone s'accumule dans l'atmosphère (sous forme de CO<sub>2</sub> principalement), augmentant l'effet de serre (17).

Du point de vue de la lutte contre le changement climatique, il est donc capital de distinguer deux processus très différents : d'une part, la réduction à la source des émissions provenant de l'usage des combustibles fossiles et, d'autre part, la réduction de la concentration de CO<sub>2</sub> atmosphérique du fait de l'absorption par les plantes vertes (on parle dans ce cas de « piégeage » du carbone dans des « puits »). Le premier aspect est stratégiquement décisif. Le GIEC l'écrit : « Il est pratiquement certain que les émissions de CO<sub>2</sub> dus à la combustion des combustibles fossiles resteront le facteur déterminant de l'évolution de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère durant le XXI<sup>e</sup> siècle » (18) Les puits ne permettent qu'une « atténuation » du changement climatique ; ils sont « provisoires », et n'apportent qu'un « sursis ». De plus, « l'évaluation actuelle du potentiel des options d'atténuation biologique [des émissions] (...) équivaut à entre 10 % et 20 % des émissions prévues de combustibles fossiles » d'ici 2050 (19).

Pourtant, cette notion de « sursis provisoire », cette hiérarchie entre le « facteur déterminant » et les facteurs « atténuants » ne se retrouvent pas dans le Protocole de Kyoto. Au contraire, celui-ci amalgame réduction des émissions et augmentation des absorptions, et invite les États à faire la balance des deux processus : « Les variations nettes des émissions de gaz à effet de serre par les sources et de l'absorption par les puits résultant d'activités humaines (...) sont utilisées par les Parties (...) pour remplir leurs engagements » (20). Autrement dit : planter des arbres en suffisance, ou cultiver sans labour, permettrait de continuer à brûler du pétrole. C'est un raisonnement à courte vue, dont l'effet pervers est évident : on reporte le problème sur les générations futures, tout

17. Outre les combustibles fossiles, les terres gelées en permanence (pergélisol) sont de grands réservoirs de carbone soustrait — momentanément — au cycle. Ce carbone pourrait être libéré en cas de dégel, ce qui est un exemple parmi d'autres de « rétroaction » possible dans le système climatique.

18. Troisième rapport d'évaluation, rapport du Groupe de Travail I, résumé technique, pp. 60-61.

19. Idem, rapport du Groupe de Travail III, résumé technique, p. 40. Ce taux ne serait atteint que si toutes les surfaces déboisées depuis deux siècles étaient reboisées d'ici 2100, ce qui est très peu probable.

### Quand les arbres sèment la désolation

Le projet Plantar (1) au Minas Gerais (Brésil) est un bel exemple des ravages d'une certaine « reforestation » menée dans le cadre des mécanismes de développement propre (CDM).

Développé sous les auspices de la Banque Mondiale, Plantar est une plantation industrielle d'eucalyptus en monoculture (23 100 hectares) destinée à la production de charbon de bois pour l'industrie sidérurgique. C'est aussi le premier projet de « puits de carbone » à solliciter son enregistrement auprès du CDM Executive Board, l'instance internationale compétente en la matière.

Selon la documentation fournie par Plantar, le projet permettra la production de 3,8 millions de tonnes de produits sidérurgiques en 21 ans ainsi que la création de 3000 emplois. Mais Plantar est violemment contesté, pour des raisons sociales (bas salaires, emplois précaires) et écologiques (utilisation massive de l'herbicide glyphosate, épuisement et contamination des ressources en eau, mort des poissons dans les cours d'eau, diminution importante de la biodiversité).

L'eucalyptus étant à croissance très rapide, Plantar s'engage à maintenir son « puits de carbone » pendant une durée de 42 ans. A supposer que le statut de « mécanisme de développement propre » lui soit accordé, l'entreprise servirait de « compensation » pour le rejet dans l'atmosphère de millions de tonnes de CO<sub>2</sub> qui ne disparaîtraient certainement pas aussi vite que les arbres.

Nota bene : via le Prototype Carbon Fund de la Banque Mondiale, Plantar bénéficie du soutien de trois gouvernements européens (Suède, Pays-Bas et Finlande), de Gaz de France et de la belge Electrabel.

1. Une analyse approfondie de Plantar peut être téléchargée sur le site de FERN : [www.fern.org](http://www.fern.org)

en continuant à l'aggraver. C'est aussi un raisonnement boiteux, car il est difficile de mesurer exactement la quantité nette de CO<sub>2</sub> absorbée par des écosystèmes - pour ne pas parler de prévoir l'évolution de cette absorption en fonction du réchauffement et de la concentration accrue en CO<sub>2</sub> (21). Qu'à cela ne tienne : le raisonnement a été accepté. Les médias s'en sont emparés et portent maintenant la « bonne

20. Protocole de Kyoto, article 3, §3.

21. Certaines recherches indiquent que les « puits » pourraient se transformer en « sources ». Dans la forêt tropicale, par exemple, l'augmentation du taux de CO<sub>2</sub> favoriserait la prolifération de lianes en telle quantité que l'écosystème affaibli émettrait du CO<sub>2</sub> au lieu d'en capter.

parole pseudo-écologique» aux quatre coins de l'horizon : plantons des arbres !

### La logique marchande des « mécaflex »

En marge des « puits », on désigne par « mécanismes flexibles » trois dispositifs différents, inscrits dans le Protocole : la « mise en oeuvre conjointe », le « mécanisme de développement propre » et l'« échange de droits d'émissions ». Tous trois ont pour but d'alléger le coût économique des engagements souscrits à Kyoto.

La « mise en oeuvre conjointe » permet à deux pays développés signataires du protocole d'atteindre leurs objectifs de réduction des émissions à travers un investissement commun. En Europe, par exemple, les entreprises de l'Ouest qui réalisent à l'Est des investissements augmentant l'efficacité énergétique des grandes installations de combustion (beaucoup de ces installations sont peu performantes) peuvent adapter en proportion leur propre niveau d'émission. Il leur suffit de « prouver » que les émissions auraient été plus importantes si l'investissement n'avait pas été réalisé. A cet égard, la substitution au charbon du gaz naturel comme source de production d'électricité ouvre de vastes possibilités aux compagnies étrangères et aux gouvernements. Des bureaux d'étude se spécialisent dans l'identification de ces opportunités. C'est ainsi que la norvégienne Point Carbon inscrit la Roumanie en tête de son hit-parade : « Aucun pays n'est mieux placé pour accueillir les projets de mises en oeuvre conjointes », se réjouit-elle (22). L'effet pervers est que ces investissements à l'Est (qui auraient eu lieu de toute manière, dans le cadre de l'accaparement de la « Nouvelle Europe » par le capital occidental) permettent aux grands groupes industriels de l'Ouest de ne pas procéder, dans leurs installations plus modernes, à d'autres adapta-

tions technologiques (plus compliquées et plus coûteuses) indispensables pour lutter contre l'effet de serre.

Le « mécanisme de développement propre » permet à un État développé de faire dans un pays du Sud un investissement qui réduit les émissions (ou augmente les absorptions), et d'adapter son propre niveau d'émission en conséquence. C'est dans ce cadre que l'UE multiplie les efforts pour vendre des technologies propres aux Pays du Sud. Mieux : des entreprises polluantes achètent des terres dans le tiers-monde, plantent des arbres à croissance rapide et acquièrent ainsi les crédits de carbone correspondant au CO<sub>2</sub> qu'elles rejettent en brûlant des combustibles fossiles au Nord. Au sein de l'Union Européenne, les Pays-Bas sont les champions de cette pratique néocoloniale, suivis par la Finlande, l'Autriche et la Suède (23). Mais le big business américain n'est pas en reste : avec ou sans Kyoto, les entreprises sont conscientes de l'inéluctabilité de mesures contre le changement climatique. Elles veulent se positionner pour les négociations climatiques futures, prendre leur part du marché et améliorer leur image de marque auprès des consommateurs. A cet égard, quoi de mieux que de participer à des projets de reforestation dans le tiers-monde ? Il suffit de cacher les effets pervers, qui sont nombreux : ces « plantations industrielles d'arbres » (ce ne sont pas des « forêts » !) accélèrent l'exode rural et le déclin des cultures vivrières, accentuent la dépendance à l'exportation et la recolonisation, nuisent aux écosystèmes et à la biodiversité (lire l'encadré sur le projet Plantar au Brésil)... Sans oublier que le « mécanisme de développement propre » ne réduit pas la pollution au Nord — il permet de la poursuivre, au contraire, avec son cortège de nuisances pour la santé et l'environnement.

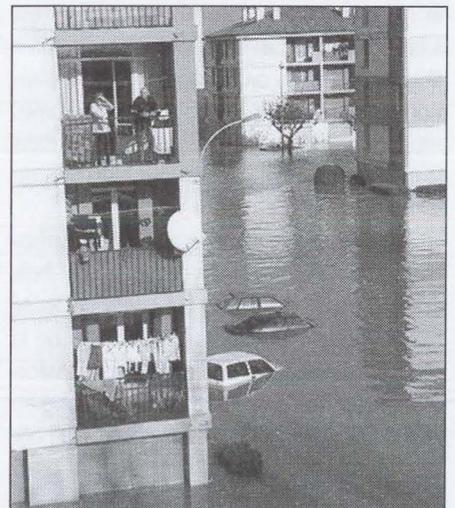
### Le spectre de la privatisation de l'air

L'échange de droits d'émission est la clé de voûte des « mécaflex ». Chaque pays signataire s'est vu attribuer des quotas d'émission. Ces quotas, les États développés les ventilent ensuite entre les entreprises établies sur leur territoire. Celles qui restent au-dessous de leur objectif peuvent vendre des « droits de polluer » à d'autres. Ratification de Kyoto ou pas, toutes les grandes entreprises polluantes se mettent à échanger du carbone, y compris aux États-Unis où les crédits sont vendus au Chicago Climate Exchange (24). Selon certains économistes, au prix de 14\$ la tonne de carbone, les « droits d'émission » à créer dans le cadre de

Kyoto correspondraient à une création de valeur de 2 345 milliards de dollars, « la plus grande création de capital monétaire par traité international de l'histoire » (25). Un système d'échange est déjà constitué au sein de l'UE, où les entreprises « propres », à partir de 2005, pourront vendre leurs crédits de pollution aux entreprises « sales » (5000 grandes entreprises sont concernées dans une première étape). Ici aussi, comme dans le cas des « mises en oeuvre conjointes », l'Est constitue un véritable réservoir de carbone. En effet, grosses consommatrices d'énergie avant la Chute du Mur, les économies de l'ancien « glacis soviétique » se sont effondrées par la suite. En fonction de la date de référence pour leurs objectifs dans le cadre de Kyoto, ces pays disposent de « crédits de carbone » que d'autres signataires peuvent acquérir, évitant ainsi de trop réduire leurs propres émissions.

Du point de vue de l'économie de marché, il n'est pas absurde de vouloir gérer ainsi la réduction de la production de gaz à effet de serre. Le système des échanges de droits a fonctionné aux États-Unis, pour réduire les taux de CO<sub>2</sub> dans l'air, donc les pluies acides. L'efficacité écologique du système dépend en fait de la volonté politique, qui s'exprime dans l'établissement des quotas et dans le rythme de leur décroissance. Cependant, le recours à ce dispositif mériterait un ample débat de société, car la marchandisation des droits d'émission risque d'acheminer l'humanité vers un résultat à première vue impensable : la privatisation de l'air.

Certains se récrieront que « vendre du vent » est et restera toujours impossible. Mais acheter le « droit de polluer » quelque chose, n'est-ce pas affirmer sa propriété sur la chose polluée ? Dans le cas précis du gaz carbonique, la question n'est pas absurde puisque, une fois rejeté dans l'atmosphère (26), le CO<sub>2</sub> est indissociable des autres



22. *Financial Times*, 25 juin 2003.

23. "Greenhouse gas emission trends and projections in Europe 2003". EEA, *Environment Issue Report* 36.

24. *VOA News*, 22 octobre 2003.

25. David Victor, *The collapse of the Kyoto Protocol and the Struggle to Slow Global Warming*, Princeton University Press, 2001. Pour valoriser les quotas d'émission, l'auteur multiplie ceux-ci par le prix de 14\$ la tonne et ramène ce flux au capital hypothétique dont il découlerait moyennant un taux de 8 %.

26. L'imagination technocratique étant sans rivages, certains, plutôt que de s'attacher à réduire les émissions, tentent de mettre au point des systèmes pour enfouir le CO<sub>2</sub> à grande profondeur. Lire "Putting Carbon in its Place", *Business Week*, 29 octobre 2003.

composants de celle-ci — azote, vapeur d'eau, oxygène, etc. Être propriétaire de millions de tonnes de « CO<sub>2</sub> déchet » équivaut bel et bien à être « propriétaire » de masses atmosphériques polluées. Certes, on ne peut décréter l'enclosure matérielle de l'air. Mais son enclosure juridique est parfaitement possible. Les pays du Nord et leurs entreprises qui se voient attribuer des quotas d'émission vont être enclins à considérer ceux-ci comme des droits de propriété semi-permanents. La ventilation de ces droits, résultat de 200 années de développement impérialiste, va tendre à être considérée comme la proportion « naturelle » de parts de l'atmosphère attribuée aux différents pays et groupes de pays. Dans les pays développés, des dispositifs légaux pourraient rapidement imposer aux citoyens de payer pour les « services » de l'atmosphère ou, à tout le moins, pour le coût de la dépollution de celui-ci. Néolibéralisme oblige, la maintenance de ces services sera confiée au privé et, au nom de l'environnement, on imposera le coût-vérité aux consommateurs (comme dans le secteur de l'eau), tandis que les entreprises bénéficieront de prix compétitifs. Quant aux pays du Sud, ils seront victimes d'une sorte de « néocolonialisme climatique » : s'ils veulent accroître leurs quotas d'émission, on les accusera d'irresponsabilité ; pour se développer, on les contraindra à acheter des technologies propres aux entreprises du Nord ; de plus, ils seront confrontés au fait que ces entreprises, grâce au CDM, se seront accaparé les « puits de carbone » et autres moyens les moins coûteux de compenser leurs émissions (27).

## Apprentis-sorciers

Si les négociations autour du Protocole de Kyoto sont si ardues, c'est parce que chacun sait dorénavant que les changements climatiques sont une réalité qui imposera des adaptations très considérables, de sorte que la période d'engagement 2008-2012 devra être suivie par d'autres. Du coup, les mesures à prendre interfèrent dans les rapports de forces États-Unis-UE-Japon, au point que le changement climatique devient un enjeu géostratégique majeur. L'offensive néolibérale en faveur des « mécaflex » et des « puits » se place dans ce contexte. Sa fonction est bien sûr d'affaiblir, de différer voire de contourner l'indispensable et urgente réduction à la source des émissions de gaz à effet de serre, dans le but de protéger le taux de profit des grands groupes. Mais l'offensive vise aussi, plus largement, à faire de la prétendue lutte contre les changements climatiques un business profitable (voir ci-

## Énergies douces, concurrence féroce

Le marché des énergies douces est le théâtre d'une concurrence économique féroce. Celle-ci éclaire le rôle des principaux protagonistes dans les négociations climatiques : les États-Unis et l'Union Européenne.

Privée de sources importantes de pétrole et de gaz naturel bon marché, confrontée à la domination états-unienne sur le Moyen-Orient, et traumatisée par Tchernobyl, l'Union Européenne développe une politique énergétique basée sur la diversification des approvisionnements, l'efficacité énergétique accrue et le développement des énergies renouvelables. Actuellement, 6 % de l'énergie utilisée dans l'UE provient de sources renouvelables (SER) (1) ; l'objectif est de parvenir à 12 % en 2010 (2). Or, une telle stratégie nécessite de gros investissements publics, sous forme d'aides à la recherche, d'incitants économiques et de commandes publiques, le but étant de soutenir les entreprises dans la phase initiale de démarrage du marché. Étant donnée la mondialisation et l'ouverture des marchés, ces efforts ne sont soutenables que si les prix relatifs de l'énergie issue de SER deviennent compétitifs par rapport à ceux de l'énergie produite à partir de combustibles fossiles, si des dispositions contraignantes limitent l'utilisation de ceux-ci, et si s'ouvre un marché mondial des technologies « propres » (les trois conditions étant liées entre elles).

Kyoto apporte une réponse aux différents niveaux. « Une fois le protocole de Kyoto mis en place, le marché mondial des technologies propres devrait prospérer », affirme un document de la Commission (3). L'enjeu est important. Le marché mondial de l'éco-industrie est estimé à 550 milliards d'euros. Les experts tablent sur son élargissement dans les cinq prochaines années, surtout dans les pays émergents, avec des taux de croissance de 5 à 8 % (4). L'UE est bien placée pour s'y tailler une place appréciable : ses entreprises sont en pole position mondiale dans le secteur des énergies renouvelables, notamment dans la construction d'éoliennes (75 % de la capacité installée de la planète). On comprend aisément pourquoi l'UE, loin d'être ébranlée par le choc avec les États-Unis lors des négociations de La Haye en novembre 2000, a maintenu le cap jusqu'aux accords de Marrakech et de Kyoto, puis a lancé une « Coalition pour l'Énergie

Renouvelable » — « l'OPEP des Renouvelables », selon la Commissaire à l'Environnement — qui compte aujourd'hui quatre-vingts pays.

Face à cette politique, les États-Unis sont moins monolithiques que la presse européenne le laisse croire. Très institutionnalisé, le puissant lobby environnementaliste pèse aussi sur le Parti Républicain, à telle enseigne que l'adoption de normes d'émissions de gaz à effet de serre figurerait au programme du candidat G.W. Bush ! (5). Plus fondamentalement, le monde des entreprises est divisé. « La perspective que d'autres pays aillent de l'avant dans des limitations des gaz à effet de serre tandis que les États-Unis se mettent la tête dans le sable préoccupe beaucoup de compagnies américaines », écrit *Business Week*. « Les preuves que les activités humaines causent le réchauffement global devenant de plus en plus convaincantes, les chefs d'entreprise croient que des réductions d'émission sont inévitables dans de nombreux pays ». Et l'hebdomadaire de rapporter ces propos de Tom Jacob, haut responsable de la multinationale DuPont : « Les économies devront s'adapter. Les États-Unis feraient une erreur en s'isolant de ces pressions. Quand la réalité s'imposera, les États-Unis auront plus de retard à rattraper et nos concurrents seront devant nous dans le développement et l'utilisation de technologies douces » (6).

De part et d'autre de l'Atlantique, on le voit, les préoccupations écologiques ne pèsent pas lourd dans les stratégies « climatiques » en présence...

1. La proportion aux États-Unis n'est que de 2 %.
2. Eurostat et COM (2002) 162 final. « Décision du Parlement et du Conseil : Une énergie intelligente pour l'Europe ».
3. *Le point sur le changement climatique*. [http://www.europa.eu.int/comm/environment/climate/climate\\_focus\\_fr.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/environment/climate/climate_focus_fr.pdf)
4. *Analysis of the EU ecoindustries, their employment and export potential*. [http://www.europa.eu.int/comm/environment/enveco/industry\\_employment/ecotec\\_exec\\_sum.pdf](http://www.europa.eu.int/comm/environment/enveco/industry_employment/ecotec_exec_sum.pdf)
5. « Global Warming : Bush's Double Blunder », *Business Week*, 9 avril 2001
6. « Global Warming : Has Bush on the Hot Seat », *Business Week*, op. cit.

dessous l'encadré « Énergies douces, concurrence féroce »), un instrument de domination du Sud et une nouvelle frontière de la tendance capitaliste à l'appropriation des ressources naturelles.

Force est de constater que cette offensive marque des points : au fil des Conférences des Parties (COP) à la Convention Cadre de l'ONU, les discussions de détail sur les « mécaflex » et les puits prennent progressivement le pas sur la diminution des rejets provenant de l'utilisation du carbone fossile. Lors de la COP-9 à Milan, en décembre, la dernière main a été appor-

tée à la prise en compte des puits de carbone dans les CDM. Les amendements présentés par la Norvège, visant à bannir les monocultures et les OGM, ont été repoussés. Alors que les changements climatiques deviennent de plus en plus palpables et menaçants, la folle logique de l'accumulation capitaliste entraîne l'humanité de plus en plus vite vers une catastrophe majeure. ■

27. Cet effet pervers du CDM sur les possibilités de développement des pays du Sud est appelé l'effet « *low hanging fruits* ».

# Réunion de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Fin février s'est tenue en Europe la première session plénière du Comité international (CI), instance de direction de la IV<sup>e</sup> Internationale entre deux congrès mondiaux. Durant quatre jours, le CI, élu lors du XV<sup>e</sup> Congrès mondial en février 2003, a pu débattre en anglais, français, espagnol, portugais, cinghalais et arabe grâce au dévouement des camarades chargés de la traduction simultanée. Outre une soixantaine de membres présents, les délégués observateurs des organisations qui maintiennent des relations fraternelles avec la IV<sup>e</sup> Internationale — le Mouvement socialiste international (ISM, tendance majoritaire au sein du Parti socialiste écossais), la Perspective socialiste démocratique (DSP, tendance majoritaire au sein de l'Alliance socialiste d'Australie) et l'Organisation socialiste internationale (ISO) des États-Unis — ont pris part aux discussions.

Un an après l'adoption par le Congrès mondial de résolutions sur la nouvelle situation mondiale et sur les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, le plénum du CI offrait l'occasion d'une première vérification des thèses votées alors. Introduit par un rapport présenté par François Ollivier (reproduit ci-après), le débat a porté en particulier sur le rôle de la « mondialisation armée » et l'appréciation des contradictions interimpérialistes, ainsi que sur l'incapacité du capital à stabiliser un « nouvel ordre mondial », les crises sociales et politiques que provoque la domination du capital financier, la crise de légitimité du néolibéralisme et de sa variante social-libérale et l'appréciation des nouveaux espaces politiques pour la construction d'une gauche radicale anticapitaliste.

Un débat particulier a été consacré au développement du mouvement altermondialiste, dont les récentes initiatives — le Forum social mondial de Mumbai (Bombay) et le Forum social européen de Paris-Saint-Denis — ont témoigné une nouvelle fois qu'il dispose d'un potentiel de résistance face au néolibéralisme et aux guerres. Si le Forum de Mumbai a marqué une nouvelle étape de l'enracinement social et géographique de ce mouvement, il a également permis de tester son enracinement radical et cela bien que des différences d'orientation politique y apparaissent de manière plus marquée. Récemment libéré de prison après des longues années d'isolement, un militant syrien, chaleureusement accueilli, a rendu compte de l'impact de ce mouvement dans sa région et de l'importance de son engage-

ment contre la guerre.

Le succès de la première conférence internationale des partis anticapitalistes, tenue à Mumbai en marge du Forum, a donné lieu à une discussion sur les potentialités actuelles du regroupement des forces de la gauche radicale à l'échelle internationale. Ce débat a permis de mettre en évidence les différences de tâches et de rythmes entre les regroupements nationaux et continentaux — en particulier en Europe — et ce qu'il est possible de tenter à l'heure actuelle à l'échelle internationale.

L'analyse des avancées et des contradictions de la mise en place d'un proto-État dans l'Union européenne ainsi que les mobilisations des travailleurs en Europe ont donné lieu à un autre débat plénié introduit par un rapport de François Vercammen (reproduit ci-après). Les commissions continentales (Afrique, Amérique latine, Asie-Pacifique, Europe) ont permis de discuter plus concrètement des tâches communes à un niveau régional. Le plénum a ensuite analysé les rapports de ces commissions.

Le plénum a également discuté à huis clos du bilan financier, du budget et des questions organisationnelles (presse, formation). Il a élu un Bureau exécutif chargé de la coordination des activités et des débats de l'Internationale.

Enfin la situation au Brésil à l'issue de la première année du gouvernement Lula a été largement débattue. Ce gouvernement a été caractérisé dans le rapport international comme « un des meilleurs élèves » du FMI et comme s'étant « adapté à la logique de la contre-réforme libérale ». L'évolution de la situation brésilienne soulève de nombreuses questions quant à la tactique et à la stratégie de la gauche du parti des travailleurs, dont celle de nos camarades de la tendance Démocratie socialiste. Lors de sa Conférence nationale en novembre 2003 Démocratie socialiste avait réaffirmé la nécessité de lutter au sein du Parti des travailleurs pour sa réorientation en réaffirmant l'engagement traditionnel lutte de classe du parti. L'expulsion du PT par la majorité de sa direction des parlementaires, dont la sénatrice Heloísa Helena de Démocratie socialiste, rend cette perspective plus complexe. Le Comité international a décidé d'ouvrir une discussion internationale sur la situation brésilienne en y consacrant un bulletin intérieur. [P. D.]

## Rapport sur la situation internationale

Par  
François Ollivier\*

Ce rapport s'inscrit dans le cadre des résolutions et des rapports du XV<sup>e</sup> congrès mondial. Il résulte des discussions et de l'activité des principales sections de l'Internationale, de nos points forts mais aussi de nos limites et de nos faiblesses.

\* François Ollivier, membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), a présenté ce rapport au nom du Bureau exécutif lors du plénum de février 2004 du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ce rapport n'est pas un « tour du monde exhaustif » de l'ensemble des problèmes de la situation politique mondiale couvrant les cinq continents. Il traite des points-clés de la conjoncture internationale, qui peuvent avoir des incidences sur les grandes questions d'orientation auxquelles nous sommes confrontés.

Avant d'aborder les nouveaux développements de la situation mondiale depuis le XV<sup>e</sup> congrès mondial, rappelons les points de repère qui marquent le cadre général de notre analyse de la période, enregistrés lors du dernier congrès de l'Internationale :

● L'approfondissement de la contre-réforme libérale, de ses effets socio-économiques et

politiques.

● La non-stabilisation d'un « nouvel ordre mondial » et l'émergence de nouvelles contradictions du système capitaliste international : dimension armée de la mondialisation capitaliste, contradictions économiques liées à la domination du capitalisme financier, contradictions inter-impérialistes, crises sociales et politiques « nationales ».

● Crise de légitimité des politiques libérales, résistances sociales, et évolutions structurelles du mouvement ouvrier traditionnel et des partis nationalistes bourgeois.

● Nouveaux espaces pour la construction de partis de la gauche radicale anticapitaliste et

des courants ou organisations marxistes révolutionnaires.

## 1. La guerre en Irak

### 1.1. Une guerre qui structure la situation politique mondiale

La guerre d'Irak a confirmé :

● La mondialisation libérale : inextricablement, organiquement, liée à la mondialisation armée, elle se traduit par le recours à la force armée comme mode de gestion ordinaire des affaires internationales, d'où les notions de « *guerre préventive* » ou de « *guerre illimitée* ».

● Les enjeux stratégiques pour l'impérialisme américain : enjeux pétroliers, occupation de places fortes au Moyen-Orient et aux portes de l'Asie, nouvelles formes de colonisation, réalignements des puissances impérialistes sur les intérêts américains.

● La suprématie militaire des États-Unis, dopée par l'augmentation des budgets d'armement.

Il s'agit, pour les États-Unis, dans un monde où les formes de domination sont plus que jamais différenciées et hiérarchisées, de dominer les processus de création et d'appropriation de la valeur et des richesses.

### 1.2. L'enlèvement irakien

Mais cette entreprise de domination se heurte à des contradictions.

L'occupation militaire américaine en Irak débouche aujourd'hui sur le chaos. Si la production de pétrole est remontée à 2,8 millions barils, plus que le niveau de production pétrolière sous l'embargo, la société irakienne se disloque : 70% de la population est au chômage, explosion de la pauvreté, disparition de l'aide alimentaire, résistance des partis politico-religieux, développement de formes de résistance militaire.

Actuellement, l'hypothèse la plus probable est celle d'un enlèvement des États-Unis. Tout en prenant en compte les différences avec l'intervention américaine au Vietnam, la presse américaine commence à évoquer le « *spectre* » d'un nouveau Vietnam. Les développements de la situation aux États-Unis, même dans l'opinion publique et les classes populaires, jouent aussi dans ce sens : inquiétude sur la durée de l'occupation militaire, nombres de soldats tués, craintes d'une nouvelle conscription pour envoyer de nouveaux contingents...

## 2. Le développement des contradictions inter-impérialistes

### 2.1. La guerre en Irak, un point tournant ?

Ces contradictions ont explosé lors de la guerre en Irak. Elles tracent les grandes tendances de redéfinition des rapports mondiaux, entre les États et les peuples, les rapports entre l'Europe et l'Amérique, les relations entre les États-Unis, la Russie et la Chine.

Du côté américain, il s'agit de remettre en cause ce qu'on appelle, ce qu'il est convenu d'appeler, le « *multilatéralisme* », un certain type de relations internationales, au travers d'institutions internationales – ONU, UNESCO, OMC, Banque mondiale, FMI. Ces organismes sanctionnent les rapports de forces mondiaux au profit des puissances impérialistes et constituent autant d'instruments de leur domination. Mais certains sont grippés par les contradictions internes au système.

Du côté européen, il ne s'agit pas d'une résistance de la « *vieille Europe* », mais, schématiquement, d'une opposition entre deux axes : le premier autour de l'alliance franco-allemande qui s'oppose aux États-Unis... et le deuxième, autour de la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark et les pays de l'Est soutenant les États-Unis... Opposition schématique car les lignes peuvent bouger. Mais les contradictions États-Unis-Europe se combinent à des contradictions inter-européennes.

### 2.2. Signification et limites de ces tensions

Ces contradictions vont au-delà des conflits apparus pendant la guerre d'Irak. Elles expriment, sous les impératifs de la contre-réforme libérale, l'acuité des contradictions économiques, tant dans des secteurs-clés de l'économie — sidérurgie, industrie aéronautique, secteur agro-alimentaire — que dans les rapports entre la zone dollar et la zone euro. Elles traduisent aussi des conflits géopolitiques entre la domination américaine et les positions européennes.

De nouvelles oppositions apparaissent entre les États-Unis, la Russie, la Chine mais aussi entre les États-Unis et de nouvelles « *puissances* » émergentes, telles que le Brésil ou l'Inde.

Sans oublier les oppositions armées entre puissances capitalistes avec les « *capacités nucléaires* » de certains États.

La nouvelle situation mondiale est lourde de tendances centrifuges contenues des années durant par un système d'équilibres

entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique.

Elles expriment une des contradictions internes au système capitaliste. Elles n'ont pas l'importance des contradictions entre puissances impérialistes à la veille de la première et deuxième guerre mondiale. Ce n'est pas la première fois qu'apparaissent, lors de crises internationales, des conflits entre États capitalistes (les oppositions entre la politique américaine et celle de De Gaulle, dans les années soixante). Il ne faut pas en surestimer la portée parce que ces contradictions sont contenues par une intelligence bien comprise des intérêts fondamentaux des uns et des autres. Ainsi, si les États-Unis ont agi unilatéralement en Irak, si la France et l'Allemagne se sont opposées au passage en force américain pour la reconstruction de l'Irak, l'administration Bush ne peut s'exonérer de la coopération des autres puissances impérialistes, sous l'égide de l'ONU, en particulier.

Mais, contrairement à la vision du monde de ceux qui tablaient, après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, sur la construction d'un nouvel ordre mondial, d'une stabilisation socio-économique et politique, d'une diminution des contradictions de toutes sortes (de classes mais aussi entre États), la situation mondiale est marquée par l'augmentation des conflits et des désordres de toutes sortes.

Le monde est devenu de plus en plus ingouvernable pour les classes dominantes.

La guerre en Irak a révélé le caractère erroné de toute vision de la situation politique mondiale comme une nouvelle période de stabilisation historique. Elle infirme des notions comme celle de « *super-impérialisme* » — une domination sans contradictions d'un seul impérialisme, l'impérialisme américain — ou celle de « *l'Empire* », un réseau de multinationales financières qui se substitueraient aux États. La guerre en Irak a confirmé la réalité des États impérialistes, de la domination de l'impérialisme américain mais aussi des contradictions inter-capitalistes.

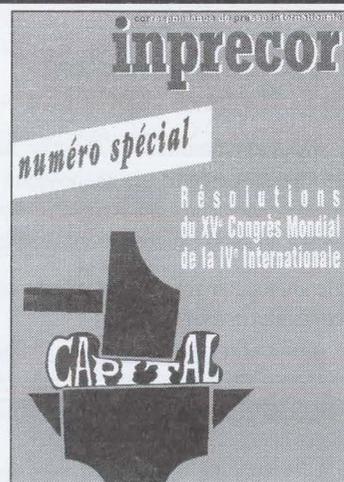
Celles-ci ne sont pas les contradictions

## DISPONIBLE !

Le numéro spécial (hors abonnement) d'*Inprecor* reproduisant les résolutions adoptées par le XV<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale ainsi que ses nouveaux statuts est finalement disponible !

Vous pouvez le commander au prix de 10 € (port gratuit) en écrivant à Inprecor-PECI, 27 rue Taine, 75012 Paris. Chèques à l'ordre de la PECI.

Disponible également à la Librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, Métro Daumesnil.



# Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

principales. Elles résultent des contradictions fondamentales, entre les peuples et les puissances impérialistes, entre les intérêts des classes dominantes et ceux des classes populaires.

Prendre en compte ces contradictions inter-capitalistes est fonctionnel, principalement pour les deux raisons suivantes :

a) Pour comprendre les espaces ouverts par les conflits et crises aux mobilisations sociales. Les contradictions au sein de l'OMC, par exemple, ont permis aux mouvements altermondialistes de redéployer leurs mobilisations. Durant la guerre contre l'Irak, les contradictions entre les États-Unis, d'une part, et la France et l'Allemagne, d'autre part, ont ouvert de nouveaux espaces aux mobilisations anti-guerre.

b) Pour combattre toute politique d'union sacrée autour des classes dominantes qui, au compte de leurs propres intérêts capitalistes, s'opposent à ceux de l'impérialisme dominant. Il est particulièrement important de s'opposer à toute politique de soutien du mouvement ouvrier ou syndical à une Europe-puissance qui serait un contre-modèle de civilisation démocratique opposé au modèle américain ou à d'autres modèles. Tout en utilisant les contradictions internes au système, notre objectif reste une politique d'unité et d'indépendance des classes populaires vis-à-vis de leurs classes dominantes.

Enfin ces oppositions créent des fissures, des tensions, des réévaluations. La prochaine élection présidentielle américaine sera un moment propice pour analyser le niveau de ces tensions. La politique de contre-réforme libérale et de mondialisation armée avait commencé avant l'administration Bush. N'oublions pas que le congrès américain — voix républicaines et démocrates mêlées — a approuvé, à l'unanimité moins une voix, l'intervention américaine. Mais les effets contre-productifs, les impasses, et les risques de déstabilisation de la politique du clan Bush sont aujourd'hui dénoncés par des secteurs des classes dominantes américaines. Ces tensions conduiront-elles à des réévaluations, à des changements d'administration ou seront-elles balayées ? C'est un des enjeux de l'élection américaine.

## 3. L'approfondissement de l'offensive capitaliste

Nous aborderons cette question au travers des développements de la politique économique américaine, de la construction européenne, et de la situation latino-américaine.

### 3.1. Quelques remarques sur la situation économique américaine

Les chiffres indiquent une reprise de la croissance en 2003. Cette nouvelle phase de croissance a des limites. Elle ne crée pas d'em-

ploiés. Les restructurations liées à la recherche de nouveaux gains de productivités, comme les incertitudes de cette reprise, ne conduisent pas à la création massive d'emplois. L'investissement industriel et informatique n'est pas au rendez-vous. Mais surtout, cette nouvelle phase de croissance est modelée par les déséquilibres fondamentaux de l'économie américaine. La croissance américaine est liée avant tout à la captation par les États-Unis de l'essentiel des flux de capitaux mondiaux sur la place de Wall Street.

Cette captation des capitaux mondiaux permet de compenser des déficits gigantesques : celui des comptes courants, le déficit budgétaire et indirectement le crédit à la consommation des ménages. La dette externe des États-Unis reste à des niveaux très élevés, près de 30 % du PIB. Les déficits augmentent sous la pression des budgets militaires et de la politique fiscale au service des plus riches.

Cette captation de capital mondial est liée aux rapports de forces politico-militaires des plus favorables pour la puissance américaine. Aussi le modèle de croissance économique américain ne peut être exporté. Plus, cette pression financière sur l'économie américaine implique, à l'extérieur, de renforcer la concurrence au profit des groupes financiers et industriels américains, et, à l'intérieur, d'accroître l'exploitation des travailleurs pour assurer un taux de profit et de rentabilité optimum. D'où une pression accrue sur les salaires, une réduction des budgets publics, des restructurations visant à la suppression d'emplois dans des secteurs stratégiques comme l'automobile ou au développement de la sous-traitance.

### 3.2. L'accélération de la contre-réforme libérale en Europe

Les impératifs propres aux classes dominantes des pays d'Europe et les effets de la concurrence internationale, en particulier Europe-Amérique, poussent les gouvernements européens à porter une nouvelle attaque contre les salariés et les chômeurs : démantèlement de l'État social, éclatement de la Sécurité sociale en France et en Allemagne, réformes des retraites, déréglementation des relations sociales, remise en cause du code du travail en France

Cette politique est menée aujourd'hui par des gouvernements de droite — comme ceux de Raffarin en France, Aznar en Espagne, Berlusconi en Italie — mais aussi des gouvernements de gauche sociaux-libéraux — le gouvernement Blair en Grande-Bretagne et Schröder en Allemagne, gouvernement SPD-Verts.

Cette nouvelle attaque durcit les conditions des luttes de classes. Elle conduit à réduire l'État social pour plus d'État pénal, plus de répression contre les travailleurs, les immigrés et leurs organisations et associations. Elle pousse les coalitions des partis de droite à déployer

des politiques autoritaires. Dans une situation de recul global d'un mouvement ouvrier traditionnel qui s'est adapté au libéralisme capitaliste, les partis fascistes ou néofascistes connaissent un développement notable. Dans une série de pays comme l'Italie ou l'Autriche, leur recyclage dans des coalitions de droite autoritaire renforce la politique d'attaque contre les classes populaires.

Sur le plan politique et institutionnel, les bourgeoisies européennes mènent aujourd'hui un débat pour évaluer le type d'instruments nécessaires pour assurer leur domination. L'échec des discussions de la convention Giscard montre les difficultés à unifier les projets de toutes les bourgeoisies dans un ensemble de vingt-cinq pays. Il montre par ailleurs, autour de l'axe franco-allemand, la volonté de certains secteurs bourgeois d'avancer dans la construction d'une « Europe-puissance » (1).

### 3.3. La crise latino-américaine

La situation latino-américaine est marquée par une profonde instabilité, la brutalité des politiques néolibérales, l'explosion de luttes et de mouvement sociaux, l'illégitimité, dans des secteurs importants de la population, de la contre-réforme libérale et des crises sociales et politiques « nationales », dans le sens de crises généralisées.

Les pressions de l'administration américaine, combinées à celles des institutions internationales — FMI et Banque mondiale — contraignent les gouvernements à renforcer les politiques d'ajustement et de restructurations libérales. Le cadre imposé de la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA) ou de la « ZLÉA light » favorise la partie nord-américaine dans la production et le commerce interaméricain, les exigences du paiement de la dette extérieure conduisent à réduire les budgets sociaux, à démanteler les services publics, à généraliser les privatisations.

La dernière réunion de la ZLÉA a vu l'ensemble des gouvernements latino-américains s'aligner sur les États-Unis, sauf le Venezuela de Chavez. Le gouvernement Lula a confirmé la continuité des engagements de l'État brésilien avec le FMI. Il est même considéré comme un de ses meilleurs élèves. En Argentine, le FMI poursuit son chantage à l'aide économique en exigeant de nouvelles restructurations de l'appareil administratif visant une plus grande rentabilité !! En Bolivie, c'est la privatisation d'une des principales ressources naturelles qui est en jeu : le gaz naturel. Le chaos en Haïti montre, de manière particulièrement saisissante, jusqu'où peuvent aller les conséquences combinées d'une domination impérialiste séculaire, d'une décomposition de l'État, et des derniers effets de la politique ultra-libérale.

Cette pression aggrave corruption et parasitisme dans les sommets des classes dominantes et des États. Les trafics politico-financiers, appuyés sur des mafias, sont partie intégrante

1. Voir également le rapport sur l'Europe reproduit en p. 34.

de ce type de domination.

Cette nouvelle gouvernance interaméricaine, sous la pression des États-Unis, implique, là aussi, de gigantesques transferts de divers types de ressources vers les grands groupes impérialistes et leurs filiales. Le refus de ces transferts est un des ressorts des mobilisations populaires, en Bolivie (refus des privatisations du gaz) ou au Venezuela (contrôle de la production pétrolière).

Enfin l'instabilité produite par les chocs des politiques libérales implique un tournant dans la stratégie politico-militaire de l'impérialisme américain : stratégie de contre-insurrection en Colombie et au Venezuela, préparation de coup d'État en Bolivie, déstabilisation en Argentine et au Brésil. Là aussi, les impératifs économiques et stratégiques de la domination américaine rétrécissent de plus en plus les espaces et les marges de manœuvre des gouvernements, en particulier pour toutes les expériences de type « *social-libérales* »...

## 4. Les évolutions de la gauche traditionnelle ou du nationalisme bourgeois

### 4.1. Changements social libéral dans le mouvement ouvrier

Les changements du mode d'accumulation capitaliste et l'accélération des contre-réformes libérales ont provoqué et continuent à provoquer des changements structurels dans le mouvement ouvrier et dans les partis nationalistes traditionnels.

La logique interne des rapports mondiaux et des intérêts des classes dominantes de chaque pays exerce une telle pression sur les États et les gouvernements que les partis de la gauche gouvernementale se sont adaptés au libéralisme. Il n'y a pas de choix : si ces partis veulent gérer l'économie et les institutions capitalistes, ils doivent accepter les nouvelles règles du jeu...

Au gouvernement, ils sont les relais de la politique des classes dominantes et de leurs engagements vis-à-vis des institutions internationales ou de structures comme l'Union européenne ou l'Accord du libre-échange nord-américain (ALENA).

### 4.2. Des marges de manœuvre réduites

Les marges de manœuvres socio-économiques se rétrécissent. Il n'y a pas d'espace pour de nouvelles politiques keynésiennes, où une combinaison du développement des services publics, de l'augmentation des salaires, de la stimulation de la consommation des ménages pourrait relancer la demande.

Les gouvernements Jospin et Lula — même si le PS français et le PT brésilien ne sont pas de même nature — se sont adaptés à la logique de la contre-réforme libérale : réduction des budgets publics, politique fiscale pour les plus riches, privatisations, réforme de la

sécurité sociale et des retraites, accord du gouvernement Lula avec les critères imposés par le FMI, notamment dans le remboursement de la dette extérieure.

Le nationalisme péroniste, au-delà de telle ou telle initiative contre l'administration Bush, intègre sa politique dans le cadre des exigences du FMI.

Dans ce processus, ces partis connaissent des changements qualitatifs, changements de leur base sociale, décrochage de secteurs de l'électorat populaire, interpénétration de plus en plus forte avec les sommets du capital financier et de l'État. Ces changements structurels ne les rayent pas, pour autant, de la carte politique. Ces partis peuvent revenir ou se maintenir au pouvoir face à la crise des droites traditionnelles. Ils continuent à représenter des secteurs des classes populaires, ce qui continue à poser les problèmes d'unité d'action dans les luttes et dans les mouvements sociaux. Mais ces partis constituent, dans le cadre de l'alternance bourgeoise, un des instruments de domination des classes dominantes.

### 4.3. Une pression accrue sur les partis communistes et autres courants « *anti-libéraux* »

Cette pression s'exerce aussi sur les partis communistes qui ont tendance à connaître un déclin inexorable. Le PCF, le PCE, le PDS allemand ont maintenant accepté une « *satellisation stratégique* » par la social-démocratie. Cette tendance est encouragée par la politique d'intégration de la CES (Confédération européenne des syndicats) dans la construction de l'Europe libérale.

Fait nouveau, cette pression s'exerce aussi sur le parti de la Refondation communiste d'Italie, dont la direction est en train de définir une politique d'intégration dans une éventuelle coalition gouvernementale de centre gauche dirigée par Prodi, président de la très libérale Commission européenne.

Enfin, il faut noter les évolutions négatives de courants ou directions qui se réclamaient de « *l'anti-libéralisme* » sans se réclamer d'une politique anticapitaliste, d'unité et d'indépendance vis-à-vis de l'économie et des institutions capitalistes. Ces courants, face à la question du gouvernement ou du pouvoir, ont tendance à s'adapter à la logique de la « *gouvernabilité capitaliste* ». C'est le cas du gouvernement Lula au Brésil, de Lucio Gutierrez en Équateur qui a été jusqu'à appuyer la guerre de Bush en Irak, et aujourd'hui des oscillations d'Evo Morales en Bolivie.

## 5. Des résistances sociales qui se maintiennent

Malgré l'offensive capitaliste, les luttes sociales et démocratiques restent un des facteurs-clés de la situation politique mondiale.

On peut noter une série de mobilisations et de luttes sociales qui ont pesé sur la situation.

### 5.1. Des luttes qui ont marqué la situation politique

Grande première, le 15 février 2003 a constitué une des grandes journées de mobilisation contre la guerre en Irak, à l'échelle mondiale. Plus de 10 millions de personnes ont manifesté à tous les coins de la planète.

Les mobilisations contre les conséquences des réformes néolibérales ont marqué la situation de nombreux pays : grèves contre les réformes des retraites en France et au Brésil, mobilisation pour la défense de la sécurité sociale en Allemagne, contre les dérèglements du marché du travail en Espagne et en Italie, grèves semi-insurrectionnelles en République Dominicaine pour une augmentation des salaires. Mobilisation des mouvements paysans comme le MST brésilien pour l'occupation des terres, de mouvements de chômeurs comme les piqueteros en Argentine. « *Crises nationales* » en Bolivie sur les questions de la privatisation des ressources naturelles ou de la terre, au Venezuela autour du pouvoir de Chavez, en Haïti pour renverser Aristide.

Développement de mouvements de masse en Irak contre l'occupation militaire américaine, le plus souvent, sous la direction des partis politico-religieux réactionnaires islamistes., développement d'autres formes de résistances sociales. Maintien de la résistance palestinienne à l'occupation militaire israélienne.

Enfin, il faut souligner les succès répétés des « *forums sociaux mondiaux* ». Dans une situation politique internationale difficile pour l'ensemble des mouvements sociaux, les « *Forums sociaux* » restent un point de repère pour les mobilisations populaires internationales, un lieu de convergences anti-libéral, anti-capitaliste, anti-guerre, la démonstration pratique que l'on peut résister à la mondialisation capitaliste. Le succès du dernier Forum de Mumbai (Bombay) l'atteste. D'un certain point de vue, ces forums expriment, même si c'est de manière déformée, des rapports de forces plus globaux entre les classes, la volonté d'une série de secteurs des mouvements sociaux de résister aux attaques capitalistes.

### 5.2. Forces et limites des résistances sociales

Ces résistances sociales indiquent le niveau de réactivité des classes populaires face à la contre-réforme. Elles traduisent et nourrissent à leur tour une crise de légitimité des classes dominantes, de leurs États, gouvernements et institutions internationales, mais ces résistances n'inversent pas les tendances lourdes des rapports de forces mondiaux. Ces mouvements sociaux peuvent « *gripper la machine* », mais ils se concluent le plus souvent par des reculs ou des défaites sociales et politiques pour le mouvement ouvrier. Ces luttes sont décisives pour

# Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

réorganiser les mouvements sociaux mais ne produisent pas de croissance organique de syndicats, associations ou partis « *réformistes* » ou « *révolutionnaires* ».

Il y a des éléments-clés de réorganisation dans ces luttes mais elles ne sont pas encore en mesure de créer les conditions pour modifier en profondeur les rapports de forces au sein du monde du travail comme entre les classes fondamentales. Des espaces s'ouvrent, laissés libres en particulier par l'évolution libérale de la social-démocratie, des partis nationalistes et le déclin accéléré des partis ex-staliniens, mais les forces radicales rencontrent encore des difficultés pour les occuper pleinement. Nous continuons à payer le prix des défaites du siècle passé, la reconstruction est longue.

## 6. Quelques pistes pour nos tâches politiques

Elles s'ordonnent autour de trois axes :

- une politique d'unité d'action ;
- des éléments de programme anticapitaliste ;
- des propositions de rassemblement de la gauche anticapitaliste et révolutionnaire.

### 6.1. Unité d'action

Notre politique d'unité d'action de l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations doit être une dimension permanente de notre intervention. L'intégration dans les luttes de masse, les associations, syndicats, bref l'intégration dans le « *mouvement réel des masses* » est la première condition pour agir politiquement. Cela suppose aussi d'assurer l'autonomie des mouvements de masse par rapport aux partis politiques pour préserver leur unité et leur efficacité. Nous devons, sur ce point, tirer les leçons de l'expérience argentine, où chaque parti politique, y compris et surtout les organisations se réclamant du trotskysme, a sa propre projection dans le mouvement de masse (en particulier dans le mouvement des piqueteros), aggravant ainsi la division au sein même des forces populaires.

### 6.2. Combiner des réponses anticapitalistes

Mais, il faut aller au-delà de l'intervention indispensable dans les luttes de résistance et dans l'animation des mouvements sociaux. Il faut avancer des réponses plus substantielles sur le plan programmatique ou stratégique. Les conditions de ce débat ont été modifiées ces dernières années. Dans le mouvement altermondialiste, il faut combiner en même temps la construction de mouvements unitaires et des réponses anticapitalistes, notamment face aux courants « *réformistes* », « *régulationnistes* » (qui n'ont pour objectif que la correction des excès du système capitaliste) ou à des courants nationalistes. Il faut faire émerger une réponse radicale et internationaliste. Nous voulons un autre monde, disent les altermondialistes... il

faut dire lequel.

Cela passe par un programme qui mette au centre la question sociale, qui reprenne le fil de la lutte de classes, pousse jusqu'au bout les revendications sociales et démocratiques : contre les licenciements, pour les augmentations de salaires, pour une autre répartition des richesses, contre les privatisations... et cette logique pose les problèmes d'incursion dans la propriété capitaliste, du contrôle des travailleurs et de la population.

En France, nous avançons un plan d'urgence anticapitaliste comme plate-forme électorale et programme de lutte social.

L'expérience argentine pose les problèmes d'occupation des entreprises, de leur remise en marche après leur abandon par les patrons, et du contrôle des travailleurs.

Au Venezuela ou en Bolivie, les crises sociales et politiques de ces pays mettent à l'ordre du jour des revendications contre les privatisations, pour l'appropriation publique et sociale des ressources naturelles — gaz, eau, pétrole —, et en même temps l'affirmation de la souveraineté nationale et populaire contre le pillage des richesses par l'impérialisme américain.

Cette orientation doit s'appuyer sur des propositions unitaires et d'autodétermination et auto-organisation des classes populaires. Mettre à l'ordre du jour, dans des situations de luttes aiguës ou de crises, des structures qui annoncent la construction « *d'un pouvoir d'en bas* » est décisif pour avancer dans la voie d'une issue positive à ces crises.

Cette orientation générale a aussi sa projection au niveau du gouvernement et du pouvoir. Nous nous opposons à toutes les formules de gestion de l'État et de l'économie capitaliste, nous défendons la perspective d'un gouvernement des travailleurs s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et de leurs organisations. Ce positionnement nous permet de rejeter les politiques de soutien ou de participation à des gouvernements « *socio-libéraux* » tout en posant réellement la question du gouvernement ou du pouvoir, à la différence de tous les courants qui veulent cantonner les mobilisations dans le contre-pouvoir ou dans l'illusion de « *changer le monde sans conquérir le pouvoir* », positions d'Holloway et d'autres, dans une série de pays ou dans le mouvement altermondialiste...

### 6.3. Poursuivre notre politique de rassemblement anticapitaliste

Les derniers développements de la situation politique internationale mettent à l'ordre du jour, d'une part, la clarification de certains débats — les évolutions du gouvernement Lula ou de la direction de Refondation communiste d'Italie —, d'autre part, la volonté d'une série de courants révolutionnaires ou anticapitalistes de discuter, échanger, agir en commun, ce qu'a traduit la conférence des partis anticapitalistes

de Bombay-.

Nous devons poursuivre dans la même voie tant sur le plan de la conférence anticapitaliste de la gauche européenne que de la conférence internationale, qui a tenu sa première réunion à Bombay, même si les formes, les rythmes et les forces politiques concernées sont différents. Nous devons mettre l'accent sur les deux critères qui ont présidé à notre travail jusqu'à maintenant :

- ① des conférences anticapitalistes dont le centre de gravité relève d'une orientation « *lutte de classes* », qui combine revendications radicales, internationalisme, démarcation nette vis-à-vis du social-libéralisme et du soutien à des coalitions gouvernementales de ce type ;
- ② des conférences ouvertes et représentatives aux formations politiques qui sont en transition ou recherchent des lieux d'échanges ou d'action. C'est dans ce sens, tout en préservant le centre de gravité « *lutte de classes* » des conférences de la gauche radicale européenne, que ces conférences sont le lieu de discussion avec des forces comme Refondation communiste ou tel PC qui recherche la discussion.

Parallèlement, nous devons multiplier les relations entre organisations révolutionnaires ou anticapitalistes, organisations qui sont sur la base d'une orientation radicale mais non sectaire, intégrées en particulier au mouvement altermondialiste. En effet, notre orientation n'est pas celle de l'unité des révolutionnaires sur les seules références abstraites à la révolution, mais des rapprochements sur la base d'une « *compréhension commune des événements et des tâches* ». C'est dans ce sens qu'ont participé, à ce Comité international, des organisations comme le courant ISM du SSP écossais, le DSP australien, l'ISO des États-Unis. C'est aussi dans ce sens, que nous poursuivrons le travail avec d'autres organisations comme le DEA grec ou le LPP pakistanais. Enfin, sur un autre plan, nous poursuivrons nos relations avec d'autres organisations comme le SWP ou établirons des relations avec les organisations de la conférence internationale.

Pour conclure, les nouveaux espaces pour la gauche radicale, les réalignements dans le mouvement ouvrier, les enjeux politiques et stratégiques mettent à l'ordre du jour la perspective de partis larges anticapitalistes, comme éléments-clés de direction de processus politiques de masses, dans des conditions de durcissement des luttes de classes, dans les mois et années qui viennent. Cela suppose de fortifier le contenu lutte de classes des partis ou formations larges en construction, notamment en tirant toutes les leçons du social-libéralisme, et cela implique aussi de poursuivre le processus engagé au dernier congrès de l'Internationale : relancer nos organisations, rassembler les marxistes révolutionnaires, construire nos sections, pour féconder ces processus plus larges. ■

# Rapport sur le mouvement en Europe

Par  
François Vercammen\*

**1.** Le fait principal à noter dans la phase actuelle en Europe impérialiste, c'est la vague d'auto-activité de la société, depuis deux ans (l'explosion de Gènes, juillet 2001) pour s'opposer à la guerre et à la politique néolibérale. Les classes travailleuses se sont remobilisées notamment dans des grèves générales avant tout pour défendre des objectifs centraux (les retraites). Au même moment, le nouveau mouvement social (Forum Social Européen) se consolide et se confirme comme un levier, un cadre de rassemblement et une perspective d'émancipation. Nous assistons au passage de la résistance à la contre-offensive dans le sens où les revendications, les campagnes, les luttes sont portées par une volonté de changer la société (« *un autre monde est possible* »).

**2.** Mais ce tournant reste très contradictoire. L'offensive du Capital continue brutalement, mais sans l'hégémonie idéologique et la cohérence politique qu'avait imposé un monolithisme néolibéral depuis 20 ans. Le mouvement syndical traditionnel reste sur la défensive ; les conditions de vie et de travail de la classe travailleuse continuent à se dégrader à tous les niveaux.

Le nouveau mouvement social non plus ne réussit à gagner ses objectifs fondateurs, même s'il continue à se renforcer, porté par sa dynamique interne. La nouveauté extraordinaire c'est que, devant l'incurie des bureaucraties syndicales, le nouveau mouvement social apparaît comme la force motrice et d'initiative, incarnant l'avenir.

Mais la défaite historique du mouvement ouvrier traditionnel, sous direction social-démocrate et post-stalinienne, n'est pas effacée. Le mouvement syndical est loin d'avoir récupéré sa position de force d'antan. A échéance, une nouvelle défaite de la classe salariale menace ; elle pourrait démoraliser le nouveau mouvement social, malgré sa popularité (légitimité) croissante dans le mouvement syndical.

**3.** La brutalité de la politique patronale mine le terrain pour les courants collaboration de classes qui se trouvent à la tête des syndicats ou des gouvernements de centre-gauche (les partis sociaux-démocrates, ainsi que les « *grands* » partis post-staliniens et écologistes). Dans la durée, la multiplication de nombreuses et spectaculaires expériences politiques, sociales, une auto-activité croissante sur le terrain et les événements politiques fortement médiatisés

dans une situation mondiale en ébullition provoquent une clarification sans précédent dans l'histoire récente :

- Sur le plan de l'orientation politique, il n'y a plus d'option intermédiaire entre le système néolibéral et une amélioration radicale des conditions d'existence des classes populaires, ce qui implique la rupture avec les principes néolibéraux et leur remplacement par des mesures anticapitalistes ;

- L'auto-activité croissante et offensive dans la société soumet les directions traditionnelles social-libérales à un test pratique de grande ampleur. Les courants sociaux-démocrates sont incapables de se redresser sur le plan idéologique-programmatique et de retrouver une assise sociale tant que le mouvement social se maintient. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne puissent pas survivre comme appareils électoraux.

**4.** Pour la première fois depuis trente ans, un début d'alternative à gauche, pratique et attrayante, dans la société, est en train de se dégager au moins dans certains pays d'Europe.

Le Forum social européen (FSE) avec les capacités d'initiatives qu'il comporte se trouve au cœur de la renaissance d'un mouvement social d'émancipation à l'échelle européenne. Entre Florence et Paris/StDenis, il a fait un bond en avant spectaculaire vers un mouvement social européen : sans abandonner son attelage mondialiste, restant branché sur une opposition radicale à la politique de guerre ininterrompue, il s'est saisi de la double question sociale (exploitation du travail ; oppression patriarcale) et de l'UE, comme État impérialiste en construction. C'est à partir de là qu'il pourra passer d'un mouvement de propagande vers

- ① un mouvement d'action de masse qui
- ② s'enracine dans la société de chaque pays et qui, pour ce faire,
- ③ s'empare des revendications concrètes de la population travailleuse.

Mais pour le moment, il reste très minoritaire dans le monde du travail. Il commence à influencer les organisations syndicales, mais, sauf exception, il n'est pas en situation d'entraîner un secteur significatif de la classe travailleuse.

**5.** Une nouvelle étape s'ouvre dans la renaissance du mouvement d'émancipation. Sa dynamique concrète sera déterminée, comme à chaque époque historique, par les conditions sociales concrètes, sa trajectoire, ses formes d'organisation, son contenu...

Le mouvement syndical traditionnel reste, en Europe, un facteur important mais nettement affaibli et très sclérosé à l'intérieur. Devant les prochaines mobilisations du monde du travail et l'impact du mouvement social, l'a-

venir dira comment la dialectique va opérer entre le nouveau mouvement social et le mouvement ouvrier traditionnel. Déjà les premières expériences sont très riches de pays en pays, mais aussi très variables et très inégales, notamment dans les pays comme l'Italie, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne... La question-clé est certainement celle du rapport entre « *mouvement* » et « *parti* ».

**6.** Dans le cadre de cette nouvelle perspective d'émancipation, nous constatons l'énorme écart entre une nouvelle gauche très forte sur le plan social et remplie de « *politique* » d'une part, et de l'autre, le refus quasi total de la politique organisée : élections parlementaires, partis politiques, gouvernement. Le comble est bien le rejet des partis politiques qui sont les plus actifs à construire le mouvement. Il y a sans doute de multiples raisons : le profond discrédit de la vie politique institutionnelle et sa dégradation par les médias ; les connivences entre les sommets de certaines grandes organisations du mouvement et les partis traditionnels ; la politique de subsides aux ONG ; le sectarisme des organisations révolutionnaires... C'est une difficulté considérable.

En même temps, il y a un vide et donc un espace ouvert par la crise existentielle des grands partis sociaux-démocrates et post-staliniens (ainsi que quelques uns des grands partis écologistes) qui n'ont ni la capacité ni la volonté de porter les exigences du mouvement.

Dans ce contexte d'événements mondiaux et d'un mouvement en activité, les élections générales deviennent des indices autrement importants dans une situation politique totalement bloquée. Notre tâche est d'être partie prenante de ces grandes batailles politiques-électorales : contre la droite et l'extrême-droite, mais surtout axée contre la politique néolibérale, contre la guerre, contre l'UE. Il ne s'agit pas en premier lieu de témoigner d'une présence marxiste-révolutionnaire, mais de rassembler une force politique, anticapitaliste, pluraliste et européenne, qui soit crédible. Celle-ci peut prendre différentes formes : d'un parti pluraliste comme le Parti socialiste écossais (SSP) à un bloc comme celui de la Ligue communiste révolutionnaire et de Lutte ouvrière (LCR-LO) ou encore un rassemblement ad hoc (qui pourrait après se constituer en mouvement) comme cela se fait en Angleterre avec la Coalition unitaire RESPECT.

Notre tâche consiste à donner une certaine cohérence politique et une forme organisée à cette perspective, en tenant compte que les deux niveaux — national et européen — sont fort différents. Le but est d'avancer vers une formation anticapitaliste capable jouer un rôle effectif dans la société et dans le mouvement social. ■

\* Nous publions ici le rapport introductif au débat sur la situation européenne présenté au nom du Bureau exécutif par François Vercammen au plénum du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale de février 2004.

# Continuité poutinienne

Par  
David Seppo\*

L'élection présidentielle en Russie n'avait en soi aucune signification. Si une chose était claire, c'est qu'elle n'allait changer en rien les traits essentiels du régime politique et du cours socio-économique. On peut passer ces traits rapidement en revue :

- Une politique économique néolibérale à outrance, profondément anti-populaire, qui profite avant tout aux oligarques et aux fonctionnaires corrompus de l'État, les deux groupes vivant en rapport symbiotique, ainsi qu'au capital étranger ;

- La poursuite de la désindustrialisation de l'économie russe et sa forte dépendance continue de l'exportation des matières premières : pétrole, gaz, métaux, etc. Donc l'absence de toute perspective de sortir la Russie de son statut de pays semi-périphérique, avec tout ce que cela implique pour la société au plan social, économique et géopolitique ;

- Une corruption très répandue et l'absence de progrès significatif vers un État de droit ; un système judiciaire vénal et soumis à l'exécutif (la persécution d'oligarques choisis est paradoxalement un indice de l'absence d'un État de droit) ;

- Le maintien d'une « démocratie régulée » : un exécutif jouissant d'un pouvoir quasi absolu qui exclut la population de toute influence sur la politique du gouvernement, combiné

avec une tolérance des libertés politiques relativement large, tant qu'elles ne menacent pas la totale liberté d'action de l'exécutif. La politique terroriste du gouvernement en Tchétchénie est là pour rappeler ce dont ce régime est capable quand il doit affronter une résistance qu'il considère comme menaçante pour lui.

En ce qui concerne les oligarques, la situation restera stable. Poutine a déjà démontré la prédominance de l'État sur les oligarques (1). Mais cette bourgeoisie est en général très contente de la situation. Elle ne cherche pas l'exercice direct du pouvoir. Même les ultralibéraux qui versent des larmes de crocodile concernant l'érosion de la « démocratie régulée » (c'est leur terme) n'ont rien à reprocher à Poutine au niveau de sa politique économique. Évidemment, l'absence d'un État de droit crée de l'insécurité dans le milieu des affaires. Mais un État de droit serait encore plus menaçant pour eux, vu les origines criminelles de leurs fortunes et le rôle absolument essentiel que joue pour eux l'accumulation des rapports privilégiés avec l'État.

On trouve dans les médias une grande part d'illusions, comme si l'avènement de Poutine avait profondément changé la situation politique en Russie. Du point de vue des classes populaires, c'est-à-dire de l'écrasante majorité de la population, rien n'a changé, à part le fait que maintenant leurs salaires de misère leur sont au moins versés. À part cela, le niveau de vie ne s'est pas amélioré de manière significative, et cela malgré les cinq années consécutives de croissance.

La télé est sans doute un peu moins intéressante maintenant. Le code du travail a été révisé de sorte qu'il reflète maintenant le véritable rapport de force dans les entreprises, c'est-à-dire le pouvoir absolu de la direction. Mais à part cela, le régime Poutine c'est essentiellement le même régime que Eltsine a établi en octobre 1993, lorsqu'il a envoyé des chars bombarder le Parlement. Dans toutes les élections depuis le coup d'État d'Eltsine en 1993, les ressources à la disposition du président ou des candidats appuyés par le pouvoir ont été tellement disproportionnées, qu'il est carrément impossible de parler d'une compétition, ne serait-ce que formellement, équitable. En plus, les résultats des élections ont été régulièrement truqués. On peut passer rapidement en revue ces élections :

- Les résultats du référendum de décembre 1993 qui a consacré le système politique présent d'un président absolu ont été falsifiés. La participation était inférieure au minimum

demandé par la nouvelle Constitution, rédigée à huis clos par Eltsine lui-même. Son coup d'État lui a permis la poursuite de la « *thérapie de choc* », promue par le FMI, dont un trait central, mais inédit, était le moratoire sur la légalité, un moratoire qui reste largement en vigueur, malgré l'intention déclarée de Poutine d'établir une « *dictature de la loi*. »

- Eltsine a longtemps hésité avant de tenir l'élection présidentielle en 1996. Une lettre ouverte d'un groupe de gros banquiers lui a demandé carrément de ne pas sacrifier la Russie sur l'autel de la démocratie occidentale, qualifiée de « *fétiche* ». Lorsqu'il a finalement décidé d'organiser l'élection, il a déclaré qu'il ne permettrait jamais aux communistes de retourner au pouvoir. Et en réalité, selon des sources haut placées dans le FSB (ancien KGB), le candidat communiste aurait gagné...

- Les résultats de l'élection présidentielle de 2000 ont été aussi truqués pour permettre à Poutine de gagner au premier tour.

- Lors des élections en Tchétchénie en 2002, même une façade de légalité n'a pas été respectée.

Il faut souligner que l'Occident a soutenu le coup d'État d'Eltsine et qu'il a accepté de considérer comme légitimes les résultats des élections présidentielles de 1996 et de 2000. Si aujourd'hui certains dirigeants occidentaux expriment de l'inquiétude concernant le sort de la démocratie en Russie, c'est complètement hypocrite. Et de tout façon, après la dernière élection, aucun gouvernement n'a vraiment remis en question la légitimité du régime de Poutine. Malgré une certaine méfiance de l'Occident, la politique économique et internationale de Poutine est jugée satisfaisante.

N'y a-t-il vraiment rien de nouveau aujourd'hui ? Si, l'État renforce progressivement son contrôle sur la société. Mais reste discutable si c'est un changement qualitatif. La « *société civile* » (c'est-à-dire les classes populaires mais aussi la classe possédante) est tellement faible, qu'il est difficile de le savoir. Dans la perspective de l'histoire de la Russie, ses citoyens jouissent aujourd'hui de libertés larges. Le problème est qu'ils ne s'en servent pas pour résister à ce régime anti-populaire. Et ce celui-ci, dans les faits, s'appuie sur des bases sociales et idéologiques très faibles. Son autoritarisme grimpe vite à compenser cette faiblesse. La tragédie de la Russie est que la capacité de résistance de la population est aujourd'hui encore plus faible que la capacité de l'État à l'opprimer. Cela pourrait changer, peut-être même rapidement. Mais pour l'instant, la situation est très stable. ■

\* David Seppo est formateur syndical en Russie.

1. Pour sa part, Jean-Marie Chauvier écrivait récemment : « La rente pétrolière, principale source de richesse et de pouvoir actuellement en Russie, et les empires médiatiques, fabriques d'opinion publique, ont été au cœur de la bataille livrée par Vladimir Poutine contre Boris Berezovski, le financier qui l'avait mis sur orbite en 1999, Vladimir Goussinski, magnat des médias libéraux et, tout dernièrement, Mikhaïl Khodorkovski, qui avait probablement misé sur le pétrole et ses alliances outre-Atlantique pour s'emparer, ni plus ni moins, du Kremlin. Le patron de Youkos négociait simultanément sa fusion avec Sibneft et la vente de 25 % à 40 % des actions du géant pétrolier issu de ce mariage à Exxon-Mobil ou Chevron-Texaco, sans médiation du Kremlin. En même temps il arrosait les partis libéraux et le PC de Guennadi Ziouganov et leur achetait des places sur leurs listes électorales, de façon à constituer à la Douma une minorité de blocage des projets présidentiels. » [Jean-Marie Chauvier, Poutine, le Kremlin et l'oligarchie, paru dans Espace de Libertés, revue du Centre d'Action Laïque, Bruxelles, février 2004.] — Ndlr.